

SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
DE BORDEAUX

BULLETIN ET MÉMOIRES
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE BORDEAUX

Reconnue d'utilité publique par décret du 11 Mars 1915

TOME XXXVII



BORDEAUX
IMPRIMERIE Y. CADORET
17, RUE POQUELIN-MOULÈRE, 17

1917

W. J. L. 1867

*Le Président
de la République Française,*

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur :

Vu la demande présentée par l'Association dite « Société Archéologique de Bordeaux », en vue d'obtenir la reconnaissance comme établissement d'utilité publique ;

Vu l'extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale, en date du 15 juillet 1910 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Bordeaux, en date du 24 octobre 1912 ;

Vu le *Journal officiel* du 10 mai 1906 contenant la déclaration prescrite par l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ;

Vu les comptes et budgets, ainsi que l'état de l'actif et du passif de l'Association ;

Vu les statuts proposés et les autres pièces de l'affaire ;

Vu l'avis du Préfet de la Gironde du 6 novembre 1912 ;

Vu l'avis du Sous-secrétaire d'État des Beaux-Arts, en date du 28 décembre 1912 ;

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ;

La section de l'Intérieur, de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts du Conseil d'État, entendue,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'Association dite « Société Archéologique », dont le siège est à Bordeaux, est reconnue comme établissement d'utilité publique.

Sont approuvés les statuts de l'Association tels qu'ils sont annexés au présent décret.

ART. 2. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des Lois* (*).

Fait à Paris, le 11 mars 1915.

Signé : R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : L. MALVY.

(*) *Bulletin des Lois*, 2^e partie supplémentaire, n° 149, t. XIII, 1^{re} semestre, 1915, p. 268 à 272. N° d'inscription, 23.799.

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

ADOPTÉS DANS LES SÉANCES DES 8 ET 15 JUILLET 1910,
13 MARS ET 8 AVRIL 1914

TITRE PREMIER

But et composition de la Société.

ARTICLE PREMIER. — L'Association dénommée *Société Archéologique de Bordeaux*, fondée en 1873, a pour but :

1° — D'assurer la conservation des antiquités (monuments et objets anciens de toute nature et de toute époque) se rattachant à la région autrefois comprise sous la dénomination d'Aquitaine ;

2° — De faciliter la connaissance de ces antiquités en contribuant, sous toutes les formes qui seront reconnues utiles, au développement des études et recherches archéologiques, historiques et artistiques s'y rapportant.

ART. 2. — A cet effet, la Société pourra notamment exécuter ou subventionner des fouilles ou des travaux de conservation ; acquérir des monuments ou des objets reconnus dignes d'être conservés ; fonder ou subventionner des cours publics ; instituer des prix ; organiser des conférences, des expositions temporaires ou permanentes, telles qu'un Musée, faire des publications, y participer, la présente énumération étant simplement indicative et non limitative.

La durée de la Société est illimitée.

Elle a son siège à Bordeaux.

ART. 3. — L'Association se compose de membres titulaires, de membres donateurs.

Pour être membre titulaire, il faut :

1° — Être présenté par deux membres de l'Association et agréé par le Conseil d'administration ;

2° — Payer une cotisation annuelle dont le minimum est de 12 francs (la cotisation peut être rachetée en versant une somme fixe de 200 francs).

Les membres donateurs sont ceux qui ont consenti une donation importante en argent en faveur de la Société.

Les membres donateurs sont, sur la proposition du Conseil d'administration, désignés par l'Assemblée générale de la Société qui peut, d'autre part, décerner le titre d'honoraire aux personnes susceptibles d'être utiles à ses travaux.

Les membres honoraires ne paient pas de cotisation annuelle.

Ils peuvent assister aux séances de la Société, mais les donateurs et les titulaires seuls ont le droit de prendre part aux délibérations susceptibles d'engager les finances de la Société.

ART. 4. — La qualité de membre de l'Association se perd :

1° — Par la démission ;

2° — Par la radiation prononcée pour motifs graves par le Conseil d'administration, le membre intéressé ayant été préalablement appelé à fournir des explications, sauf recours à l'Assemblée générale.

TITRE II

Administration et fonctionnement.

ART. 5. — L'Association est administrée par un Conseil composé de quinze membres, élus pour trois ans par l'Assemblée générale.

En cas de vacance, le Conseil pourvoit au remplacement de ses membres, sauf ratification par la plus prochaine Assemblée générale.

Le renouvellement du Conseil a lieu par tiers chaque année.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le Conseil choisit parmi ses membres un Bureau composé de : un président, deux vice-présidents, un secrétaire général, deux secrétaires, un trésorier et un archiviste.

Le Bureau est élu pour un an, ses membres sont rééligibles, mais le président ne pourra exercer sa fonction plus de trois fois consécutives.

ART. 6. — Le Conseil se réunit tous les mois (sauf pendant les vacances) et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande du quart de ses membres.

La présence du tiers des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés du président et du secrétaire.

ART. 7. — Les membres de l'Association ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

ART. 8. — La Société se réunit en Assemblée plénière au moins une fois par an, au mois de novembre, pour procéder aux élections, entendre les rapports du secrétaire général et du trésorier et statuer sur les récompenses qui pourraient être accordées.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit au renouvellement des membres du Conseil.

Ce rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à tous les membres de l'Association.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'administration.

Son Bureau est celui du Conseil.

ART. 9. — Les dépenses sont ordonnancées par le président.

L'Association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le président.

Le représentant de la Société doit jouir du plein exercice de ses droits civils.

ART. 10. — Les délibérations du Conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges, aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par la Société, constitution d'hypothèques sur les biens, immeubles, baux excédant neuf années, aliénations de biens dépendant du fonds de réserve et emprunts, ne sont valables qu'après l'approbation de l'Assemblée générale.

ART. 11. — Les délibérations du Conseil d'administration

relatives à l'acceptation des dons et legs ne sont valables qu'après l'approbation administrative donnée dans les conditions prévues par l'article 910 du Code civil et les articles 5 et 7 de la loi du 4 février 1901.

Les délibérations de l'Assemblée générale, relatives aux aliénations de biens dépendant du fonds de réserve, ne sont valables qu'après approbation du Gouvernement.

ART. 12. — Le Musée, organisé par la Société, est dirigé sous le contrôle du Conseil d'administration, par une commission spéciale composée de membres titulaires; son directeur, nommé par le Conseil, exerce des pouvoirs de simple administration.

TITRE III

Ressources annuelles et fonds de réserve.

ART. 13. — Le fonds de réserve comprend :

- 1° — Le dixième au moins des revenus de la Société;
- 2° — Les sommes versées pour le rachat des cotisations;
- 3° — Le capital provenant des libéralités, à moins que l'emploi immédiat n'en ait été autorisé.

ART. 14. — Le fonds de réserve est placé en rentes nominatives sur l'État ou en obligations nominatives dont le minimum d'intérêt est garanti par l'État.

Il peut être également employé à l'acquisition des immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association.

ART. 15. — Les recettes annuelles de l'Association se composent :

- 1° — Des cotisations et souscriptions de ses membres;
- 2° — Des subventions qui pourront lui être accordées;
- 3° — Des produits des libéralités dont l'emploi immédiat a été autorisé, des ressources créées à titre exceptionnel, quêtes, conférences, tombolas, loteries, concerts et spectacles autorisés au profit de la Société et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente;
- 4° — Du revenu de ses biens;
- 5° — Du produit de ses publications;
- 6° — Du produit des entrées au Musée.

TITRE IV

Modification des statuts et dissolution.

ART. 16. — Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'administration ou du dixième des membres titulaires, soumise au Bureau au moins un mois avant la séance.

L'Assemblée extraordinaire, convoquée à cet effet, ne peut modifier les statuts qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

L'Assemblée doit se composer du quart au moins des membres en exercice.

ART. 17. — L'Assemblée générale appelée à se prononcer sur la dissolution de la Société, et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents. Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

ART. 18. — En cas de dissolution volontaire, statutaire, prononcée en justice ou par décret ou en cas de retrait de la reconnaissance de l'Association comme établissement d'utilité publique, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de la Société.

Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique.

Ces délibérations sont adressées sans délai au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

ART. 19. — Les délibérations de l'Assemblée générale prévues aux articles 16, 17 et 18 ne sont valables qu'après l'approbation du Gouvernement.

TITRE V

Surveillance et règlement intérieur.

ART. 20. — Le Secrétaire général devra faire connaître dans les trois mois à la préfecture de la Gironde, tous les changements survenus dans l'administration ou la direction.

Les registres et pièces de comptabilité de l'Association seront présentés sans déplacement sur toute réquisition du Préfet à lui même ou à son délégué.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année au Préfet de la Gironde, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

ART. 21. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts aura le droit de faire visiter par ses délégués les établissements fondés par l'Association et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

ART. 22. — Un règlement préparé par le Conseil d'administration, adopté par l'Assemblée générale, et approuvé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique, arrête les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents statuts.

Vu pour être annexé au décret du 11 mars 1915, enregistré sous le n° .

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,
Pour le Ministre et par délégation :
*Le Directeur de l'Administration départementale
et communale,*
Signé : DUPONTEIL.

Pour ampliation :
Le Sous-Directeur Chef de bureau du cabinet,
Signé : ILLISIBLE.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

Membres du Bureau pour 1915 et 1916.

<i>Président</i>	M. CAMILLE DE MENSIGNAC, A. O.
<i>Vice-Président honoraire.</i>	M. FOURCHÉ (P.).
<i>Vice-Présidents</i>	MM. BARDIÉ (A.), I. O. AMTMANN (Th.), I. O.
<i>Secrétaire général</i>	M. CHARROL (MARCEL), I. O.
<i>Secrétaires adjoints</i>	MM. RICAUD (Th.). ETCHART (E.).
<i>Trésorier honoraire</i>	M. DAGRANT (G.-P.), ✕.
<i>Trésorier</i>	M. BONTEMPS (A.), A. O.
<i>Archiviste</i>	M. FERBOS (R.), A. O.
<i>Assesseurs</i>	MM. le D ^r LALANNE (G.), A. O. HABASQUE (F.), ✕, I. O. RAMBIÉ (PIERRE), A. O. BRUTAILS (A.), ✕, I. O. NICOLAÏ (ALEXANDRE), ✕, ✕, I. O. THOMAS (F.), A. O. COUDOL (J.).
<i>Secrétaire du Musée</i>	M. RAVEAU (A.), A. O.

Le Bureau se réunit le premier vendredi de chaque mois, à 8 heures 1/2 du soir, à l'Athénée, 53, rue des Trois-Conils.

La Société se réunit le deuxième vendredi de chaque mois, à la même heure et à la même adresse.

SECRÉTARIAT : à l'Athénée.

Commission des publications.

MM. C. DE MENSIGNAC, président	} <i>Membres de droit.</i>
CHARROL (M.)	
BONTEMPS (A.)	
AMTMANN (Th.)	} <i>Membres élus.</i>
BARDIÉ (A.)	
DUBREUILH (A.)	
FERMAUD (E.)	

Membres du Bureau pour 1917.

<i>Président</i>	M. BARDIÉ (A.), I. O.
<i>Vice-Président honoraire.</i>	M. FOURCHÉ.
<i>Vice-Présidents</i>	{ MM. AMTMANN (Th.), I. O. RAMBIE (PIERRE), A. O.
<i>Secrétaire général</i>	M. CHARROL (MARCEL), I. O.
<i>Secrétaires adjoints</i>	{ MM. RICAUD (Th.). ETCHART (E.).
<i>Trésorier</i>	M. BONTEMPS (A.), A. O.
<i>Archiviste</i>	M. FERBOS (R.), A. O.
<i>Conseiller honoraire</i>	M. HABASQUE (F.), *, I. O.
<i>Conseillers</i>	{ MM. DE MENSIGNAC, A. O. NICOLAÏ (A.), *, †, I. O. COUDOL (J.). THOMAS (F.), A. O. DUBREUILH (A.). FERMAUD (E.). BOUCHON (G.), I. O.

Commission des publications.

MM. BARDIE (A), président	{	<i>Membres de droit.</i>
CHARROL (M.)		
BONTEMPS (A.)		
AMTMANN (Th.)	{	<i>Membres élus.</i>
DUBREUILH (A.)		
FERMAUD (E.)		
BOUBEE (H.)		

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

Au 15 décembre 1917.

* Légion d'honneur. — I. ⚔ Officier de l'Instruction publique.
— A. ⚔ Officier d'Académie. — ⚔ Mérite agricole.
✠ Ordre étranger.

Bienfaiteurs et donateurs.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.
LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GIRONDE.
LA MUNICIPALITÉ DE BORDEAUX.
LA VILLE DE PARIS ET LE PRÉFET DE LA SEINE.

Membres titulaires (1).

1877 AMTMANN (Th.), I. ⚔, négociant, cours de la Martinique, 68.
1906 AUGEREAU (A.), docteur en médecine, rue de la Chartreuse, 50-52.
1911 AUGEY (E.), 44, rue de Strasbourg.
1906 AYMEN (H.), château la Pierrière, à Gardogan, par Castillon-sur-Dordogne (Gironde).
1892 BAILLON (C.), A. ⚔, notaire, à Langoiran (Gironde).
1887 BARDIÉ (A.), I. ⚔, négociant, cours de Tourny, 49.
1909 BARONNET-FRUGÈS (H.), négociant, rue Foy, 14.

(1) Le millésime qui précède chaque nom est la date d'entrée dans la Société. — Tous les membres reçus en 1873 sont fondateurs de la Société.

- 1913 BARRIÈRE (J.), instituteur à La Bastide.
 1914 BASTIDE (E.), 24, rue Minvielle.
 1913 BATZ (Dr DE), boulevard du Bouscat, 12.
 1914 BEAUVOIS (Abbé), curé de Saint-Caprais de Blaye (Gironde).
 1910 BELER (Abbé CH. DE), vicaire à N.-D. d'Arcachon (Gironde).
 1912 BÉRAUD (JOSEPH), négociant, 1, rue Vital-Carles.
 1897 BERSAT (M.), propriétaire, à Barbins, par Montlieu (Charente-Inf^{re}).
 1909 BIGOT (U.), rue des Chais, 38, à Libourne (Gironde).
 1905 BISSIÈRE (F.), I. Q, conseiller général du Lot-et-Garonne, place Michel, 9.
 1906 BLANC (RAYMOND), 15, impasse des Tanneries.
 1909 BLÉGIER DE PIERREGROSSE (CH. DE), cours Pasteur, 61.
 1903 BODLEIAN LIBRARY, à Oxford (Angleterre).
 1900 BONNAL (L.), rue Saint-Remi, 39.
 1906 BONTEMPS (AUGUSTE), architecte, rue du Colisée, 16.
 1899 BORDES DE FORTAGE (PH. - LOUIS DE), secrétaire général de l'Académie de Bordeaux, rue Billaudel, 86.
 1909 BOUBÉE (H.), cours de la Martinique, 70.
 1913 BOUCHE (A.), négociant, 5, cours du Chapeau-Rouge.
 1902 BOUCHON (GEORGES), I. Q, rue Verdier, 19.
 1908 BOUDIN (L.), 2, rue Guillaume-Brochon.
 1909 BOUDREAU (Dr), place Pierre-Lafitte, 1.
 1906 BOURCIER (LOUIS), rue de la Trésorerie, 87.
 1907 BOURREC (M^{me} CAMILLE), A. Q, rue du Jardin-Public, 114.
 1907 BOUTHET DES GENNETIÈRES (P.), rue de Miromesnil, 96, Paris.
 1909 BRIÈRE (A.), négociant, rue Cornac, 1.
 1909 BROUILAUD (ED.), rue Ambroise, 1.
 1892 BRUTAILS (A.), I. Q, correspondant de l'Institut, archiviste de la Gironde, rue d'Aviau, 13.
 1908 BRUYÈRE (P.), docteur-médecin, 9, rue Bardineau.
 1897 CADORET (Y.), rue de l'Eglise-Saint-Seurin, 4.
 1913 CAFFERATA (Dr ANTONIO), calle San Luis, 644, Rosario (République Argentine).
 1898 CAPELLE (A.), peintre, rue Cotrel, 13.
 1912 CARAMAN (P.), professeur au Lycée, 55, rue de la Teste.
 1913 CARON (M^{lle}), I. Q, directrice du Lycée de jeunes filles, 15, rue de la Croix-Blanche.
 1907 CHANUT (L.), A. Q, rue Croix-de-Seguey, 119.
 1906 CHAPON (G.), rue de Cheverus, 8.
 1898 CHARBONNEAU (O.), I. Q, pharmacien, rue du Palais-Gallien, 8.
 1914 CHARDIN (M.), juge au Tribunal de Libourne (Gironde).
 1898 CHARLOT (C.), rue Emile-Fourcand, 52.
 1901 CHARROL (MARCEL), I. Q, 2, rue Combes.
 1902 CHÉDOR (H.), rue de Sèze, 7.

- 1909 CLERY (P.), quai Louis-XVIII, 14.
 1909 CONIL (Aug.), rue de la République, à Ste-Foy-la-Grande (Gironde).
 1896 CORBINEAU (E.), A. $\mathfrak{A}$, directeur d'école, rue Saint-Charles, 15.
 1895 COUDOL (J.), architecte, boulevard de Caudéran, 248.
 1907 COURTEAULT (P.), $\mathfrak{A}$, I. $\mathfrak{A}$, professeur à la Faculté des Lettres, rue de Strasbourg, 23.
 1903 CRUSE (HENRY), Pavé-des-Chartrons, 29.
 1915 DAGUERRE (PIERRE), avocat à la Cour d'appel, place des Capucins, 30
 1874 DALEAU (Fr.), I. $\mathfrak{A}$, archéologue, à Bourg-sur-Gironde (Gironde).
 1908 DAMAS (P.), avocat, 2, rue du Palais-de-l'Ombrière.
 1907 DARLEY (Abbé), cours Pasteur, 2.
 1897 DAVANT (Abbé), curé de Saint-Médard-de-Guizières (Gironde).
 1908 DELOUBÈS (A.), chemin de la Raze, 19, à Bègles.
 1897 DESCAMPS (E.), antiquaire, rue Jean-Jacques-Bel, 2.
 1911 DESPUJOLS (M.), propriétaire à La Brède (Gironde).
 1896 DUBOIS (Abbé), curé de Roquefort, par Agen (Lot-et-Garonne).
 1907 DUBOIS (GEORGES), rue de la Merci, 8.
 1898 DUBOIS (PAUL), négociant, quai des Chartrons, 106.
 1897 DUBOIS (E.), château Ausone, à Saint-Emilion (Gironde).
 1909 DUBREUILH (A.), pharmacien, rue Judaïque, 7.
 1913 DUBROCA (M.), propriétaire à Cérons (Gironde).
 1889 DULAU ET C^{ie}, éditeurs, Soho-Square, à Londres (Angleterre).
 1878 DURAND (P.), architecte, rue François-de-Sourdis, 157.
 1897 DURÈGNE (E.), $\mathfrak{A}$, I. $\mathfrak{A}$, ingénieur, boulevard de Caudéran, 309.
 1901 DUSSAUT (FRANÇOIS), villa Jeannette, Arcachon (Gironde).
 1905 DUVAL (GASTON), dessinateur, 27, rue François-de-Sourdis.
 1912 ETCHART (E.), instituteur, 35, rue Feaugas.
 1906 FAGET (LOUIS), $\mathfrak{A}$, chemin de Pessac, 86.
 1908 FARGEAUDOUX (J.), 116, rue d'Ornano.
 1913 FAUCHÉ (Abbé), curé de Toulonne, près Langon (Gironde).
 1910 FERBOS (RENÉ), A. $\mathfrak{A}$, $\mathfrak{A}$, quai des Chartrons, 62.
 1910 FERET (Ch.), libraire-éditeur, 9, rue de Grassi.
 1907 FERMAUD (EDOUARD), rue Rénière, 28.
 1917 FÉRY D'ESCLANDS (Comte), château Champcenetz, à Baurech (Gironde).
 1891 FLOS (LÉOPOLD), rue Maucoudinat, 7.
 1908 FONTAN (Ed.), A. $\mathfrak{A}$, 21, rue d'Arcachon.
 1899 FOURCHE (PAUL), cours de Tourny, 29.
 1916 FOURGEAUX (Abbé R.), curé-doyen de Sainte-Marie de La Bastide.
 1910 FOUSSAT DE BOGERON (H. du), château de Beauséjour, près Libourne (Gironde).
 1877 GADEN (CHARLES), $\mathfrak{A}$, rue de la Course, 109.

- 1913 GALTIER (Dr J.), A. 3, 11, rue de Saint-Genès.
 1913 GAUDIN (Abbé), curé de Saint-Laurent-de-Médoc (Gironde).
 1874 GERVAIS (E.), A. 3, architecte, rue Judaïque, 62.
 1873 GIRAULT (A.), I. 3, artiste-peintre, rue Mazarin, 111.
 1912 GOMBAUD (Dr J.), professeur à l'Ecole de Santé navale, 145, cours Saint-Jean.
 1913 GONFREVILLE (L.), 7, allées de Tourny.
 1913 GOUNOUILHOU (MARCEL), imprimeur, rue de Cheverus, 8.
 1912 GUIGNABER (E.), pharmacien, à Pauillac (Gironde).
 1910 GUILLIER-DAUBAN (C.), O. 3, 3, officier supérieur de la marine en retraite, château du Graveron, à Pineuilh (Gironde).
 1897 GUILLOT (G.), rue du Palais-de-l'Ombrière, 11.
 1909 GUILLOT DE SUDUIRAUT (G.), domaine du Pacha, Beautiran (Gironde).
 1889 HABASQUE (FRANCISQUE), 3, I. 3, président honoraire de chambre à la Cour d'appel de Bordeaux, correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, rue du Jardin-Public, 5.
 1914 HADJIDAKIS (Professeur), académicien au Pirée (Grèce).
 1896 HALPHEN (EDM.), 3, I. 3, 3, conseiller général de la Gironde, rue Galvani, 20, à Paris.
 1911 IMBERT (Dr A.), 3, rue du Palais-Gallien, 75.
 1912 IMBERT-COLONNA (M^{me}), I. 3, professeur au Lycée, 75, rue du Palais-Gallien.
 1884 JULLIAN (C.), O. 3, I. 3, membre de l'Institut, rue du Luxembourg, 30, Paris.
 1912 KLIPSCH (CH.), cours de la Martinique, 13.
 1896 LABRIE (Abbé), A. 3, curé de Frontenac (Gironde).
 1912 LABROUSSE (P.), avocat à la Cour d'appel, 61, rue Donissan.
 1909 LACOMBE (E.), I. 3, architecte, rue Buhan, 4.
 1902 LACOTE (OSCAR), rue Raze, 10.
 1900 LAFUGE (ARMAND), rue Notre-Dame, 134.
 1911 LAGARDÈRE (F.), rue Saint-Remi, 70.
 1898 LALANNE (GASTON), A. 3, docteur en médecine, castel d'Andorte, au Bouscat (Gironde).
 1893 LAMARTINIE (Abbé), curé de Saint-Estèphe (Gironde).
 1887 LAWTON (EDOUARD), quai des Chartrons, 94.
 1887 LÉGLISE (Abbé), curé de N.-D. de Lourdes du Cypressat, à Cenon-La-Bastide (Gironde).
 1889 LELIÈVRE (Abbé), I. 3, chanoine, archiviste diocésain, 30, rue Thiac.
 1909 LÉON (ALBERT), ingénieur, quai des Chartrons, 26.
 1912 LÉONARD-CHALAGNAC, professeur au Lycée, 210, rue François-de-Sourdis.
 1892 LEWDEN, 3, lieutenant-colonel au 8^e cuirassiers, Tours (Indre-et-Loire).

- 1913 LITCHWITZ (H.), négociant, 15, avenue Carnot.
 1899 LOSTE (W.), notaire, Pavé-des-Chartrons, 27.
 1889 MALLET (ALBERT), chemin des Cossus, au Bouscat (Gironde).
 1906 MANHES (GEORGES), cours du Jardin-Public, 55.
 1910 MARBOUTIN (Abbé), curé de Saint-Pierre-de-Gaubert, par Agen (Lot-et-Garonne).
 1900 MAREUSE (Ed.), I. 3, secrétaire du Comité des Inscriptions parisiennes, boulevard Haussman, 81, à Paris.
 1907 MARRONNEAUD, cours de l'Intendance, 51.
 1903 MATABON (P.), rue de la Trésorerie, 137.
 1907 MAXWELL (SAM), avocat à la Cour d'appel, rue Lafaurie-de-Monbadon, 3.
 1909 MAYDIEU (L.), rue Thiac, 48.
 1908 MENGEOT (A.), I. 3, 3 3, cours Victor-Hugo, 85.
 1875 MENSIGNAC (CAMILLE DE), A. 3, conservateur des Musées préhistorique, des armes et des antiques, rue Eugène-Ténot, 80.
 1893 MILLER (OMER), artiste peintre, rue des Remparts, 54.
 1910 MONTRÉ (E.), rue Montesquieu, 4.
 1893 MORICE (GASTON), rue des Remparts, 52.
 1903 MOUNASTRE-PICAMILH (M.), libraire, rue Porte-Dijaux, 45.
 1882 MUSÉE DES ARMES, rue Mably, 1.
 — MUSÉE PRÉHISTORIQUE, au Jardin Public.
 1893 NICOLAÏ (A.), 3, 3, I. 3, avocat, place Saint-Christoly, 1.
 1900 PELAIN (PIERRE), rue Calvé, 19.
 1899 PETIT DE MEURVILLE (Ch.), allées Damour, 31.
 1915 PEYNEAU (Dr), maire de Mios (Gironde).
 1909 PIERREDON (Mlle DE), A. 3, château de Puisseguin, à Puisseguin (Gironde).
 1906 QUEYRON (Ph.), A. 3, à la Réole (Gironde).
 1899 RAMBIÉ (PIERRE), A. 3, à la Bourse.
 — RAVEAU (A.), A. 3, insp. princ. du Poids publ., r. Montgolfier, 26.
 1911 REBSOMEN (A.), rue Porte-Dijaux, 12.
 1910 RICAUD (Th.), cours d'Alsace-Lorraine, 65.
 1913 RIGAUT (Mlle), professeur au Lycée de jeunes filles, 15, rue de la Croix-Blanche.
 1904 ROUSSELOT (ERNEST), sous-archiviste de la Ville, 317, chemin de Pessac.
 1909 ROZIER (X.), négociant, rue Gouvion, 7.
 1911 SARRAT (R.), pharmacien, chemin d'Arès, 36.
 1880 SAUNIER (F.), I. 3, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, chemin Taudin, 4, à Caudéran (Gironde).
 1874 SCHRODER (M.), 3, cours du XXX-Juillet, 20.
 1905 SECRESTAT (Mme), chemin Stehelin, à Caudéran (Gironde).
 1907 SOULA (E.), rue de la Course, 105.

- 1893 THIBAUDEAU (ARMAND), avoué, cours de Tournay, 17.
 1900 THOMAS (FERNAND), A. $\S$, rue Minvielle, 63.
 1917 TRIAL (PIERRE), rue Duplessy, 14.
 1907 TROCHON (LOUIS), à Branne (Gironde).
 1887 VALLET (Abbé), à Saint-Estèphe (Gironde).
 1911 VIDEAU (M.), architecte, rue de la Benauge, 96.
 1907 VIGUIÉ (RENÉ), quai de Queyries, 83.
 1913 VOLPILLAC (Dr M.), 130, cours Victor-Hugo.
 1910 WELSH (O'DONNEL), rue du Bocage, 30.
 1881 WETTERWALD (C.), cours Saint-Louis, 110.

Services faits aux dépôts publics.

ARCHIVES DEPARTEMENTALES, rue d'Aviau, 13.
 ARCHIVES MUNICIPALES, à l'Hôtel de Ville.
 BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE, rue Mably, 1.

Membres honoraires français.

- BABELON (ERNEST-CHARLES-FRANÇOIS), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, rue de Verneuil, 30, à Paris.
 BONAPARTE (Prince ROLAND), avenue d'Iéna, 10, à Paris.
 BREUIL (Abbé H.), Institut de Paléontologie, Paris.
 CAILHAT (Chanoine), aumônier du Lycée, à Montauban.
 CAPITAN (Dr), *, I. $\S$, vice-président de la Comm. des mon. mégalithiques, rue des Ursulines, 8, à Paris.
 CARSALADE DU PONT (Mgr DE), I. $\S$, évêque de Perpignan.
 CARTAILHAC (EMILE), *, $\times$, I. $\S$, correspondant de l'Institut, rue de la Chaîne, à Toulouse (Haute-Garonne).
 CHARMES (XAVIER), C. *, I. $\S$, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, rue Bonaparte, 17, à Paris.
 COUTIL (LÉON), ancien président de la Société préhistorique, aux Andelys (Eure).
 DUMAS DE RAULY, A. $\S$, à Montauban.
 FONTENILLES (PAUL DE), $\times$, A. $\S$, inspecteur général de la Société française d'Archéologie, à Montauban.
 GONSE (LOUIS), directeur de la *Gazette des Beaux-Arts*, rue Favart, 8, à Paris.
 HÉRON DE VILLEFOSSE, O. *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, rue Washington, 15, à Paris.
 JOUAN (HENRI), O. *, A. $\S$, capitaine de vaisseau en retraite, à Cherbourg.
 LASTEYRIE (COMTE ROBERT DE), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, rue du Pré-aux-Clercs, 10 bis, à Paris.
 LUNET DE LA JONQUIÈRE, (commandant), professeur à l'Ecole française d'Extrême-Orient.

NORMAND (Ch.), directeur de l'*Ami des monuments*, rue des Martyrs, 51, à Paris.

PERROT (Georges), G. O. ✱, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, à Paris, rue Cassini, 1.

POTTIER (chanoine), I. U, fondateur et président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne.

TRABUT-CUSSAC, rue Fondaudège, 108, à Bordeaux.

VACHON (Marius), membre du Conseil supérieur de l'Enseignement technique, à Vauvillers (Haute-Saône).

Membres honoraires étrangers.

CERRALBO (M^{re} DR), membre de la Real Academia de Madrid.

GROSS (Dr), membre de plusieurs Sociétés savantes, à Neuveville (Suisse).

HILDEBRAND, premier conservateur du Musée royal d'Archéologie, à Stockholm.

LYUBIE (Professeur), président de la Société d'Archéologie de Croatie, directeur du Musée, à Agram (Zagreb).

MONTELIUS (Oscar), deuxième conservateur du Musée royal d'Archéologie, à Stockholm.

PIGORINI, Directeur del Muséi preistorico, etnografico Kircheriano.

SCHMIDT (Waldemar), professeur à l'Université de Copenhague, directeur du Musée royal.

TERRIEN DE LA COUPERIE, professeur de philologie indo-chinoise, University College, à Londres.

Sociétés correspondantes en France.

<i>Agen</i>	Société des Sciences et Arts.
<i>Alais</i>	— Scientifique et Littéraire.
<i>Amiens</i>	— des Antiquaires de Picardie.
<i>Angoulême</i>	— Archéol. et Historique de la Charente.
<i>Autun</i>	— Eduenne des Lettres, Sciences et Arts.
<i>Avesnes</i>	— Archéologique.
<i>Avignon</i>	Académie de Vaucluse.
<i>Bayonne</i>	Société des Sciences, Lettres et Arts.
<i>Beauvais</i>	Académique d'Archéologie, Sciences et Arts de l'Oise.
<i>Beauvais</i>	Société des Etudes Histor. et Scient. de l'Oise.
<i>Belfort</i>	— d'Emulation.
<i>Besançon</i>	— d'Emulation du Doubs.
<i>Béziers</i>	— Archéologique, Scientifique et Littéraire.
<i>Bône (Algérie)</i>	Académie d'Hippone.
<i>Bourges</i>	Société des Antiquaires du Centre.
<i>Brive</i>	— Scientifique, Historique et Archéol. de la Corrèze.

<i>Caen</i>	— Française d'Archéologie.
<i>Cahors</i>	— des Etudes Littéraires, Scientifiques et Artistiques du Lot.
<i>Carcassonne</i>	— des Arts et Sciences.
<i>Châlons-sur-Marne</i>	— d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts de la Marne.
<i>Chalon-sur-Saône</i>	— d'Histoire et d'Archéologie.
<i>Chambéry</i>	— Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie.
<i>Chartres</i>	— Archéologique d'Eure-et-Loir.
<i>Châteaudun</i>	— Dunoise d'Archéol., Hist., Sciences et Arts.
<i>Château-Thierry</i>	— Historique et Archéologique.
<i>Constantine (Algérie)</i> ..	— Archéologique.
<i>Dax</i>	— de Borda.
<i>Digne</i>	— Scientifique et Littér. des Basses-Alpes.
<i>Dijon</i>	Commission des Antiquités de la Côte-d'Or.
<i>Draguignan</i>	Société d'études Scientifiques et Archéologiques.
<i>Guéret</i>	— des Sciences naturelles et Archéologiques de la Creuse.
<i>Langres</i>	— Historique et Archéologique.
<i>La Rochelle</i>	Académie des Belles-Lettres, Sciences et Arts.
<i>Le Havre</i>	Société Havraise d'Etudes diverses.
<i>Le Mans</i>	— Historique et Archéologique du Maine.
<i>Le Puy</i>	— d'Agric., Sciences, Arts et Commerce.
<i>Lille</i>	Commission Historique du département du Nord.
<i>Limoges</i>	Société Archéologique et Historique du Limousin.
<i>Lyon</i> ...	— Littéraire, Historique et Archéologique.
<i>Marseille</i>	— Archéologique de Provence.
<i>Meaux</i>	— Littéraire et Historique de la Brie.
<i>Melun</i>	— d'Archéologie, Sciences et Arts de Seine-et-Marne.
<i>Montauban</i>	— Archéologique de Tarn-et-Garonne.
<i>Montpellier</i>	— Archéologique.
<i>Nancy</i>	— d'Archéologie Lorraine.
<i>Nantes</i>	— Archéologique.
<i>Narbonne</i>	Commission Archéologique.
<i>Nice</i>	Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes.
<i>Orléans</i>	— Archéologique et Historique.
<i>Paris</i>	Bibliographie des travaux des Sociétés savantes.
»	Bulletin Archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques.
»	Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques.

<i>Paris</i>	Société d'Anthropologie.
»	Musée Guimet, Annales.
»	— — Revue de l'histoire des religions.
»	Association pour l'encouragement des Etudes grecques.
»	Société de l'Histoire de Paris et de l'Île de France.
»	Bibliothèque de l'École des Chartes.
»	Journal des Savants.
»	Société des Études historiques.
»	Répertoire d'art et d'archéologie.
»	Société Nationale des Antiquaires de France.
»	Société Française des Fouilles archéologiques.
»	Rapports de la Caisse des recherches scientifiques.
<i>Pau</i>	Société des Sciences, Lettres et Arts.
<i>Périgueux</i>	Société Historique et Archéologique.
<i>Poitiers</i>	— des Antiquaires de l'Ouest.
<i>Quimper</i>	— Archéologique du Finistère.
<i>Rambouillet</i>	— Archéologique.
<i>Rennes</i>	— Archéologique d'Ille-et-Vilaine.
<i>Rodez</i>	— des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron.
<i>Rouen</i>	Commission des Antiquaires de la Seine-Inférieure
»	Société libre d'Emulation du Commerce et de l'Industrie.
<i>Saint-Brieuc</i>	— d'Emulation des Côtes-du-Nord.
»	— Archéologique, Historique des Côtes-du-Nord.
<i>Saint-Dié</i>	— Philomathique Vosgienne.
<i>Saint-Germain</i>	Musée National.
<i>Saint-Malo</i>	Société historique et archéologique.
<i>Saint-Omer</i>	Société des Antiquaires de la Morinie.
<i>Saintes</i>	Société des Archives Historiques.
<i>Sens</i>	— Archéologique.
<i>Soissons</i>	— Archéologique, Historique et Scientifique.
<i>Toulouse</i>	— Archéologique du Midi.
»	Annales du Midi.
<i>Tours</i>	Société Archéologique de Touraine.
<i>Troyes</i>	Académie d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Aube.
<i>Vannes</i>	Polymathique du Morbihan.

Sociétés correspondantes étrangères.

<i>Agram</i> (Croatie).....	Société Archéologique Croate.
<i>Anvers</i>	Académie royale d'Archéologie de Belgique

<i>Bruxelles</i>	Commissions royales d'Art et d'Archéologie.
»	Analecta Bollandiana.
»	Société d'Archéologie de Bruxelles.
<i>Copenhague</i>	Société royale des Antiquaires du Nord.
<i>Helsingfors</i>	Finlandaise d'Archéologie.
<i>Kolozsvár</i> (Hongrie) ..	Musée National de Transylvanie.
<i>Liège</i>	Institut Archéologique Liégeois.
<i>Lisbonne</i>	Société des Architectes et Archéologues portugais.
»	Museu Etnologico portugais.
<i>Londres</i>	Royal Archeological Institute.
<i>Luxembourg</i>	Section historique du Luxembourg.
<i>Madrid</i>	Académie royale d'Histoire.
<i>Mexico</i>	Anales del Museo nacional de Arqueologia.
<i>Montevideo</i>	Anales del Museo Nacional.
<i>Moscou</i> (Russie)	Société impériale archéologique.
<i>Namur</i>	Archéologique.
<i>New-York</i>	Anthropological society.
<i>Pampelune</i>	Comision de Monumentos de Navarra.
<i>Parme</i>	Bullettino di paletnologia italiana.
<i>Rio-Janeiro</i> (Brésil) ..	Archives du Musée national.
<i>Rome</i>	Muséi préhistorico, etnografico Kircheriano.
<i>San-José</i> (Costa-Rica).	Anales del Museo nacional.
<i>Sousse</i>	Société Archéologique.
<i>Stockholm</i>	Académie royale des Belles-Lettres, Histoire et Antiquités de la Suède.
<i>Taunton</i> (Angleterre) ..	Archeological and natural history society.
<i>Washington</i> (E.-U.) ..	Institut Smithsonian.
»	Bureau of Ethnology.

N.-B. — MM. les Sociétaires sont invités à signaler au Secrétaire général les omissions ou erreurs des listes ci-dessus.

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

(Analyse)

Séance du 15 janvier 1915.

Présidence de M. BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. Bardié, Amtmann, Bontemps, Charrol, Rambié, Thomas et Ferbos.

Excusés : MM. Fourché, Dubrenilh, de Mensignac, M^{lle} de Pierredon.

La séance est ouverte à 9 heures.

Le procès-verbal précédent du 15 novembre 1914 est lu et adopté.

M. le Secrétaire général communique les lettres de quelques-uns de nos collègues mobilisés : MM. Ricaud, capitaine Foureur, Béraud, Conil, Viguié.

Dons au Musée communiqués par M. Bardié :

De M. Daleau, un calendrier du XVIII^e siècle.

De M. Klipsch, deux photographies de l'ancienne église Saint-Louis (intérieur et orgue).

De M. Ferbos, un tableau peint à l'huile, *environs de Bordeaux*.

État financier : M. Bontemps présente un état de la situation financière duquel il ressort que la plus grande partie de nos cotisations pour 1914 ont été encaissées, un certain nombre de cotisations restent en souffrance, par suite de la mobilisation de leurs titulaires.

Après un échange de vues entre divers membres, il est

décidé de surseoir à la sanction statutaire en faveur de ces derniers ; le Comité d'ailleurs suivra l'affaire avec intérêt.

Hache de Vertheuil : M. Coudol présente une hache polie en grès grisâtre trouvée à Vertheuil (Médoc). Cette hache, de forte dimension, est surtout remarquable par son épaisseur ; sa longueur atteint 245 millimètres, la largeur est de 83 millimètres, l'épaisseur de 55 millimètres.

Cette découverte a été faite dans un champ au cours de travaux agricoles.

M. Coudol est remercié de sa communication.

Épée en bronze : M. Bardié présente une superbe épée gauloise en bronze trouvée dans la Dordogne.

Cette pièce, très rare dans nos régions, est classée dans le type larnaudien de Déchelette.

Elle appartient à M. Neuville, collectionneur bordelais, et a été retirée de la rivière, près de Libourne.

L'Assemblée s'intéresse particulièrement à cette arme qui ferait l'ornement de nos Musées publics.

Mosaïque de Hure : M. Charrol soumet un dessin de la jolie mosaïque trouvée à Hure (Gironde), dû à un jeune artiste, M. David Chabachevitch ; ce dessin a ceci de curieux qu'il est formé par les contours de chaque petite pierre de la mosaïque elle-même, ce qui lui communique un réalisme extrême. Plusieurs membres demandent s'il ne serait pas possible de reproduire ce dessin en même temps que le rapport de la Commission qui est allée voir les mosaïques d'Hure. M. Charrol ne le pense pas, à cause du procédé qu'a choisi l'artiste, mais il va s'employer auprès de ce dernier pour obtenir de lui un autre dessin qui, tout en ayant une aussi grande exactitude, permettra une reproduction plus nette des tonalités et des valeurs.

L'Assemblée remercie MM. Bardié et Charrol de leurs présentations qui seront mentionnées dans le *Bulletin*.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 heures.

Le Secrétaire par intérim,
R. FERBOS.

Le Président,
A. BARDIE.

Séance du 12 mars 1915.

Présidence de M. A. BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. Bardié, abbé Breuil, de l'Institut de Paléontologie humaine de Paris ; D^r Lalanne, Amtmann, Daleau, Coudol, Thomas, abbé Darley, Dubreuilh, Charbonneau, Fermaud, Brouillaud, Flos, Léon et Charrol.

Excusés : MM. de Mensignac, Fourché, Ferbos.

La séance est ouverte à 8 h. 45 par la lecture du procès-verbal.

Le secrétaire général communique la correspondance qui comprend : une circulaire de la Librairie Gamber et plusieurs lettres de nos collègues mobilisés. Il lit ensuite l'arrêté de M. le Ministre de l'Instruction publique rapportant l'arrêté relatif au Congrès des Sociétés savantes pour 1915.

Dons au Musée : M. Bardié soumet les objets offerts depuis la dernière séance au Musée du vieux Bordeaux.

M. Klipsch envoie trois gravures représentant Mgr Dupuch et un autre prélat bordelais.

M. Daleau offre un très curieux prospectus du XVIII^e siècle émanant d'un marchand du nom de Merman et fort amusant par l'énumération des articles vendus chez ce commerçant.

M. Maître, 2 dessins gravés de la Colonne Trajane et Colonne Antonine.

Conférence de M. l'abbé Breuil.

M. l'abbé Breuil, professeur à l'Institut de paléontologie humaine, a ensuite la parole sur le sujet qu'il a bien voulu accepter de faire connaître à la Société : *Les grottes et rochers à peintures en Espagne*.

M. Breuil rappelle d'abord les différentes traditions sur ce sujet qui percent à travers la littérature espagnole, il fait connaître les rares observateurs qui ont autrefois signalé, sans y attacher autrement d'importance d'ailleurs, l'existence de peintures rupestres.

Ce n'est que tout récemment que MM. Cabré, Siret,

Gomez Moreno, Pascual Serrano et le marquis de Cerralbo, pour ne citer que les principaux, ont étudié sérieusement l'ensemble de ces peintures.

Leur classement peut être établi en plusieurs époques bien déterminées :

Celles de l'époque magdalénienne sont situées vers la région Orientale de l'Espagne.

Celles plus récentes, assimilables à l'époque azilienne, se rencontrent surtout vers le centre et même en Lusitanie.

Au point de vue artistique, c'est plutôt vers le Sud qu'on les signale, tandis que celles qui présentent des dessins naturalistes sont dans la région d'Albacète et Albarracin, dans la vallée des Batuecas et Velez-Blanco. Enfin autour de Gibraltar se localisent les représentations figurées d'oiseaux.

Et M. l'abbé Breuil soumet alors les dessins originaux de toutes les peintures qu'il a relevées. Tour à tour défilent devant nos yeux de nombreux signes tectiformes dont il nous explique la graphie, puis ce sont des scènes de chasse et d'emprise, des représentations humaines dont la stylisation arrive à son rudiment extrême. Il faut toute la science et l'érudition de cet excellent guide pour s'y reconnaître au milieu de ces figures reproduites avec le plus grand soin.

Et dans quelles conditions ces explorations, le mot n'est pas trop gros, peuvent-elles se faire ? L'une d'entre elles va nous renseigner ; la vallée des Batuecas est située à huit jours de marche d'un centre habité, il faut emporter avec soi les provisions utiles, jusqu'à l'eau nécessaire, car la vallée est entièrement sèche ; on doit donc pratiquer le camping, dont les magnifiques paysages qui s'offrent à nos yeux vous dédommagent largement. On sent en M. l'abbé Breuil un amateur de la belle nature, car la façon magistrale dont il a su rendre quelques-uns de ces panoramas n'est pas comprise par tous les favoris du cliché. Aussi est-ce pour nous un véritable enchantement que de voir passer sous nos yeux ces photographies superbes qui ne le cèdent en rien aux autres reproductions graphiques.

A l'issue de cette belle causerie, M. Bardié s'est fait l'inter-

prête de l'Assemblée en adressant à M. l'abbé Breuil ses félicitations et ses remerciements pour avoir bien voulu en réserver une présentation à notre Société.

Aucune communication n'étant plus faite, la séance est levée à 10 h. 1/4.

Le Secrétaire général,
M. CHARROL.

Le Président,
A. BARDIÉ.

Séance du vendredi 14 mai 1915.

Présidence de M. Armand BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. Amtmann, Bontemps, Boubée, D^r Boudreau, Charrol, Daleau, abbé Darley, Dubreuilh, Fermaud, Flos, Fourché, Girault, Klipsch, Léon, Montré, Thomas, Vignes.

La séance est ouverte à 8 h. 45.

Après lecture, le procès-verbal de la dernière séance (mars 1915) est adopté, puis on aborde l'ordre du jour ainsi qu'il suit :

Correspondance et avis : M. le Secrétaire général rend compte des lettres, avis, communications diverses reçus par la Société et de la manière dont il y a été répondu.

Nouvelles de nos collègues mobilisés : Nous avons eu de bonnes nouvelles d'un certain nombre de nos collègues mobilisés, mais nous devons déplorer la mort de M. le capitaine Foureux, tué à l'ennemi sur l'Yser.

Nouveau membre : M. Pierre Daguerre, place des Capucins, est présenté par MM. l'abbé Léglise et Charrol. Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et M. Daguerre est déclaré admis.

M. le Président propose à l'Assemblée de nommer membre honoraire M. l'abbé Breuil, dont la causerie, qui était en fait une conférence, nous a si vivement intéressés. Beaucoup de membres, malheureusement, n'ont pu assister à la réunion. Ils pourront se reporter aux fascicules que nous avons reçus depuis. Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'una-

nimité. En conséquence, M. l'abbé Breuil est nommé membre honoraire.

Dons au Musée : M. A. Bardié présente les objets suivants offerts au Musée du Vieux Bordeaux par M. Florant, entrepreneur de menuiserie à Bordeaux :

1° Un plan encadré de la ville de Bordeaux avec le canal de ceinture projeté par M. Dupré de Saint-Maur, intendant de Guienne en 1782;

2° Une lithographie encadrée représentant une vue de Bordeaux prise du cimetière Sainte-Eulalie;

3° Une petite lithographie encadrée, trône épiscopal dans l'église Saint-Seurin;

4° Un calendrier raisonné du Palais, dit *Étrennes bordelaises*, année 1790, jolie reliure de l'époque et remarquable par la netteté des caractères d'imprimerie et sa conservation;

5° Trois fascicules du Bulletin Polymathique du Muséum où se trouvent deux plans du Château-Trompette et l'inscription du pont de Bordeaux, dont la traduction est donnée sur une feuille volante.

Commission du Musée : M. Bardié retrace la physionomie de la dernière réunion de la Commission du Musée qui s'est réunie le 11 mai courant.

Elle avait à examiner la situation du Musée fermé depuis le début des hostilités, et à s'occuper de sa réorganisation.

La Commission a examiné l'installation des derniers dons et achats, elle a étudié le projet d'une grande vitrine dans la salle de la Herse, qui remplacerait les deux petites vitrines prêtées au début par notre collègue M. Nicolaï.

La Commission a discuté les mesures qu'il conviendrait de prendre pour la prospérité du Musée, notamment la publication du fascicule relatif au Musée, déjà votée par la Société depuis plusieurs années.

Le travail serait confié à notre secrétaire général qui était, à la fondation, secrétaire de la Commission du Musée. Notre collègue ferait l'historique des démarches qui ont abouti à la fondation de cette œuvre bordelaise si intéressante et il en

suivrait les diverses phases : inauguration, installation de nouvelles salles, réceptions diverses, etc. Les discours et notes spéciales seraient insérés. Plusieurs de nos collègues apporteraient leur collaboration par des articles sur les objets les plus remarquables du Musée. Un certain nombre de figures devraient accompagner le fascicule.

La Commission demande à la Société que ledit fascicule du Musée soit publié incessamment.

Le mot gothique en architecture : M. Fourché donne ensuite lecture d'une note protestant contre l'abus du mot Gothique employé à propos des constructions ogivales nées en France au XII^e siècle et dont l'emploi s'est répandu et généralisé durant les XII^e, XIII^e, XIV^e et XV^e siècles. Or, à cette époque, les Goths proprement dits n'existaient plus depuis de longs siècles. D'autre part, ces peuples ayant été par excellence des démolisseurs et non des bâtisseurs, il semble invraisemblable qu'on continue à accoler leur nom aux monuments admirables qu'ils auraient eu plaisir à détruire s'ils avaient existé à leur époque.

Il faut remarquer en outre qu'il y a cent ans à peine que le mot Gothique a pris le sens que nous estimons abusif, c'est l'époque romantique qui a contribué à sa diffusion.

Quel mot faut-il employer pour désigner le style auquel nous devons tant de merveilles ? On a préconisé le mot ogival, parce que l'ogive en est un des éléments prédominants. M. Fourché propose, en concluant, de demander à la Société Française d'Archéologie, la mieux qualifiée pour cela, de trouver le mot exact à substituer au vocable « gothique » erroné, et faire à cet effet la campagne de presse et la publicité nécessaires.

Ce vœu, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

M. l'abbé Darley présente quelques réflexions à ce sujet et appuie M. Fourché.

M. le D^r Boudreau, dont on n'a pas oublié la communication sur l'origine du style dit gothique, dit que depuis longtemps déjà l'attribution aux Goths d'un art bien national avait soulevé des protestations.

M. Girault parle des diverses transformations que nos monuments religieux ont eu à subir au cours des siècles et où jamais les Goths n'eurent de part. Il conviendrait de consigner aux Archives de la Société les réparations importantes faites à la cathédrale Saint-André, elles valent la peine d'en conserver le souvenir.

M. Bontemps présente accessoirement quelques réflexions sur les arcs doubleaux, les ogives et leur origine, mais le sujet est trop important et trop intéressant pour être discuté au pied levé; l'Assemblée estime qu'il y a lieu de l'étudier plus à fond et d'en faire l'objet d'une communication détaillée à une séance ultérieure, au besoin même avec des croquis au tableau.

Saint Seurin et saint Fort, par M. l'abbé Darley. Certains savants ayant émis des doutes sur l'existence même de saint Fort, si vénéré à Bordeaux, M. l'abbé Darley condense en un lumineux rapport les faits déjà connus en y joignant des faits inédits. De l'avis unanime, ce rapport est transmis à la commission des publications.

La Société reconnue comme établissement d'utilité publique.

M. le Secrétaire général donne alors lecture du décret de M. le Président de la République du 11 mars 1915 déclarant d'utilité publique la Société Archéologique de Bordeaux.

Des applaudissements chaleureux saluent cette nouvelle.

Le Secrétaire général tient à associer le nom de M. Sansas, notre président fondateur, qui serait bien heureux aujourd'hui de voir l'honneur conféré à sa fondation.

M. Bardié félicite la Société de la haute distinction qu'elle vient d'obtenir et remercie M. Charrol du labeur qu'il s'est imposé jusqu'à ce jour pour arriver à ce résultat.

L'Assemblée, sur la proposition de M. le Secrétaire général, décide d'envoyer un vote de remerciements à M. le Ministre de l'Intérieur, à M. Hébrard de Villeneuve, conseiller d'État, dont l'appui a été précieux pour la Société.

M. Fourché, à la suite de la Déclaration d'utilité publique, annonce que puisque la Société a maintenant personnalité

civile et qu'elle peut recevoir des dons et des legs, il transforme en dons au Musée de Cailhau tous les dépôts qu'il avait pu y faire, et espère que dorénavant beaucoup de nos concitoyens feront de leur mieux pour enrichir notre Musée dont l'existence et la prospérité actuelle ont fait beaucoup pour hâter notre consécration officielle.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 10 h. 30.

Le Secrétaire,

Ch. KLIPSCH.

Le Président,

A. BARDIÉ.

Séance du 11 juin 1915.

Présidence de M. A. BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. Bardié, Bontemps, D^r Boudreau, Boubée, Bouchon, Charrol, Flos, Coudol, Daleau, abbé Darley, Dubreuilh, Ferbos, Fermaud, Girault, Klipsch.

Après lecture, le présent procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Correspondance : M. le Secrétaire général nous donne des nouvelles des membres de la Société mobilisés au front ou dans d'autres services. MM. Duval et Béraud ont envoyé des cartes dont lecture est donnée.

Nous avons, d'autre part, reçu la nouvelle de la mort de notre collègue, M. Lajus. La Société s'associe à ce deuil et le secrétariat fera le nécessaire au nom de la Société.

L'Assemblée est heureuse de pouvoir saluer la présence parmi nous de M. Ferbos qui se rétablit peu à peu de sa maladie contractée au front.

Le ministère des Beaux-Arts nous a transmis un volume sur « les Allemands destructeurs de cathédrales et de trésors du passé ».

Le ministère de l'Instruction publique nous a adressé une circulaire à l'effet d'encourager par tous les moyens l'enregistrement actuel et immédiat de toutes les traditions orales de

la guerre qui, par des aperçus sur les à-côtés de cette grande lutte, seront une source d'information précieuse pour plus tard. La circulaire insiste sur l'urgence de cet enregistrement alors que la tradition ne s'est pas encore par trop déformée, ce qui arriverait fatalement par la suite.

Musée. — Dons divers : M. Descamps offre une superbe gravure ancienne encadrée, portrait de Gachet Delisle, négociant.

M. Garel a donné une valise ancienne pour les voyages à cheval.

Ces messieurs sont remerciés.

Réfection des voûtes de Saint-André : M. Bontemps donne quelques détails, qui infirment la théorie de M. Brutails. Sa note sera insérée au *Bulletin*. Un rapport sur les réparations à la cathédrale sera demandé à M. Lacombe, architecte chargé des travaux.

Saint Fort et Saint Seurin : M. l'abbé Darley continue l'exposé de ses études sur les premiers apôtres de Bordeaux.

Il s'appuie, dans son argumentation sur saint Grégoire de Tours, sur une œuvre appelée *Tote l'Histoire*, sur des rescrits de l'Empire et enfin sur *La mission du Juif Nathan à Bordeaux ou Vindicté du Sauveur au I^{er} siècle*. Ce texte n'était pas connu.

Ces notes, en attendant leur mise au point, sont, provisoirement et vu leur intérêt, jointes aux notes précédentes sur le même sujet.

Motion à la Société Française d'Archéologie à Paris : M. le Président propose d'envoyer à la Société Française d'Archéologie une motion sur l'opportunité de changer le vocable de « style gothique ».

Le texte proposé, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

M. le D^r Boudreau, revenant sur sa communication du 14 mai 1914 sur l'art gothique, parle de l'arc augif ou ogive, il conclut que le mot d'ogival est bien celui qui doit remplacer le mot gothique improprement employé, car l'ogive est son trait caractéristique.

M. Charrol lit dans le *Dictionnaire d'architecture de Davillet* (1691) ce qui est relatif aux ogives.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h. 30

Le Secrétaire,
Ch. KLIPSCH.

Le Président,
A. BARDIÉ.

Séance du 12 novembre 1915.

Présidence de M. A. BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. Bardié, Bontemps, Brouillaud, Boubée, Charrol, Daleau, Dubreuilh, Flos, Fermaud, D^r Volpillac.

Excusés : MM. C. de Mensignac, Coudol, Klipsch.

La séance est ouverte à 9 heures.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Président annonce le décès récent de notre ancien trésorier, M. G. Dagrant, et adresse à sa famille les regrets et condoléances de la Société que le secrétaire général transmettra.

Il fait, en outre, part à l'assistance des deuils qui ont atteint MM. Guillier-Dauban, D^r Boudreau et rappelle le décès de M. Marchand, membre de notre Société.

Les sentiments de condoléances de la Société sont adressés à nos collègues.

Nominations : M. le Secrétaire général communique à l'Assemblée la nomination de M. le D^r Peyneau (de Mios) comme membre titulaire, et de M. Léon Coutil comme membre correspondant.

Dons au Musée : M. Bardié présente une note comprenant un don fort important fait au Musée de la Société par M^{lle} Lajus, en mémoire de notre confrère Georges Lajus, récemment décédé.

Ces objets comprennent notamment : des poteries nombreuses de divers types, une bouteille en verre ouvragé, deux chapiteaux sculptés, une pomme d'escalier en airain, heurtoir, entrées de portes et de serrures, etc., dont quelques-unes sont

d'un travail curieux et délicat. C'est une série de réelle valeur qui vient ainsi enrichir notre Musée.

D'autre part, M^{me} Moulinié a offert également un œnochoé et deux patères, avec un instrument de musique en terre cuite.

M. Henry a donné un carreau céramique gravé d'une inscription de l'époque de la Révolution.

Tous ces donateurs sont chaleureusement remerciés.

M. Bardié demande à ses collègues de vouloir bien s'intéresser aux différents monuments ou objets anciens qu'ils seraient appelés à connaître ; il insiste sur leur collaboration plus étroite et les invite à soumettre au Conseil les projets ou propositions de nature à accroître encore l'influence et le programme de la Société.

Ferronneries artistiques : M. P. Flos soumet quelques dessins relevés par lui et représentant certains ouvrages de ferronnerie artistique ornant encore les façades des maisons bâties sous Louis XV et Louis XVI. Il montre combien les ouvriers de ces époques étaient vraiment maîtres de leur art. Sous leurs doigts, le fer se tordait en rinceaux, en spirales, en festons, feuillages, et produisait des effets artistiques que la matière aussi rude n'aurait jamais fait espérer. Sentiment de la proportion, diversité de la forme, richesse de composition, délicatesse du détail, tout concourt pour présenter quelques-unes de ces productions comme de véritables chefs-d'œuvre artistiques, que l'invasion récente de nos amateurs parisiens a grandement admirés.

Notre collègue a apporté dans son travail une exactitude et une précision dont il est fort loué.

M. Bardié résume l'impression de tous en demandant à M. Flos de vouloir bien continuer son travail qui pourrait former un album que l'on s'occupera de publier ultérieurement.

Haches néolithiques du Médoc : M. Charrol présente une série de huit haches polies et un grattoir taillé, découverts, depuis quelques années, dans les communes voisines de Moulis, Listrac, Avensan, Castelnau et Arcins.

Ces haches, recueillies par M. Tougne, ancien surveillant

vicinal, avaient été exposées par lui au Musée du Cailhau ; elles viennent, après une transaction profitable, d'entrer en la possession de notre collègue qui les soumet à l'examen des spécialistes avant de leur faire réintégrer leur place, qu'elles ne quitteront plus maintenant.

Monnaies romaines : M. Ladonne, propriétaire à Bassens, envoie une liste de monnaies romaines découvertes pendant les travaux de construction des appontements faits sur le bord du fleuve.

M. Bardié signale que, outre ces monnaies, plusieurs objets indéterminés ont été trouvés ; malheureusement, la plupart ont été dispersés sans profit pour l'histoire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire,

E. FERMAUD.

Le Président,

A. BARDIÉ.

Séance du 14 janvier 1916.

Présidence de M. A. BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. Bardié, Amtmann, Bontemps, Bouchon, Charrol, Daleau, Descamps, Dubreuilh, Flos, Dr et M^{me} Imbert, Thomas et Vignes.

La séance est ouverte à 9 heures.

Le procès-verbal précédent est lu et adopté.

M. le Secrétaire général communique deux lettres reçues à l'occasion du nouvel an et les vœux de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne.

Dons au Musée : M. Charrol communique une plaque cuivre gravée, représentant, croit-on, Jodelle, donnée par M^{me} Dezeimeris au Musée du Cailhau, et M. Bardié deux pièces imprimées, relatives à l'époque révolutionnaire, offertes par M. le Dr Lalanne.

Ces donateurs sont remerciés.

Boiseries artistiques : M. Bardié lit une note sur les boiseries

d'un vieil hôtel situé rue du Serpolet, devenu depuis quelque temps propriété de la Ville. Cet hôtel, qui a dû appartenir à un bourgeois cultivé, possède, dans plusieurs de ses pièces, des boiseries artistiques fort intéressantes.

Les adaptations modernes qui vont transformer en école cette demeure obligent à un remaniement total dans la disposition des pièces. On a donc été amené à enlever ces boiseries qui vont être transportées, momentanément, partie au Musée de Carreire et partie dans les serrages du Musée Lapidaire. Chargé de ce travail, M. Bardié a pu les étudier avec fruit.

Le grand salon avait fort bon air avec ses panneaux à décoration de coquilles, de nœuds et de fleurettes. Les dessus de porte offraient des motifs plus compliqués et d'un réel intérêt artistique ; ils symbolisaient les attributs des sciences libérales.

Mais ce qui est vraiment curieux dans cet ensemble, c'est l'importance de la corniche qui est d'une richesse remarquable. Formée de médaillons centraux d'où partent des guirlandes de feuillages et de fleurettes, elle offre dans les encoignures quatre cartouches portant des singeries et des amours avec figuration des saisons. Une très belle rosace centrale accompagne le tout.

Malheureusement, cet ensemble va être détruit ; il n'a été possible que de faire des photographies et quelques rares moulages, l'épaisseur de la matière ne permettant pas un marouflage facile.

C'est une preuve nouvelle à cette constatation déjà faite plusieurs fois : que les artistes du xviii^e siècle ne dédaignaient pas de prodiguer leur talent sur des matières ordinaires et ne recherchaient pas toujours les pierres de haute qualité ou les bois précieux pour réaliser leurs chefs-d'œuvre.

La note de M. Bardié est écoutée avec un vif intérêt par l'assistance qui peut suivre, sur les photographies, les explications données ; l'auteur est vivement applaudi.

Mémoire de Jean Brochon. — M. Bouchon présente ensuite un dossier fort intéressant sur un des membres notables de la famille Brochon. Il rappelle tout d'abord les ancêtres de ce

personnage, dont le premier, André, acheta sous Louis XIV une charge de procureur à Bordeaux, et peut être considéré comme le fondateur de cette lignée de gens de robe qui s'éteignit seulement en 1896.

Le rédacteur de ce mémoire est Jean Brochon, avocat à Bordeaux, dont l'esprit reflète bien les temps troublés qu'il a traversés. Contemporain des dernières années de l'ancien régime, nourri des idées philosophiques du moment, il s'éprend outrancièrement des libertés révolutionnaires, puis il est largement dépassé par les dirigeants et ses attaches familiales le désignent comme un tiède, un suspect, comme on disait alors; son arrestation est ordonnée, remplie d'ailleurs de péripéties émouvantes, jugement devant la Commission militaire après un déjeuner chez Lacombe, et, grâce à ses anciennes idées, il est élargi en laissant une forte amende entre les mains de ses juges.

Puis, c'est le retour d'un gouvernement régulier qui le case comme procureur à Bordeaux, et son dévouement à l'Empereur l'amène à de plus hautes charges. Mais les mauvais jours reviennent, c'est Louis XVIII qui rentre à Paris. Il réussit toutefois à se faire maintenir. Cette accalmie dure peu; l'Empereur rentre et il s'empresse d'accourir vers lui. Enfin, c'est la chute totale de l'Aigle et le triomphe des Lys. Les Bourbons ne pouvaient accepter des variations d'attitudes analogues à celles des girouettes. Il est brusquement révoqué et fait connaissance avec une gêne relative. C'est alors qu'il pense à écrire ses mémoires comme justification de sa conduite, espérant toujours parvenir à se remettre en selle.

Mais la chute était définitive et il meurt sous Charles X, dans le poste d'un juge de paix désabusé et repentant.

Cette communication, émaillée d'à-côtés historiques et de remarques très documentées, vaut à M. Bouchon les félicitations bien méritées de l'Assemblée.

Ferronneries : M. Flos soumet quelques dessins fort bien venus qui sont l'heureuse suite des ferronneries artistiques présentées à la séance précédente. C'est là un travail remarquable que la Société honorera en le vulgarisant.

État financier : M. Bontemps présente ensuite un aperçu sur la situation financière de la Société, situation anormale créée par la guerre, mais qui est encourageante puisque l'encaisse de la Société, malgré le non-paiement des cotisations et les quelques dépenses nécessaires, s'est traduite par un total de 7.919 fr. 38 au 31 décembre 1915, soit une augmentation de près de 900 francs sur l'année précédente.

L'Assemblée approuve ce document et la séance est levée à 11 heures.

Le Secrétaire,
A. DUBREUILH.

Le Président,
A. BARDIÉ.

Séance du 18 février 1916.

Présidence de M. Camille DE MENSIGNAC, président.

Présents : MM. de Mensignac, Bardié, Bontemps, Dubreuilh, Bouchon, D^r Boudreau, Daleau, Flos, Nicolaï, D^r Peyneau, Léon, Fermaud, Vignes et Charrol.

Assistent à la séance : MM. David, maire d'Andernos, et J. Peyneau fils.

Excusés : M. Klipsch, M^{lle} de Pierredon, MM. Habasque et Coudol.

La séance est ouverte à 8 h. 45.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Président souhaite la bienvenue à notre nouveau collègue, M. le D^r Peyneau, et le félicite d'avoir bien voulu réserver à la Société la primeur des découvertes si intéressantes qu'il a faites. Il annonce, en envoyant à sa famille les condoléances de la Société, la mort de notre collègue M^{me} de Tenet.

Nouveau membre : M. de Mensignac annonce que, sur la présentation de MM. l'abbé Léglise et Bardié, M. l'abbé Fourgeaux, curé-doyen de Sainte-Marie de La Bastide, a été admis par le Bureau comme membre de la Société; l'Assemblée ratifie cette nomination.

Sur la proposition de M. de Mensignac, l'Assemblée vote

des remerciements officiels à la Société de Géographie pour l'octroi gracieux qui nous a été fait par elle de la salle de ses séances, pour y tenir nos réunions, pendant la période 1914-1915, où l'Athénée était réquisitionné. Le secrétaire général transmettra les sentiments de gratitude de la Société Archéologique.

M. le Secrétaire général communique la correspondance qui comprend une circulaire du Ministère, relative à la publication des bulletins des Sociétés savantes, ces feuilles doivent être soumises à la censure; et plusieurs lettres de nos collègues mobilisés.

Dons au Musée : M. Bardié présente, de la part de M. Klipsch, deux gravures offertes au Musée et un poids du Moyen Age offert par M^{me} Doucet.

Découvertes à La Mothe : M. le D^r Peyneau a la parole pour développer son mémoire sur les découvertes qu'il vient de faire à La Mothe, commune de Biganos, d'importants vestiges de constructions gallo-romaines et d'installations maritimes annonçant une cité étendue, desservie par un grand port.

En ce qui concerne la ville elle-même, la saison dernière, peu favorable, n'a pas permis un grand développement aux fouilles qui seront reprises cette année. En revanche, les dispositions de l'avant-port et les travaux d'appropriation ont été reconnus très exactement par M. Peyneau et serviront à combler une lacune dans l'histoire de cette région.

D'après l'importance de ces établissements, M. Peyneau ne voit que la ville de Boii, métropole des Boïens, dont le nom puisse convenir, et propose cette détermination.

MM. Nicolaï, de Mensignac et plusieurs autres membres font des réserves sur certains détails secondaires de la communication de M. Peyneau, détails qui seront discutés ultérieurement lorsque les fouilles seront terminées.

L'auditoire applaudit longuement ce travail, dressé avec soin et précision, et adopte son impression dans le Bulletin.

Bulle en plomb : M. Nicolaï présente une pièce fort intéressante. C'est une bulle d'un grand maître des Chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem trouvée à Cours dans des fouilles faites au cimetière, il y a plusieurs années.

La pièce est remarquable par le modelé de la frappe et l'état parfait de sa conservation. M. de Marquessac, dans un livre sur *Les Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem en Guienne*, avait publié une bulle semblable, mais les lectures qu'il en avait donné étaient inexactes par suite de l'usure de la pièce. M. Nicolaï rectifie ces lectures et leur restitue le texte précis. Il rectifie aussi un détail du costume des chevaliers mal indiqué par le dessinateur.

La note de M. Nicolaï est renvoyée à la Commission des publications.

Motion de la Société des Ingénieurs civils au sujet des reconstructions : M. Albert Léon communique ensuite une résolution prise récemment à la Société des Ingénieurs civils et réclamant que dans les reconstructions prochaines des villes ruinées par la guerre, on tienne compte des types locaux pour ne pas uniformiser désespérément les constructions nouvelles ou multiplier les fantaisies exagérées des architectes.

L'Assemblée approuve cette motion et demande que des archéologues soient pris parmi les personnes qui sont appelées à former les futures commissions spéciales.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h. 45.

Le Secrétaire,

E. FERMAUD.

Le Président,

C. DE MENSIGNAC.

Séance du 14 avril 1916.

Présidence de M. BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. Bardié, Fourché, Daleau, abbé Darley, Bon-temps, D^r Boudreau, Brouillaud, Corbineau, Dubreuilh, Girault, Flos, D^r Volpillac et Charrol.

Excusés : M^{lle} de Pierredon, MM. Coudol, Fermaud.

La séance est ouverte à 8 h. 45.

Le procès-verbal précédent est lu et adopté.

Pierres du jardin de Saint-André : M. le Président retrace les pourparlers engagés avec M. Brutails au sujet de l'utilisation des différentes pierres sculptées qui gisent actuellement dans

le jardin de la cathédrale. Une délégation du Bureau est allée voir ces pierres dont quelques-unes méritent réellement un meilleur sort que celui de pourrir en plein air sans profit pour personne. Le projet comporterait l'ouverture du portillon grillé qui permettrait l'accès du public à la porte Royale et l'agencement des divers motifs sur certains points des soubassements de l'édifice, ce qui contribuerait à les orner.

Après un échange de vues entre divers assistants, le projet est adopté.

Dons au Musée : M. Charrol présente une série importante de documents historiques de plusieurs époques offerte par M^{me} de Vivie pour le Musée du vieux Bordeaux.

M. Léo Posso offre un parapluie en soie vert amande, époque Premier Empire.

M. E. Mareuse, une photo encadrée d'une vieille maison de Bazas, démolie en 1905.

Les remerciements de la Société sont adressés à ces donateurs.

Cheminée de Carbonnieux : M. Bardié lit une note sur la cheminée du château de Carbonnieux. Il fait en quelques mots l'histoire du château, autrefois à la famille de Ferron, acquis au XVIII^e siècle par les Bénédictins, vendu à la Révolution comme bien national, passant ensuite dans la famille Bouche-reau et au docteur G. Martin qui le possède avec ses deux beaux-frères.

Puis il commente la cheminée elle-même qui est fort belle et représente deux époques sculpturales bien tranchées, la base à motifs Renaissance comprenant des sphinx ailés à corps humain pris dans une gaine soutenant le bâti et la partie supérieure ornée d'un panneau central à motif religieux, probablement le couronnement de la Vierge, est encadrée par deux statues drapées qui ne manquent ni de grâce, ni d'élégance. L'ensemble de cette décoration accuse le XVIII^e siècle.

M. Bardié se propose d'étudier soigneusement cette œuvre remarquable peu connue jusqu'ici.

Les Deshennère : M. Daleau fait une communication sur les

Deshennère, ces pierres dont les résiniers se servent encore pour user les bords de leurs outils. Avec sa compétence éprouvée, notre collègue nous fait assister à l'opération et l'accompagne de réflexions et d'observations fort judicieuses.

MM. A. Bardié et Daleau sont très applaudis.

Dessins anciens de menuiserie : M. Corbineau présente une série de dessins ayant appartenu à un artisan campagnard du XVIII^e siècle et dont quelques-uns sont ses propres œuvres. Il s'agit, par exemple, de boiseries ordinaires, exécutées par lui pour l'abbaye de Faize. Ces dessins sont très intéressants, car ils montrent combien les ouvriers de cette époque avaient souci de leur travail et la gloire de leur métier; cette émulation, qui était soigneusement entretenue par les maîtrises, maintenait élevé le niveau professionnel. M. Corbineau est vivement remercié par ses collègues.

Haches néolithiques : M. Charrol présente deux haches en silex qui appartiennent à notre collègue, M. Schröder.

La première, qui est polie, a été trouvée en 1859 à Sallebœuf sur le domaine du Pavillon. Elle est en silex brun-jaunâtre clair et mesure 25 centimètres et quart de longueur et environ 7 centimètres dans la plus grande largeur. La pointe opposée au tranchant est éclatée plus récemment.

La seconde est une ébauche préparée pour le polissage; découverte vers 1889 au village de Pichey, près Mérignac, elle mesure 24 centimètres et demi de longueur, 8 centimètres et demi de largeur, sa matière est un silex brun foncé.

Ce sont là de jolies pièces que l'Assemblée examine avec intérêt. M. Daleau en fait ressortir les caractéristiques principales.

Des remerciements sont votés à M. Schröder pour cette communication.

Le Secrétaire général communique ensuite les publications reçues depuis le début de l'année dernière et signale les notes qui intéressent spécialement notre Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 heures.

Le Secrétaire,

A. DUBREUILH.

Le Président,

A. BARDIÉ.

Séance du 9 juin 1916.

Présidence de M. A. BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. A. Bardié, Bontemps, Fourché, abbé Léglise, Dubréuilh, Daleau, Amtmann, Bouchon, Corbineau, Boubée, Girault, Montré, Thomas, Vignes, D^r Boudreau et Charrol.

Excusés : MM. de Mensignac, Fermaud.

La séance est ouverte à 9 heures.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Le Secrétaire général communique la correspondance qui comprend une circulaire du Comité Déchelette relative à la frappe d'une médaille commémorative du grand archéologue. La Société vote l'acquisition d'un exemplaire en bronze.

Une autre circulaire du Comité du Livre fondé à Paris pour rénover après la guerre le goût et la publication du beau livre.

Dons au Musée : M. l'abbé Royer offre, pour le Musée du Vieux Bordeaux, une image de Notre-Dame de Talence et une photo d'un tombeau ancien.

M. Bontemps présente un résumé de la question des pierres du jardin de la cathédrale; un premier classement de ces pierres a permis de reconstituer deux arcades d'une ancienne porte, mais il y aurait lieu, pour dégager les alentours de la porte Royale, de baisser le sol de quelques décimètres, d'où une dépense supplémentaire.

Après un échange de vues entre MM. A. Bardié, Fourché, Boubée et Girault, la Société décide de demander à la Municipalité de contribuer avec elle dans cette dépense, et, dans ce but, décide qu'une délégation demandera une audience à M. le Maire pour l'entretenir de la question.

Le Bureau est chargé de faire les démarches, il s'adjoindra toute personne utile.

Léproserie de Podensac : M. de Mensignac lit une étude de M. Drake sur une ancienne léproserie de Podensac qui fut plus tard transformée en chapelle sous le vocable de Sainte-Sportalie.

Se basant d'après des documents authentiques, M. Drake parvient à retrouver dans cette région les souvenirs des lépreux, *cagots* ou *gahets*, que le Moyen Age avait parqués dans des endroits déterminés.

La chapelle de Podensac en est un, et à ce titre, elle mérite la sollicitude de la Société Archéologique. L'auteur demande ainsi que la Société émette un vœu pour sa conservation. Ce vœu est adopté et sera transmis au propriétaire.

Musée d'art appliqué : M. Bouchon rend compte des travaux de la commission officielle qui s'occupe de la réalisation du Musée d'art décoratif à Bordeaux. Dans un magistral exposé, d'une précision et d'une exactitude remarquable, l'orateur montre l'importance que pourrait avoir, pour notre cité, une telle création et conclut en demandant instamment, pour l'après-guerre, cette œuvre d'encouragement à nos industries d'art.

M. Bardié rappelle que la Société a autrefois émis un vœu, provoqué des initiatives et soutenu un mouvement d'opinion dans ce sens; il félicite M. Bouchon de son rapport et lui exprime les remerciements de l'auditoire.

Reliques révolutionnaires : M. Charrol lit une note sur les insignes d'un maire girondin sous la Révolution; il s'agit d'une écharpe et d'une épée conservés dans une famille bordelaise. L'épée est d'un modèle connu, l'écharpe est beaucoup plus curieuse, elle présente aussi une particularité dans l'agencement des trois couleurs qui permet de la dater avant la loi de 1794 qui a déterminé les emblèmes nationaux.

Ces respectables pièces sont soumises à l'Assemblée et examinées avec une déférence attentive.

M. Th. Ricaud, qui a pu assister à la dernière séance du Comité, a envoyé diverses pièces d'ostéologie ou de préhistoire retirées des gravières de Montières (Somme), ainsi que le plan d'un silo à trois chambres découvert en Picardie.

MM. Bontemps, de Mensignac et Charrol sont remerciés de leurs communications.

Le Secrétaire général présente une liste des publications

nombreuses reçues depuis le début de l'année et fait ressortir les études qui y sont contenues.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h. 30.

Le Secrétaire général,

M. CHARROL.

Le Président,

A. BARDIÉ.

Séance du 21 juillet 1916.

Présidence de M. A. BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. Bardié, Fourché, Daleau, abbé Darley, Rambié, Girault, Pelain, Montré, Dubreuilh, Boubée, Flos, D^r Boudreau, Brouillaud, Charrol.

Excusés : M^{lle} de Pierredon, MM. Fermaud et Klipsch.

La séance est ouverte à 8 h. 30 (heure nouvelle), soit 7 h. 30 (ancienne heure).

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

En ouvrant la séance, M. le Président annonce la mort de M^{me} de Vivie, membre et donatrice de notre Société, après une longue et douloureuse maladie, et adresse à sa famille les condoléances de la Société.

Heure nouvelle : M. François Daleau demande que le procès-verbal de la séance porte la mention heure nouvelle; en effet, pour la première fois depuis le décret, la Société Archéologique de Bordeaux se réunit à la nouvelle heure officielle (1).

Correspondance : Le Secrétaire général communique la correspondance qui comprend une lettre de l'Académie de Bordeaux, invitant la Société à se joindre à elle pour la préparation d'un recueil des périodiques divers qui peuvent être consultés à Bordeaux. Une réunion préparatoire aura lieu dans quelques jours pour arrêter les détails de ce travail.

(1) Par décision gouvernementale en date du 10 juin 1916, l'heure ancienne a été avancée d'une heure sur tous les cadrans de l'État à partir du 15 juin jusqu'au 15 octobre 1916, dans le but d'économiser un peu le combustible et la lumière.

L'Assemblée désigne le Secrétaire général comme délégué à cette réunion.

Une autre lettre relative à l'achat de divers bijoux anciens, l'offre n'est pas acceptée.

M. le D^r Peyneau, de Mios, a procédé à de nouvelles fouilles, non loin de l'ancienne église de Saint-Jean de la Mothe, détruite depuis près de cent ans. Il a trouvé des sépultures par inhumation en sarcophages et d'autres à même la terre. Il est heureux d'en faire part à la Société et demande qu'une délégation veuille bien venir visiter ses fouilles.

Plusieurs membres acceptent l'invitation, qui sera réalisée au cours d'un des plus prochains dimanches.

Dons au Musée : M. Charrol annonce qu'il a pu obtenir de la famille de M^{me} de Vivie un important lot d'autographes de personnages bordelais qui est destiné au Musée du Vieux Bordeaux.

La Société accepte avec reconnaissance ce don rare et important.

M. Pelain offre au Musée du Vieux Bordeaux un plan manuscrit du centre de la ville au xviii^e siècle; il en détaille les particularités intéressantes et en fixe la date vers 1775.

M. le Président remercie de son cadeau M. Pelain et le prie de rédiger une note qui sera insérée dans nos Actes.

Place Royale et porte du Chapeau-Rouge : M. Fourché communique plusieurs documents inédits relatifs à la transformation de la place Royale à Bordeaux.

Dans un autre document concernant la porte du Chapeau-Rouge, l'auteur donne des renseignements typiques sur cette porte et ses abords avant sa disparition totale.

La communication de M. Fourché, fort applaudie, est renvoyée à la Commission des Publications.

Trouaille à Bourg : M. Daleau présente un fer de hallebarde trouvé dans un tombeau près de Bourg; la pièce paraît être du xvii^e siècle. Elle est d'un modèle déjà connu, mais sa découverte en cet endroit ne manque pas d'intérêt.

Abbaye de Fonguilhem : M. Charrol, qui avec plusieurs amis

a eu l'occasion de visiter récemment l'ancienne abbaye de Fonguilhem, en Bazadais, lit quelques notes et impressions sur ce monastère, qui n'a d'ailleurs pas joué un très grand rôle dans la contrée.

Bien plus modeste que Saint-Ferme, Blazimon et le Rivet, Fonguilhem est aussi beaucoup plus délabré qu'eux. Quelques fragments de sculpture, quelques motifs de ferronnerie, quelques plus rares vestiges de boiseries, voilà l'ensemble décoratif; les archives n'existent plus, il n'y a donc pas lieu de s'étendre beaucoup sur le domaine. Néanmoins, le pays qui le borne est extrêmement pittoresque et les alentours sont très variés.

Documents divers : M. Montré soumet plusieurs documents fort intéressants relatifs à Boudon de Saint-Amans, le célèbre naturaliste agenais. Ce sont :

1 diplôme de l'Académie Royale des Belles-Lettres, Sciences et Arts de Bordeaux, 29 juin 1781.

Signé : DE LAMONTAIGNE, secr. perp.

1 brevet de membre correspondant de l'Académie Royale des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse, 24 juillet 1788.

Signé : CASTILLON, secr. perp.

1 diplôme de la Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux, 1^{er} nivôse au VII.

Signé : BRÉMONTIER, prés.; D'AUMALE CARSEVILLE, secr. gén.; J.-P. REY, secr. gén. adj.

1 diplôme de membre correspondant de la Société médicale d'émulation de Bordeaux, s. d.

Signé : MOULINIÉ, prés.

1 diplôme de membre correspondant de la Société Linnéenne d'émulation de Bordeaux, 27 mai 1820.

Signé : LATERRADE, direct.; DARGELAS, prés.; ODE jeune, secr.

1 lettre de membre correspondant du Musée de Bordeaux,
17 mars 1784.

Signé : DE LISLEFERME, vice-prés. ; DE LADEBAT, secr. ;
LATAPIE, parrain.

M. Bardié remercie MM. Daleau, Charrol et Montré de leurs communications.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire,
A. DUBREUILH.

Le Président,
A. BARDIÉ.

Séance du 13 octobre 1916.

Présidence de M. A. BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. Bardié, Fourché, Rambié, Amtmann, Bon-temps, Coudol, Dubreuilh, Boubéc, D^r Boudreau, Flos, Fermaud, Mengeot, Nicolaï, Thomas, Charrol et Bouchon.

Excusés : MM. Daleau et Ferbos.

La séance est ouverte à 8 h. 45.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté sans observations.

M. le Président, en ouvrant la session 1916-1917, salue ses collègues venus nombreux à cette séance ; il envoie un souvenir à ceux que la défense du pays retient loin de nous, et espère prochaine la fin de ce terrible cauchemar.

M. Bardié annonce la mort de notre collègue M. Léopold Doinet qui s'intéressait toujours à la prospérité de notre Société. Il rend un hommage ému à la mémoire de cet homme si instruit et si digne du respect de tous.

M. le Secrétaire général communique la correspondance qui comprend entre autres pièces des lettres de nos confrères mobilisés : MM. Guillier-Dauban, Duval, Ricaud, Béraud, D^r Volpillac, Viguié, etc.

Le premier envoi des renseignements sur plusieurs fouilles entreprises, il y a quelques années, en Bretagne. Les objets découverts ont été donnés au Musée breton, mais l'inventeur a

conservé une importante collection de monnaies romaines dont il serait disposé à se défaire.

Visite au Maire : M. Bardié rend compte de la visite faite au maire de Bordeaux pour le remercier de l'appui prêté à notre Société dans des conjonctures diverses.

L'attention de ce magistrat a été appelée sur la conservation des boiseries de la rue Saint-Charles que, paraît-il, la Commission municipale aurait volontiers vendues. D'ailleurs leur classement, en 1914, au nombre des objets historiques évite heureusement cette destination.

La Société a demandé à M. Gruet le dépôt par la Ville à notre Musée de la statue de Saint-Georges située à l'angle de la rue Saint-Siméon et de la rue du Pas-Saint-Georges sur un immeuble condamné à la démolition. Cette demande a été accueillie avec intérêt et le Maire a donné avis favorable.

Enfin certains points de la question des pierres du jardin de la cathédrale ont été également discutés, et l'Administration municipale a promis de s'employer très fermement auprès de la Direction des Beaux-Arts à l'effet d'obtenir une solution satisfaisante.

Devise de la Société : M. le Président communique en outre la réponse qu'il a reçue de M. de La Ville de Mirmont au sujet de la devise préparée par M. Fourché pour la Société Archéologique.

La réponse de ce maître présente plusieurs formules séduisantes; après examen, la devise : *Cultor antiquitatis et Custos* est adoptée pour la Société. La deuxième formule de M. de La Ville de Mirmont : *Assiduo Cultu custos antiqua tuetur* est adoptée pour le Musée.

M. Bardié donne aussi quelques renseignements sur la situation du Musée. La vitrine de la première salle vient d'être montée par M. Lemesle. Il va falloir procéder maintenant à la pose des vitrages et aussitôt pourra commencer la mise en place des pièces.

A ce propos, M. Fourché a demandé un classement plus

méthodique que l'état actuel; ce classement souhaitable est assez difficile, mais on s'emploiera à s'en rapprocher le plus possible.

M. Fourché rappelle une note qu'il a, l'an passé, présentée à notre Société; cette note avait pour but de créer un mouvement d'opinion en faveur du changement de nom du style gothique. La Société avait adopté le vœu. Qu'en est-il advenu? Le Secrétaire général répond qu'une lettre dans ce sens a été transmise à la Société Française d'Archéologie; la Société prend une nouvelle délibération qui sera adressée derechef à cette Société, et le Bureau suivra l'affaire.

Le même associé fait un appel à ses confrères photographes pour fixer sans plus tarder les motifs décoratifs en ferronnerie, sculptures sur pierre ou boiseries ornementales qui agrémentent les habitations de notre ville. Il y aurait là matière à une publication qui rendrait de grands services à l'industrie du bâtiment.

L'Assemblée adopte, en principe, cette proposition qui sera examinée par le Comité.

Dons au Musée : M. Nicolaï demande si un panneau de cartes de visite de personnages bordelais du xix^e siècle intéresserait le Musée du Vieux Bordeaux, car dans ce cas il se propose de constituer cette curiosité avec de nombreux spécimens qu'il a acquis à la vente de la collection Grateloup.

L'offre de M. Nicolaï est acceptée avec reconnaissance.

M. Bardié présente un superbe tableau de P. Lacour représentant la rade de Bordeaux et les Chartrons au début du xix^e siècle; ce tableau est un don de M. Fourché à notre Musée; les remerciements de la Société lui sont adressés.

M. le Président fait part d'une motion dont plusieurs membres l'ont saisi :

En présence de l'état de guerre qui se prolonge d'une manière imprévue, ne doit-on pas revenir sur la décision prise par l'Assemblée générale du 12 novembre 1914 de proroger les pouvoirs du Bureau existant jusqu'à la fin des hostilités.

Après un examen contradictoire, auquel prennent part MM. Fourché, Rambié, Nicolai, Bardié et Bouchon, l'Assemblée, par un vote motivé, maintient sa décision précédente.

M. le Secrétaire général présente les 4 beaux volumes envoyés par notre nouveau correspondant M. Coutil. Il commente le nombre et la valeur des travaux de ce savant et demande pour lui être transmis les remerciements officiels de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h. 1/2.

Séance du 10 novembre 1916.

Présidence de M. A. BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. A. Bardié, Fourché, Amtmann, Bontemps, Boubée, Brouillaud, Coudol, Daleau, abbés Darley et Léglise, Dubreuilh, Flos, Rambié, Vignes et Charrol.

Excusés : M^{lle} de Pierredon, MM. Thomas, Corbineau et Etchart.

La séance est ouverte à 8 h. 45.

Le procès-verbal précédent est lu et adopté.

Correspondance : Le secrétaire général communique la correspondance qui comprend une lettre et plusieurs circulaires émanant de la Société des Amis du mont Saint-Michel demandant l'appui de la Société Archéologique pour le projet adressé au ministre sur la transformation de la digue qui conduit au mont. On sait en effet que la construction de cette digue a favorisé l'envasement de la baie.

La question a été très étudiée par les demandeurs, comme il paraît d'après les documents qu'ils ont joints. L'Assemblée donne son adhésion à ce projet et copie du procès-verbal sera adressée par les soins du secrétariat.

M. J. Toutain adresse un numéro de la revue *Pro Alesia*, transformée par son dévouement en une vraie revue archéologique consacrée à l'époque gallo-romaine.

Tous nos vœux sont acquis à notre confrère. Le Secrétaire général termine en lisant la lettre qui a été adressée à la Société française d'Archéologie à propos du changement de vocable du style gothique demandé par notre Société au nom de M. Fourché. Il annonce en outre que M. Ricaud, en permission pendant quelques jours, s'est rappelé au souvenir de ses collègues.

Dons au Musée : M. Bardié annonce que M. Brouillaud lui a envoyé un tour ancien au bois, qui, grâce à un système de clavettes fort ingénieux, permet de faire les filetages pour divers diamètres et divers pas.

Le même donateur offre une tête en pierre sculptée trouvée dans les fouilles faites lors de l'agrandissement d'un grand bazar, rue Sainte-Catherine.

M. Garraud offre une bouteille en verre du XVIII^e siècle.

Ces messieurs sont remerciés.

Élections nouvelles : M. le Président annonce que, par suite des événements actuels, le Bureau de la Société se trouvait dans une situation équivoque. D'une part, la décision prise par l'Assemblée le 14 novembre 1914 de prolonger les pouvoirs des membres en exercice pendant la durée de la guerre et de surseoir aux élections. D'autre part, le décret de reconnaissance d'utilité publique du 11 mars 1915 leur enlevait en quelque sorte les mêmes pouvoirs; la fin des hostilités n'étant pas envisagée encore, il y a lieu d'appliquer les règlements et de recourir à une nouvelle élection. C'est l'avis de nombreux membres du Bureau qui, dans sa précédente séance, ont décidé de donner collectivement leur démission. Les élections pourront avoir lieu dans la séance de décembre.

Boiseries artistiques : M. Bardié présente la deuxième partie d'une étude qu'il a commencée depuis déjà longtemps sur les boiseries artistiques bordelaises. Cette note est consacrée à toute une série de revêtements décoratifs ornant une maison de la rue Ramonet, aux Chartrons.

Cette maison, qui a été construite par un important négociant du XVIII^e siècle, comprenait un grand salon, petit salon, salle à

manger, d'un effet charmant. On sent que le propriétaire était un homme de goût et qu'il a voulu faire les efforts nécessaires pour posséder une belle demeure.

Et tout en décrivant avec un soin minutieux tous les motifs remarquables qui ornaient cet intérieur, il nous fait remarquer avec justesse combien il est difficile de dater exactement les productions de la fin du XVIII^e siècle, grâce à la permanence des formules et à la pénétration des styles ; on sent que l'auteur a rompu déjà bien des lances sur ce sujet.

Cette causerie, accompagnée par une nombreuse documentation de reproductions photographiques, est suivie par l'Assemblée avec un grand intérêt.

Ferronneries : M. Flos soumet plusieurs dessins qui font partie de la collection qu'il prépare.

Deux heurtoirs et une porte en ferronnerie sont le résultat de ses récentes glanes. Mais un des premiers est la belle pièce de l'hôtel du Service Colonial, rue Esprit-des-Lois, dont le mécanisme ingénieux ajoute encore à la perfection du travail. C'est dire combien les dessins sont appréciés par les assistants qui adressent à l'auteur leurs félicitations bien méritées.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h. 20.

Le Secrétaire,

A. DUBREUILH.

Le Président,

A. BARDIÉ.

Séance du 8 décembre 1916.

Présidence de M. A. BARDIÉ, vice-président.

Présents : MM. Bardié, Fourché, abbé Darley, Amtmann, Bontemps, Boubée, D^r Boudreau, Brouillaud, Condol, Daleau, Dubrenilh, Fermaud, Flos et Charrol.

Excusés : M^{lle} de Pierredon, M. Thomas.

La séance est ouverte à 9 heures.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. le Président annonce le décès de M. L. Vignes et fait

l'éloge de cet honorable confrère, qui était un des membres les plus dévoués à la Société Archéologique.

Le Secrétaire général communique la correspondance qui comprend entre plusieurs prospectus d'ouvrages en préparation une lettre de M. l'abbé Lewden, un de nos anciens collègues, adressant une série de rectifications et additions à joindre à son ouvrage sur l'église Saint-Thomas de Libourne.

Les remerciements de la Société seront transmis à M. l'abbé Lewden.

Dons au Musée : M. Bardié fait connaître les dons offerts au Musée : De M. Brouillaud, un tourne-broche ancien.

De M. A. Dubreuilh, un cachet cuivre du pharmacien bordelais Tapie (début du XIX^e siècle).

Ces messieurs sont remerciés.

Baptême du duc de Bourbon : M. Fourché lit une communication fort écoutée sur le baptême du duc de Bourbon en 1653. Il conte par le menu toutes les réjouissances et les cérémonies qui accompagnèrent cet événement.

Le baptême d'un prince français à Bordeaux était un fait suffisamment important en lui-même pour motiver des observations piquantes que l'étiquette de l'époque compliquait à plaisir.

M. Fourché se fait l'historien précis de ces fêtes et sa relation est vivement applaudie par l'Assemblée qui ordonne la remise du manuscrit à la Commission des publications.

Liste de périodiques : M. Bardié donne quelques renseignements sur la question du catalogue des périodiques préconisés par l'Académie de Bordeaux. Il pense qu'aucune décision ferme ne doit être prise avant l'établissement du projet définitif.

Objets d'art : M. Charrol communique une note qu'il a retrouvée dans les travaux de M. Aurélien Vivie et qu'il suppose inédite. C'est la liste des objets d'art de toute nature qui ont été versés à la Municipalité de Bordeaux, sous la Révolution, par les soins de la Chambre de commerce.

Élections : L'ordre du jour appelle l'élection des membres du Conseil. M. Bardié cède la place à M. Fourché, membre

honoraire. MM. l'abbé Darley et Boubée sont désignés comme assesseurs. L'élection a lieu au scrutin de liste.

MM. Amtmann, Bardié, Bontemps, Bouchon, Charrol, Coudol, Dubreuilh, Etchart, Ferbos, Fermaud, de Mensignac, Nicolaï, Rambié, Ricaud et Thomas sont élus membres du Conseil.

Après un nouveau tirage au sort, pour désigner les membres faisant partie de chacune des trois séries :

MM. Amtmann, Bardié, Coudol, Etchart et Nicolaï sont désignés pour la série A sortante en 1917.

MM. Bontemps, Bouchon, Charrol, Ferbos, Rambié sont désignés pour la série B sortante en 1918.

MM. Dubreuilh, de Mensignac, Fermaud, Ricaud et Thomas sont désignés pour la série C sortante en 1919.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 h. 20.

Le Secrétaire,

A. DUBREUILH.

Le Président,

A. BARDIÉ.

Séance du 12 janvier 1917.

Présidence de M. FOURCHÉ, vice-président honoraire.

Présents : MM. Fourché, Bardié, Bastide, Bontemps, D^r Boudreau, Dubreuilh, Ferbos, Flos et Charrol.

Excusés : M^{lle} de Pierredon, MM. Amtmann, Nicolaï et Thomas.

La séance est ouverte à 9 heures.

M. le Président annonce que, dans sa séance du 5 janvier dernier, le Conseil d'administration de la Société a renouvelé entièrement son Bureau et qu'il est heureux de procéder aujourd'hui à son installation immédiate.

A la suite des divers scrutins ont été élus :

Président : M. A. Bardié.

Vice-présidents : MM. Amtmann et Rambié.

Secrétaire général : M. Charrol.

Secrétaires adjoints : MM. Ricaud et Etchart.

Trésorier : M. A. Bontemps.

Archiviste : M. R. Ferbos.

Conseillers : MM. de Mensignac, Nicolai, Bouchon, Dubreuilh, Fermaud, Coudol, Thomas.

Il invite ensuite les titulaires à prendre place au Bureau.

M. Bardié, en prenant la présidence, remercie ses collègues de l'avoir élu à la présidence et déclare que, grâce à leur appui, il espère que cette année sera féconde en bon travail. Il cite l'exemple de M. Fourché qui est toujours sur la brèche lorsqu'il s'agit d'augmenter et d'étendre l'influence de la Société, il le remercie au nom de tous, ainsi que M. Bastide, mobilisé, qui est présent.

Le procès-verbal précédent est lu et adopté, M. Dubreuilh est désigné pour remplir provisoirement les fonctions de secrétaire.

Nouveau membre : M. l'abbé Royer, curé à Beliet, est nommé membre titulaire.

État financier : M. Bontemps communique un rapport sur l'état financier de l'exercice écoulé. En raison des circonstances actuelles, la situation est satisfaisante; un certain nombre de cotisations n'ont pas été payées pour des raisons diverses, mais une partie de ces quittances rentreront dès que des temps plus normaux reviendront. D'ailleurs l'actif social n'a cessé de s'accroître, et les dépenses ont été réduites au minimum.

L'Assemblée approuve les comptes présentés, ainsi que le projet de budget pour 1917.

Don au Musée : M. le D^r Boudreau offre pour le Musée deux jetons de présence de la Société d'Agriculture de la Gironde, un en bronze, l'autre en argent. M. le Président le remercie.

L'ancienne église Saint-Louis : M. Bardié présente une note très intéressante sous forme de souvenirs sur l'ancienne église Saint-Louis. Ancien habitant de cette paroisse, M. Bardié est on ne peut plus qualifié pour consigner un pareil travail. Il narre par le menu les derniers travaux faits à l'église, travaux d'enlaidissement pourrait-on dire; puis, quelques années après la décision brusque prise par la commission municipale,

nommée après le 16 mai, ordonnant sa désaffectation et sa démolition. Enfin la reconstruction de l'église nouvelle, d'après les projets de l'architecte Brun.

Et cependant l'ancien Saint-Louis n'était pas dénué d'un certain charme et avait des motifs assez plaisants. L'auteur en décrit l'ordonnance et la décoration, qui, sans valoir celles de Notre-Dame, de Saint-Paul ou de Saint-Bruno, n'étaient pas sans mérite.

Enfin, chose rare, il peut soumettre trois photographies entièrement inédites, prises par le père d'un ancien habitant de ce quartier, et deux gravures, l'une tirée de l'Album de Constant, l'autre de l'Histoire des monuments de Bordeaux, par Bordes. Ces illustrations permettent de suivre M. Bardié dans le développement de son travail.

Le mobilier, qui offrait des pièces vraiment remarquables dont quelques-unes ont été conservées, fera l'objet d'une étude ultérieure.

L'Assemblée applaudit fortement la lecture de cette communication qui sera retenue par la Commission des publications.

M. Ferbos lit un travail très documenté sur divers papiers anciens qu'il a dépouillés, c'est l'histoire d'une curieuse figure mêlée aux événements historiques locaux depuis la fin du XVIII^e siècle. Ce personnage, M. Daumy, que nous trouvons au milieu de tous les mouvements populaires, depuis 1789 jusqu'à la Restauration, était habitant de Bordeaux, mais s'est surtout mis en scène à Martillac où il possédait une propriété. Son histoire est celle de beaucoup d'hommes de cette date et bien digne de figurer dans le « Dictionnaire des Girouettes ».

Cette relation, pleine d'humour, de réflexions piquantes et de détails suggestifs, vaut à l'auteur un franc succès.

L'heure tardive fait renvoyer à une autre date les autres notes inscrites, et la séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire général,

M. CHARROL.

Séance du 9 mars 1917.

Présidence de M. BARDIÉ, président.

Présents : MM. Bardié, Bontemps, Boubée, Daleau, Dubreuilh, Brouillaud, D^r Boudreau, Fermaud, Flos.

Excusés : MM. Ferbos, Coudol, Amtmann, Thomas.

La séance est ouverte à 8 h. 45.

Le procès-verbal précédent est lu et adopté.

Nominations : En ouvrant la séance, M. Bardié fait part à l'Assemblée d'une décision prise par le Conseil d'administration dans sa séance la plus récente. Notre excellent collègue, M. Habasque, était privé, par son état de santé, de pouvoir assister à nos séances et avait manifesté à plusieurs reprises le désir d'être relevé des obligations de sa fonction de conseiller.

Pour conserver les liens qui l'unissent à M. Habasque et lever les scrupules qu'il avait manifestés, le Comité l'a nommé conseiller honoraire. M. Bardié demande à l'Assemblée de ratifier cette nomination, ce qui a lieu à l'unanimité.

M. le Président annonce aussi l'admission comme membre titulaire de M. le comte Féry d'Esclands, au château de Bau-rech, présenté par MM. de Mensignac et Charrol.

Le Secrétaire général communique une circulaire relative au Congrès national du Livre qui doit se tenir à Paris, ces jours-ci. Malheureusement, cette convocation, envoyée un peu tardivement, est parvenue, le 6 mars, après la séance du Comité; il n'est pas possible de déléguer un membre à Paris, le temps est trop court pour accomplir les formalités nécessaires; d'ailleurs le but du Congrès n'a qu'un lointain rapport avec nos travaux particuliers.

Église Saint-Louis. Mobilier : M. Bardié lit la suite de son étude sur l'ancienne église Saint-Louis. C'est le mobilier qui, cette fois, sera l'objet de son travail.

Il décrit, avec une compétence particulière, les belles boi-series de la sacristie, d'une facture à la fois sobre et élégante.

Fait un parallèle brillant entre la chaire et celles de Notre-Dame, de Saint-Michel, d'une époque sensiblement contempo-

rairie. Puis les confessionnaux dont le dessin et l'exécution sont d'un réel mérite.

Enfin les quelques tableaux peints, dont deux seulement ont été conservés dans l'église moderne.

Il reste à relever encore les deux reliquaires ornés de filigranes entourant des émaux représentant les vues de l'ancienne église.

Ce travail accompagné de nombreux dessins et les photographies annexées constituent une monographie très détaillée du monument, il vaut à son auteur d'unanimes applaudissements.

Ferronneries artistiques : M. Flos soumet plusieurs dessins récemment faits par lui pour compléter la série qu'il a préparée sur les ferronneries bordelaises. Quatre nouvelles planches d'une venue parfaite représentant une rampe d'escalier, une grille intérieure et un beau heurtoir.

M. Charrol mentionne les différentes études qu'il a relevées dans l'examen des publications reçues par la Société. Il signale particulièrement le remarquable catalogue des sigles de potiers gaulois et gallo-romains trouvés dans les environs d'Amiens, publié par M. Demailly, dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, 1914. La thèse de M. Floch sur la revendication du poème de Gautier d'Aquitaine que les savants allemands avaient réussi à absorber, étude parue dans la *Revue des Études historiques*, 1916, n° 3. La relation des dernières fouilles à Volubilis (Maroc), par M. Chatelain, publiée dans le *Bulletin Archéologique du Comité des travaux scientifiques*, 1916.

L'ordre du jour appelle ensuite le renouvellement de la Commission des publications. Après le premier vote fait au scrutin de liste, MM. Amtmann, Boubée, Dubreuilh, Fermaud sont élus pour l'année 1917.

Aucune autre communication n'étant présentée, la séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire général,
M. CHARROL.

Séance du 13 avril 1917.

Présidence de M. A. BARDIÉ, président.

Présents : MM. A. Bardié, Fourché, Amtmann, Daleau, Rambié, Dubreuilh, Girault, Fermaud, D^r Peyneau, Boubée, Flog, D^r Boudreau et Charrol.

Excusés : MM. Bontemps, Thomas.

La séance est ouverte à 8 h. 45.

Le procès-verbal précédent est lu et adopté.

M. le Président fait part de la mort de notre collègue M. l'abbé Raffin, ancien curé-doyen de Pujols ; il adresse à sa famille les condoléances de la Société.

M. le Secrétaire général communique une circulaire relative à la publication italienne Neapolis.

M. le Président lit un appel du Comité Déchelette en faveur de la souscription à la plaquette commémorative. Il est nécessaire que notre Société figure en bonne place parmi ceux qui tiennent à garder la mémoire du grand savant que fut Joseph Déchelette.

Dans ce but, il estime qu'un appel doit être lancé à tous les membres de la Société en même temps que la prochaine convocation (Adopté).

M. Bardié annonce que le Comité, dans sa dernière séance, a admis la candidature de M. Pierre Trial, présenté par MM. R. Ferbos et M. Charrol.

Musée général d'Art ancien et Art décoratif : M. Fourché résume tout d'abord quelques considérations sur la question du Musée de Bordeaux. Il rappelle les tentatives qui ont été faites à diverses époques pour obtenir enfin un monument digne de la ville, et digne des collections qui viendront s'ajouter aux collections municipales déjà existantes.

Comme le gouvernement se préoccupe actuellement des nombreuses questions qui, après la guerre, s'imposeront à l'attention de tous, et qu'il semble vouloir sauvegarder, s'il est encore possible, les restes de nos traditions locales et de nos

artistes régionaux, il y a lieu de faciliter sa tâche en réclamant, auprès de la Municipalité, par l'entremise du pouvoir central, la création d'un dépôt général plus accessible que celui de Carreire.

Dans une exposition claire, l'auteur relate les tribulations qu'ont subies les différents projets, et termine en demandant sans plus de retard les études nécessaires pour l'installation du Musée définitif dans lequel non seulement les savants et les érudits, mais aussi les artisans de toutes les branches trouveraient des inspirations et des modèles pour leurs travaux artistiques.

L'Assemblée accueille par des applaudissements unanimes la lecture de M. Fourché et le président traduit la pensée de tous en demandant que ce travail soit imprimé sans retard et joint aux publications. Plusieurs membres appuient cette motion qui est adoptée.

Comme conclusion, M. Fourché présente un vœu destiné à être transmis au Ministre; ce vœu, dit M. Bardié, sera précédé du rapport comme exposé des motifs.

Fouilles à Lamothe : M. le Dr Peyneau a la parole pour communiquer les résultats nouveaux de ses fouilles à Saint-Jean de Lamothe. Il rappelle que Jouannet, en 1817, lors de la réfection de la route de Bordeaux à La Teste, fit des trouvailles intéressantes consignées par lui dans les actes de l'Académie. Mais ces fouilles ne furent pas poussées assez loin et l'oubli se fit peu à peu.

Il a fallu un intervalle presque centenaire pour que le hasard fît reprendre au même endroit la suite des fouilles de Jouannet.

La campagne de 1916 n'a pas été aussi fructueuse en récolte d'objets, mais elle a absolument déterminé dans l'esprit de l'auteur que c'était bien la ville de Boii qui reparaissait. Boii, fondée vraisemblablement dans les premières années de la République romaine, fut détruite au moment de l'invasion des Vandales sous Honorius et Arcadius, vers 407. Elle avait bien subi des déprédations à d'autres époques, notamment vers 276, mais la ruine du v^e siècle fut complète. La population fut dispersée et la ville ne se releva jamais.

Les dégagements de cette année ont permis de retrouver les substructions de plusieurs habitations avec caves souterraines qui indiquent bien une installation de longue durée et non un habitat momentané.

M. le Dr Peyneau étudie ensuite, d'après les traces qu'ils ont laissées, les populations de cette époque, les Celtes, l'importance et les bornes de leur migration, les caractéristiques anatomiques et les souvenirs qui se sont conservés jusqu'à nous.

Le mémoire de M. le Dr Peyneau est solidement préparé et soutenu par de nombreuses références, aussi l'Assemblée l'accueille-t-elle par de vifs applaudissements et son insertion au Bulletin est demandée, mais l'auteur, désirant faire un seul bloc de ses communications, cette note sera fusionnée avec les travaux précédemment présentés.

L'ordre du jour étant épuisé et aucune autre communication n'étant demandée, la séance est levée à 10 h. 45.

Le Secrétaire général,

M. CHARROL.

Séance du 20 juillet 1917.

Présidence de M. A. BARDIÉ, président.

Présents : MM. Bardié, Fourché, abbés Léglise et Darley, M^{lle} et M. Cruse, MM. Amtmann, Daleau, Girault, Boubée, Dubreuilh, Flos, Thomas et Charrol.

La séance est ouverte à 8 h. 45.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. le Président souhaite une cordiale bienvenue à M. Henry Cruse, qui assiste à la séance accompagné de M^{lle} Cruse, sa fille.

Le secrétaire général communique la correspondance qui comprend deux lettres de nos confrères mobilisés et une circulaire relative à une publication.

Question du Musée : M. le Président annonce que la question

du Musée a fait un pas décisif depuis la précédente réunion. La délégation de la Société Archéologique a été reçue par M. le Préfet auquel elle a exposé l'état actuel. M. le Préfet s'est beaucoup intéressé aux tribulations successives par lesquelles étaient passés tous les projets envisagés jusqu'ici, et a promis que cette fois la décision du ministre serait respectée. Il fallait installer à Bordeaux un Musée d'art industriel et d'art ancien. Il s'emploierait pour sa part à faciliter et hâter la solution.

La Commission s'est retirée en remerciant M. le Préfet de son bienveillant appui.

M. Bardié ajoute que, comme suite à cette intervention, il y aurait lieu de joindre au rapport de M. Fourché le très complet et très précis rapport que M. Bouchon avait fait à la Commission départementale d'art appliqué, communiqué ultérieurement à la Société Archéologique.

L'Assemblée vote l'impression de ce document et sa jonction au travail précédent. Le tout sera envoyé aux personnalités électorales susceptibles de donner une suite au vœu de la Société.

Décoration moderne des églises : M. Fourché lit un travail sur l'archéologie et certaines productions de l'art religieux contemporain. C'est au mauvais goût, qui trop souvent préside à l'ordonnance et à la décoration de nos églises, que M. Fourché tient à dire son fait. Et c'est justice, car il est profondément regrettable de voir de vénérables statues, productions savantes ou naïves des siècles écoulés, remplacées par des moulages faits à la douzaine sans caractères artistiques, colorés de teintes criardes, de dorures trop crues, sans charmes, grâces, ni inspirations; c'est aussi le bariolage hurlant de certaines chapelles, quand ce ne sont pas les essais malencontreux d'un peintre polychromiste qui pense que ces productions piteuses sont d'un effet plus plaisant que le badigeon uniforme ou la simple patine du temps.

Comme conclusion, M. Fourché demande que MM. les Curés veuillent bien se laisser guider par des compétences lorsqu'une

réparation ou une adjonction de statuaire sera décidée dans leur église. Cela serait la raison même, mais...

La communication de M. Fourché est fortement applaudie.

Boiserie vendue : M. Bardié signale à l'Assemblée la disparition d'une boiserie assez curieuse, autrefois située dans une maison du cours de Tourny. Il en montre des reproductions. Ces boiseries, achetées par un antiquaire, sont sur le point de passer en Amérique. D'un style Louis XVI, gracieux, encadré de lignes sobres mais fermes, avec glace et motifs à panneaux sculptés, ce boisage est fort réussi et il est regrettable que l'étranger nous enlève peu à peu nos productions artistiques.

Ferronneries : M. Flos soumet quelques dessins qu'il se propose de joindre à l'importante série déjà prête, et formant l'album des ferronneries artistiques de Bordeaux.

Un beau heurtoir, une porte en fer d'un travail inouï, deux grilles de balcon sont le butin mensuel. Toutes ces pièces sont du plus grand intérêt.

MM. Bardié et Flos sont remerciés de leurs travaux.

Le Musée Mestreau : M. A. Dubreuilh lit quelques réflexions qu'il a faites en visitant récemment le Musée Mestreau, de Saintes.

Installé avec amour dans un vieil hôtel de l'ancienne ville Santone, par un amateur d'un goût éclairé et averti, ce Musée pourrait servir de modèle à un grand nombre de fondations officielles.

En dehors des belles pièces qu'il avait acquises pour sa collection, M. Mestreau a tenu à restituer quelques traces de la vie rurale d'autrefois. Les ustensiles de cuisine notamment ont été soigneusement recueillis par lui et mis en valeur dans un cadre qui rappelle complètement son époque. On ne peut que louer sans réserves M. Mestreau de sa création qui est acquise définitivement à la ville de Saintes.

La note de M. Dubreuilh est adressée à la Commission des publications et son auteur remercié.

La guerre de l'Indépendance américaine : M. Charrol communique quelques renseignements sur la collaboration française dans la guerre de l'Indépendance américaine (1777 à 1782).

D'après quelques documents officiels qu'il eut en mains il y a quelques années, l'auteur montre quelle fut l'importance de cette collaboration en ce qui concerne notamment les soldats et marins originaires de notre région ayant fait partie tant des escadres du comte d'Estaing, du comte de Grasse, de Guichen, de Ternay, de Vaudreuil, que des armées de Lafayette, de Rochambeau, composées des régiments de Bourbonnais, de Soissonnais, de Saintonge, de Gâtinais, de Foix, et des officiers seulement des régiments de Deux-Ponts, d'Agenais, d'Hainault, de Dillon, de Walsh, et les bataillons d'artillerie d'Auxonne et de Metz qui tous concoururent à l'affranchissement définitif des « Insurgents ».

Ces renseignements sont écoutés avec un vif intérêt.

Le secrétaire général lit ensuite la liste des ouvrages reçus dans le trimestre écoulé en extrayant les articles curieux qu'ils renferment.

Aucune autre communication n'étant présentée, M. le Président remercie les assistants de leur participation et déclare close la session 1916-1917.

La séance est levée à 10 h. 1/4.

Le Secrétaire général,
M. CHARROL.

Séance du 11 octobre 1917.

Présidence de M. A. BARDIÉ, président.

Présents : MM. Bardié, Fourché, abbé Darley, Boubée, Flos, D^r Boudreau et Charrol.

Excusés : MM. de Mensignac, Dubreuilh, Klipsch.

La séance est ouverte à 9 heures.

M. le Président ouvre la nouvelle session 1917-18 en invitant ses collègues à redoubler d'efforts en vue d'augmenter le

nombre des notes et travaux qui donneront plus d'intérêt à nos séances. La matière ne manque pas, un peu de dévouement de la part de chacun accroîtra l'influence de notre Société.

M. Bardié retrace les questions dont l'étude s'est poursuivie pendant les vacances. Il expose longuement celle du Musée d'art décoratif et d'art ancien, le vote du projet du Maire par le Conseil municipal, les négociations engagées aussitôt auprès de l'autorité supérieure, la reprise du rapport de M. Bouchon qui a permis de contrebalancer ce vote malencontreux, puis l'opposition de certains conseillers peu satisfaits de cette solution et l'approbation de notre demande par plusieurs personnalités électives, conseillers généraux, députés et sénateurs devant laquelle le projet est abandonné en faveur d'une autre combinaison qui, à première vue, paraît plus satisfaisante.

M. Bardié tient à exprimer publiquement ses remerciements à M. Fourché qui a été l'âme de ce mouvement et s'est dévoué entièrement dans la partie épistolaire.

L'Assemblée approuve l'œuvre poursuivie et remercie chaleureusement MM. Fourché et Bardié de leur heureuse intervention.

Correspondance : M. le Secrétaire général communique deux lettres de collègues mobilisés auxquels il a été répondu et communique avec éloges le travail de M. l'abbé Darley sur *les premiers apôtres de Bordeaux* dont la Société a eu déjà la primeur.

Médaille de la guerre d'Amérique (1776-1783) : M. Charrol présente une belle médaille en argent frappée à l'occasion de l'issue heureuse de la guerre de l'Indépendance américaine et destinée à commémorer la large participation que la France a prise dans cet événement.

Signée de Dupré, la pièce est d'une fort belle venue. D'un côté, une tête de femme les cheveux au vent; de l'autre, une allégorie représentant la France casquée couvrant de son bouclier un petit enfant étouffant deux serpents, pendant qu'un léopard cherche à l'atteindre.

La pièce est vivement admirée et la note qui l'accompagne est renvoyée à la Commission des publications.

Dessins de ferronneries : M. Flos soumet trois nouveaux dessins de ferronneries bordelaises. Faits avec tout le soin et l'exactitude possibles, ces dessins sont aussi favorablement accueillis que leurs devanciers. M. Flos est chaudement félicité par les assistants.

Sur la demande de M. Fourché, la Société va réclamer à l'Hôtel de Ville la statuette du saint Georges de la rue du Pas-Saint-Georges que M. le Maire et l'adjoint intéressé ont promis l'an dernier pour le Musée du Vieux Bordeaux.

L'objet ayant été enlevé tout récemment de sa niche, il y a lieu de ne pas retarder les pourparlers.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 heures.

Le Secrétaire général,

M. CHARROL.

Séance du 9 novembre 1917.

Présidence de M. A. BARDIÉ, président.

Présents : MM. Bardié, abbé Légliise, abbé Darley, Dubreuilh, D^r Boudreau, Flos et Charrol.

Excusés : MM. Fourché, Coudol.

La séance est ouverte à 9 heures.

Le procès-verbal précédent est lu et adopté.

M. le Président fait part à l'Assemblée du décès de notre excellent confrère M. Habasque dont l'état de santé était devenu assez précaire pendant ces derniers mois, sans toutefois laisser supposer une fin aussi rapide.

Il retrace la vie laborieuse de ce magistrat doté d'un caractère si séduisant et qui a consacré tant de son ardeur aux sociétés dont il a fait partie.

C'est une grande figure qui disparaît, mais sa mémoire vivra dans notre groupement où il ne comptait que des amis.

Don au Musée : M. Charrol présente un travail offert par M. Bordesoulle à la Société : c'est une *Carte manuscrite de l'ancien Bazadais* en 1789. Ayant été amené pour des travaux personnels à consulter de nombreux documents dans les archives

publiques et privées, l'auteur a relevé avec une conscience scrupuleuse les faits saillants ou curieux de l'histoire de cette région et il en a dressé la carte détaillée. C'est un double de cette carte qui nous est offert.

Le président remercie M. Bordesoulle de son don.

Statuette de saint Georges : M. Bardié présente la statuette de saint Georges qui était nichée dans la maison à l'angle des rues Saint-Siméon et du Pas-Saint-Georges.

En l'accompagnant d'une note très étudiée sur la technique de l'œuvre et les détails d'exécution, l'auteur rappelle en quelques mots l'historique de ce petit monument, la date de son édification (1818) et le nom de l'artisan qui l'a sculpté.

Sans être un vrai chef-d'œuvre, cette statuette est intéressante par l'habileté avec laquelle le sculpteur a racheté les différences de plans. Il y avait, en effet, une difficulté réelle à camper un homme à cheval dans un si petit espace. L'artiste s'en est tiré à son honneur, grâce à un artifice de posture qui offre un certain mérite.

On sait que la maison sur laquelle elle était placée va être incessamment démolie, mais, grâce à la sollicitude de M. le Maire et de M. Boubès, adjoint aux Beaux-Arts, la statue sera placée sous notre sauvegarde au Musée du Vieux Bordeaux.

L'auditoire remercie M. Bardié de son étude très intéressante, qui sera insérée dans notre Bulletin.

La porte Royale : M. l'abbé Léglise lit un travail sur la dénomination de la « porte Royale » à la cathédrale Saint-André de Bordeaux. On croyait généralement que le nom de Royale lui venait de ce qu'anciennement les rois de France passaient par cette porte en entrant dans le vaisseau de l'église.

L'auteur rappelle que dans l'ancien monde gallo-romain le nom de « Royale » s'appliquait à la porte principale ou entrée principale d'un monument, voire même d'une simple maison. Un texte d'Ennodius ne laisse aucun doute à cet égard; d'ailleurs Ducange admet cette appellation et de nombreux extraits d'auteurs divers la confirment.

M. l'abbé Léglise conclut donc que ce nom n'étant plus usité a perdu son sens général, mais est demeuré avec un sens particulier appliqué à la cathédrale de Bordeaux.

Ce travail est vivement applaudi et envoyé à la Commission des publications.

Découvertes à Pauillac : M. Guignaber, de Pauillac, fait part de la découverte de plusieurs sarcophages autour de la chapelle Saint-Vincent de Trompeloup; malheureusement, la plupart de ces sépultures ont été brisées et leur contenu dispersé avant que notre collègue ait pu prendre les mesures de conservation qui étaient nécessaires, n'ayant été prévenu que tardivement. Il espère être plus heureux si de nouvelles trouvailles sont signalées.

Dessin de ferronnerie : M. Flos présente un dessin remarquable du lutrin de l'église Saint-André. Ce lutrin, en fer forgé, est une pièce de grande valeur. L'artiste a saisi, avec une maîtrise souple et ferme, les lignes et les ornements de ce meuble, et sa reproduction est aussi belle que l'original.

M. Charrol soumet un album publié par le Conseil municipal de Paris à l'occasion du baptême du prince impérial, fils de Napoléon III. Ce volume, fort rare, vient de la bibliothèque de M. A. Hauteux, au nom de qui il est offert.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h. 45.

Le Secrétaire général,

M. CHARROL.

Séance du 14 décembre 1917.

Présidence de M. A. BARDIÉ, président.

La séance est ouverte à 8 h. 45.

Présents : MM. Bardié, Fourché, Bontemps, Brouillaud, Cruse, Dubreuilh, Flos, Rambié et Charrol.

Excusés : MM. Amtmann, Thomas.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Décès de M. A. Girault : M. le Président fait part à l'Assemblée de la mort de M. A. Girault, qui était à la fois notre doyen et dernier membre fondateur. En quelques mots émus, M. Bardié retrace la vie, toute de travail et de recherches, de l'artiste aimable, obligeant et érudit que fut notre ancien collègue. Comme maître et comme savant, sa méthode s'inspira toujours de la nature et il y puisa les règles de son enseignement artistique. L'homme a disparu, mais tous ceux qui l'ont connu conserveront le souvenir de son caractère bienveillant, de sa modestie si courtoise et de la dignité de sa vie.

Nouveau membre : M. Bardié annonce que, dans sa séance précédente, le Comité a admis comme membre titulaire M. Em. Calvet, 22, rue d'Aviau, sur la présentation de MM. Descamps et Charrol.

Il communique ensuite une lettre de M. Amtmann annonçant que M^{me} Habasque a été très sensible à la démarche faite auprès d'elle par la Société à l'occasion de la mort de son mari, et que les publications faites par lui seront offertes à notre bibliothèque.

En outre, M. Amtmann a accepté de faire la notice nécrologique qui sera insérée au Bulletin.

Dons au Musée : M. Bardié soumet 35 jetons en argent de commissaire des guerres, trésor royal, etc., offerts par M. Fourché au Musée; ces pièces sont intéressantes et rares. Il présente aussi un tableau à l'huile de P. Lacour, dont M. Fourché s'est dessaisi en faveur du Musée. Ce tableau est l'esquisse du *Port de Bordeaux*, du côté des Chartrons, et l'original est au Musée municipal de peinture.

L'Assemblée remercie M. Fourché de ces dons.

M. Bardié présente en outre plusieurs bouchons d'amphores en terre cuite trouvés à Bordeaux; il les offre aussi au Musée.

Testament curieux du XVIII^e siècle : M. Fourché communique le testament d'un magistrat bordelais, fait en 1771, qui contient quelques particularités amusantes dans certaines de ses clauses. Le testateur, Jean Dulamon, président au Parlement de Bordeaux, possesseur d'une belle fortune, dispose à sa

fantaisie après sa mort, du capital actif. Il tient à ce que, en dehors des libéralités qu'il leur laisse, chacun de ses parents touche 5 sols en souvenir de lui, et comme pour quelques-uns d'entre eux c'est la seule attribution, ces héritiers-là n'ont pas eu lieu d'être fort satisfaits.

Cette note est très applaudie et son auteur remercié.

Décoration artistique d'une maison, rue Neuve : M. Bardié présente un mémoire sur l'ensemble de la décoration d'une maison de la rue Neuve ; cette maison, construite vers le milieu du XVIII^e siècle, est fort intéressante pour l'étude de la pénétration des styles. Jolies boiseries à lignes Louis XV, rehaussées de quelques motifs de Louis XVI. Encadrements de glaces avec moulures ornementées, retraits en voussures accompagnant la cheminée, plafond à corniches, ferronneries d'un mouvement gracieux, tous ces détails sont bien étudiés et l'on sent que les artisans qui ont effectué ces motifs possédaient bien la maîtrise de leur art.

Sur la façade, un entablement à corniche profonde, une des plus importantes que je connaisse, dit M. Bardié ; enfin une porte intérieure curieuse, car elle possède des dessins Empire. Tout dans cet immeuble est sujet à dissertation. Il est regrettable que les titres de propriété ne donnent aucun renseignement précis, on aurait aimé à connaître le nom de ceux qui ont produit ces œuvres.

Les explications de M. Bardié sont entendues avec un intérêt soutenu et sa note est renvoyée à la Commission des publications.

Ferronneries artistiques : M. Flos montre quelques dessins qu'il a relevés au hasard de la promenade. Une jolie imposte des allées de Tourny, deux autres ferronneries intéressantes, tel est le bilan de ces derniers jours.

L'Assemblée remercie M. Flos de la communication de son travail, dont le fini est réellement remarquable.

Prospectus commerciaux, XVIII^e siècle : M. Charrol soumet deux prospectus de marchands bordelais du XVIII^e siècle.

Ces pièces sont amusantes par la profusion des articles énumérés, l'une est relative aux objets de coutellerie, « clinquail-lerie », ménage, etc. ; l'autre aux draps divers, toiles et étoffes assorties, décrits avec tous les détails possibles.

Ces pièces ont été prêtées par M. Pan, médecin à Sainte-Croix-du-Mont, auquel elles appartiennent. Toutes deux ont d'ailleurs servi de bordereaux pour des marchandises énoncées au dos.

Les remerciements de la Société sont adressés au possesseur.

Élections : L'ordre du jour appelle ensuite le renouvellement des membres du Conseil dont les pouvoirs expirent la première année de leur élection : MM. Amtmann, Bardié, Coudol, Etchart et Nicolaï, membres sortants, sont réélus pour trois ans.

Aucune autre communication n'étant présentée, la séance est levée à 10 h. 25.

Le Secrétaire général,
M. CHARROL.

NÉCROLOGIE

G.-P. DAGRANT

Trésorier honoraire de la Société.

L'année 1915 a vu disparaître un de nos collègues dont le talent et la compétence avaient contribué au développement d'une grande industrie artistique dans le Sud Ouest.

Né à Bordeaux, le 13 septembre 1839, Gustave-Pierre Dagrant montra de bonne heure de grandes aptitudes pour le dessin. Lauréat de l'École des Beaux-Arts de Bayonne, ses goûts le conduisirent bientôt vers cette section de la peinture décorative, le vitrail, qui se prête si bien à des effets séduisants et variés.

Après quelques années passées dans l'atelier de Villiet, il fondait à Bayonne, en 1864, une fabrique de vitraux peints. Onze ans plus tard, l'extension de ses affaires l'obligeait à transporter à Bordeaux le siège de son atelier et, peu de temps après, les commandes affluaient de tous côtés.

Grâce aux qualités de ses travaux, médaillés dans les grandes expositions locales, on lui confiait les verrières d'un grand nombre d'églises de la région, que nous avons pu remarquer au cours de nos promenades, ainsi que celles des cathédrales de Bayonne, Dax,

Bilbao, Vitoria, Port-au-Prince, Lima, Valparaiso, Diamantina, car sa renommée avait été consacrée à l'étranger, enfin les verrières de la basilique de Lujan (Rep. Argentina) obtenaient tous les suffrages (cette église ne contient pas moins de trois cents motifs divers peints sur verre).

Entré dans la Société dès les premières années de sa fondation, M. Dagrant était bientôt chargé, par la confiance de ses collègues, de suppléer M. Domengine, trésorier, et lorsque l'âge trahit l'ardeur de ce dernier, M. Dagrant se consacra tout entier aux fonctions peu récréatives de gestionnaire de nos fonds. Est-il besoin d'ajouter que sa gestion fut un modèle d'exactitude et que, dans de nombreuses circonstances, l'influence de son esprit pondéré et pénétrant sut éviter des expédients qui auraient pu avoir une répercussion fâcheuse sur nos finances ?

Il nous a souvent narré le plaisir qu'il éprouvait à se retrouver au milieu des collègues qui avaient la plus cordiale sympathie pour son caractère droit et la fermeté de ses convictions.

Après la disparition de son épouse, M. Dagrant se retira de la vie publique que, comme tant d'autres, il avait un moment abordée. Ses longs services comme membre du Comité consultatif des Beaux-Arts et du Conseil de perfectionnement de l'École des Beaux-Arts et des Arts décoratifs de Bordeaux, l'avaient fait envoyer à l'Hôtel de Ville comme conseiller municipal, et charger, à plusieurs reprises, de présenter le budget des Beaux-Arts.

C'est à cette époque qu'il demanda la relève de ses fonctions de trésorier; le comité lui adjoignit M. Thomas et, peu après, lui conférait l'honorariat de ce titre. Il fut, à cette occasion, l'objet d'une manifestation de la

part de ses collègues qui lui offrirent une plaquette d'argent commémorant les vingt-cinq années consacrées au développement de la Société.

Cette récompense lui fut très sensible, c'était pour lui une marque précieuse et tangible de l'importance de son labeur et de l'estime de nos associés.

Mais l'âge inexorable était survenu, une cruelle maladie éteignit, sans l'affaiblir, sa forte intelligence; c'était une épreuve de plus qu'il supporta avec sa foi de croyant.

La mort ne le surprit pas; il s'était depuis longtemps préparé à sa visite; comme le bon moissonneur de l'Écriture, il s'éteignit, entouré de l'affection de ses enfants et de ses amis, en règle avec sa foi, satisfait des œuvres qu'il avait accomplies.

GEORGES LAJUS

L'inflexible destin s'est acharné également sur un autre de nos collègues qui aurait pu apporter à la Société un concours précieux et un dévouement sans bornes. M. Georges Lajus était un de ceux sur lesquels nous avions quelque droit de compter.

Nous connaissions M. Lajus de longue date et des relations s'étaient nouées entre nous depuis le temps où l'on édifiait, sur les Quinconces, les bâtiments de l'Exposition maritime internationale de 1907.

Délégué auprès des sections I et III, ces fonctions nous appelaient souvent en consultation auprès du commissariat général, et nous pouvions ainsi constater

un certain... flottement dans ces bureaux où aurait dû régner la méthode la plus rigoureuse.

Mais aussitôt que Georges Lajus fut chargé des études d'architecture, les difficultés s'aplanirent comme par un coup de baguette; les solutions ne furent plus aussi heurtées, les projets furent mieux présentés et, grâce à sa volonté ferme et patiente à la fois, il réalisa la coordination des efforts pour le but commun.

Aussi avions-nous salué avec joie sa participation à notre Société, et l'œuvre du Musée du vieux Bordeaux avait acquis, ce jour-là, un de ses plus fermes défenseurs.

Chargé d'un des services d'architecture à la mairie de Bordeaux, il s'efforça de faire prévaloir les vieilles traditions artistiques des maîtres du XVIII^e siècle et conserver ces belles productions que les architectes de la grande époque avaient semées dans notre cité.

Il les étudiait avec une foi d'apôtre et toute son ambition se bornait à être le fidèle disciple de ces illustres devanciers.

Depuis nombre d'années, il avait rassemblé un certain nombre de bibelots ou souvenirs curieux rappelant les vieux logis de notre ville, et fidèle à son désir maintes fois exprimé, sa sœur, M^{lle} Lajus, a transmis à notre Musée ces épaves d'un cher disparu.

Elles auront pour la Société un double intérêt et si le simple visiteur n'y voit que des spécimens curieux de l'industrie de nos ancêtres, elles rappelleront pour nous le souvenir d'un excellent confrère trop tôt enlevé à l'estime de ses amis.

BIBLIOGRAPHIE

TRAVAUX DE M. L'ABBÉ BREUIL.

A la suite de son intéressante conférence du 12 mars 1915, et pour en conserver un souvenir encore plus durable, nous avons demandé à M. l'abbé Breuil de donner à notre bibliothèque quelques uns de ses nombreux travaux.

Ce dernier, avec une obligeance parfaite, nous a adressé aussitôt toutes les publications dont il pouvait disposer.

La Société tout entière lui exprime ses sentiments de gratitude pour cette libéralité qui enrichit sa section préhistorique de travaux précieux.

Nous engageons fortement nos confrères à consulter ces brochures :

Voici la liste des ouvrages :

L'aurignatien présolutréen, par H. Breuil. Paris, Vigot, 1909, in-8° de 48 pages.

Études de morphologie paléolithique, par H. Breuil. Paris, Alcan, 1911, in-8° de 48 pages.

L'âge des cavernes et roches ornées de France et d'Espagne, par H. Breuil. Paris, Leroux, 1912, in-8° de 42 pages.

Les peintures rupestres du bassin inférieur de l'Èbre. I, De Calapata à Cogul; II, Cogul, par H. Breuil et J. Cabré Aguilo. Paris, Masson, 1909, in-8° de 24 pages.

Les peintures rupestres... III, Albarracin (Teruel), par H. Breuil et J. Cabré Aguilo. Paris, Masson, in-8° de 8 pages.

Les peintures rupestres... IV et V, Alpéra et Ayora, par H. Breuil, P. Serrano-Gomez et J. Cabré Aguilo. Paris, Masson, 1912, in-8° de 32 pages.

Les peintures rupestres... VI, Atapuerca, Tortosilla, Velez Blanco, Sierras Morena et Toledo. Fouilles dans la province

de Santander, par H. Breuil et H. Obermaier. Paris, Masson, 1913, in-8° de 16 pages.

- *Rapports sur les travaux de l'Institut de Paléontologie humaine* (1913). Fouilles du Castillo de Puente-Viesgo, Peintures de Llanez, Riba de Sella, Miranda del Rey. Fouilles en Bavière par H. Breuil et H. Obermaier. Paris, Masson, 1914, in-8° de 38 pages.

Dessins rupestres d'Espagne (note d'ensemble), par H. Breuil, s. l. n. d., in-8° de 2 pages.

L'âge du bronze dans le bassin de Paris, ornements de corps, de vêtements, d'équipement et de harnachement. Paris, Masson, 1907, in-8° de 22 pages.

Remarques sur les divers niveaux archéologiques du gisement de Spy (Belgique), par H. Breuil. Paris, Alcan, 1912, in-8° de 6 pages.

Les subdivisions du paléolithique supérieur et leur signification, par H. Breuil. Genève, 1912, in 8° de 72 pages.

Peintures et gravures préhistoriques dans la grotte du Mas-d'Azil, par le comte Bégouen et H. Breuil. Toulouse, Privat, 1913, in-8° de 8 pages.

Remarques au sujet du squelette recueilli au Moustier, par H. Breuil, s. l. n. d., in-8° de 2 pages.

Observations sur les gravures problématiques trouvées à Rivière (Landes), par H. Breuil. Le Mans, Mounoyer, 1912, in-8° de 8 pages.

Les gravures sur cascade stalagmitique de la grotte de la Mairie à Teyjat, par L. Capitan, H. Breuil, D. Peyrony, P. Bourrinet. Genève, 1912, in-8° de 19 pages.

La Croze à Gontran (Tayac), par L. Capitan, H. Breuil et D. Peyrony. Paris, Alcan, 1914, in-8° de 4 pages.

COMMUNICATIONS DIVERSES

LES ARTS ANCIENS ET MODERNES

UN MUSÉE A BORDEAUX

Par **M. Georges BOUCHON.**

Le Comité régional des Arts appliqués, dont Bordeaux est le centre, ayant demandé à ses membres de vouloir bien exposer leurs idées personnelles sur l'ensemble des questions soumises à leur examen, M. Georges Bouchon, rapporteur de la Commission de « Propagande, Musées et Expositions » de ce Comité, a présenté les observations que nous publions ci-après. Ainsi que l'a spécifié leur auteur, elles ne constituent qu'une esquisse et non une étude sur un sujet qui, pour être traité à fond, exigerait un gros volume.

Le Comité régional a cependant jugé que ce rapide aperçu présentait un réel intérêt, car, dans sa séance du 7 avril 1916 il l'a adopté à l'unanimité et l'a fait sien.

La Société Archéologique, dont plusieurs membres font partie de ce Comité, ayant demandé à M. Georges Bouchon de lui communiquer ces notes, notre collègue lui en a donné connaissance dans sa réunion du 6 juin 1916.

La Société Archéologique, constatant qu'elles répondent aux sentiments maintes fois exprimés par elle et estimant qu'elles

rentrent dans le cadre de ses travaux, en a décidé la publication. En voici le texte intégral :

« La réorganisation et la rénovation de l'Art industriel ou des Arts appliqués à l'industrie n'est pas une question nouvelle : il y a longtemps qu'elle est à l'ordre du jour et que tous ceux que préoccupe l'avenir de nos industries d'Art, c'est-à-dire le maintien de notre richesse nationale, recherchent les moyens de conserver, en la développant, la suprématie artistique de la France. On ne saurait, en effet, oublier que, durant des siècles, notre pays a dirigé, avec une maîtrise incontestée, le mouvement artistique du monde entier.

» Sans remonter trop haut, nous nous bornerons à rappeler que le Gouvernement, ému de la situation de nos industries et de l'apport sans cesse croissant des productions étrangères, confiait, il y a un peu plus de vingt ans, à un de nos amis, critique d'art, M. Marius Vachon, la mission d'étudier, dans toute l'Europe, l'organisation des institutions créées en vue du développement des industries d'Art. Comme suite à cet important labeur, le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts chargeait, en 1896, M. Marius Vachon de visiter les grands centres d'industries d'Art des départements et de se renseigner sur la situation de ces industries, leur fonctionnement et surtout sur l'organisation des institutions d'enseignement artistique et technique en France.

» M. Marius Vachon se mit à l'œuvre et, en 1897, il publiait, dans un volumineux rapport, les résultats de sa très consciencieuse enquête.

» Nous ajouterons que dans la séance du Comité consultatif des Beaux-Arts de la ville de Bordeaux en date du 5 mars 1898, ce rapport fut examiné et loué avec,

cependant, quelques réserves unanimement approuvées.

» Tout récemment enfin, au mois de février dernier (1), M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie enquêtait, de son côté, sur les métiers et les industries du commerce de Bordeaux relevant de l'Art appliqué.

» Dans ces travaux antérieurs — et certainement nous ne les citons pas tous — on trouvera une ample moisson de documents. Ils pourront aider au travail qui nous incombe et aux nouvelles enquêtes qui en seront les préliminaires indispensables.

. . .

» La disparition ou l'amoindrissement, au point de vue de l'importance et de la valeur artistique, de certaines de nos industries tient, croyons nous, à des causes multiples.

» La transformation des conditions économiques par suite des facilités survenues dans les moyens de communication; la substitution, dans une foule d'industries, de la machine à la main de l'ouvrier ou de l'ouvrière; la centralisation à outrance qui était en honneur durant tout le xix^e siècle et qui semble être encore aujourd'hui une des bases regrettables — à notre sentiment — de nos institutions; l'envahissement de nos marchés français par la camelote étrangère et surtout allemande; les trusts; la crise de l'apprentissage; la préoccupation des parents de voir l'enfant, fût-ce dans un métier de manœuvre, apporter, le plus rapidement possible, sa contribution aux dépenses du ménage; le goût du bibelot ancien qui, dans beaucoup de familles

(1) Secrétariat de la Chambre de commerce.

fortunées, s'est transformé en snobisme et en mauvais goût et a donné naissance à ces innombrables industries de faux arts industriels qui inondent les bazars et les magasins de modernes antiquités, grotesques imitations vendues très cher, d'où la dépravation du sentiment de l'art vrai et l'annihilation des efforts créateurs des véritables artistes, paraissent être les principaux facteurs de cette décadence — relative, empressons-nous d'ajouter.

» Il est peut-être aussi un autre agent encore plus dangereux : le drainage, par certaines institutions financières, de la fortune de la France qu'elles vont porter à l'étranger pour y créer des établissements destinés à nous faire concurrence ; à forger des armes contre nous. C'est le mirage chatoyant et trompeur de forts intérêts, ce sont les grosses opérations, excellentes pour ceux qui les lancent, mais souvent désastreuses pour les infortunés naïfs qui s'y laissent prendre, qui, maintes fois, ont détourné les fonds français de nos industries. Et, durant ce temps, tout autour de nous, chez nous même, des étrangers, grâce à des organisations particulières, à des encouragements et à des appuis de toutes sortes, fondaient des établissements rivaux qui menaçaient d'étouffer notre essor.

» A ces divers points de vue, le gouvernement a donc sa part de responsabilité dans cette question. Il y a tout un ensemble de mesures à prendre dont l'initiative lui incombe en grande partie.

» En s'y intéressant d'une façon directe, le gouvernement ne fera, du reste, que suivre la voie tracée très logiquement par les régimes précédents dans des règlements qui n'avaient rien de politique.

» Citer tous les actes publiés à ce sujet est inutile. Qu'il nous suffise de signaler :

» 1° Que dans l'Édit de mai 1691, concernant les Arts et Métiers, il était rappelé que « les marchands et les artisans sont une partie considérable de l'État et qu'il n'y a point de sujet, de quelque qualité qu'il soit, qui n'ait intérêt à la fidélité du commerce et à la qualité des ouvrages auxquels les artisans travaillent ».

» 2° Que des Édits de 1581, 1583, 1597, etc., prescrivait le temps des apprentissages, la forme et la qualité des chefs-d'œuvre, les formalités de la réception des maîtres, etc.

» Sans prétendre proposer le retour absolu à cette réglementation, on y trouverait peut-être quelques indications utiles, notamment en ce qui concerne l'apprentissage.

. . .

» A la base de toute industrie d'Art, quelle qu'elle soit, le dessin doit tenir, nous ne dirons pas une des principales, mais la première place. Sans le dessin, sans cette étude primordiale, un ouvrier d'art, quelque bien doué qu'il soit, ne sera jamais qu'un praticien de second plan. Il importe donc d'envisager, tout d'abord, l'organisation de cet enseignement auquel s'ajoutera, bien entendu, celui des diverses sections de la géométrie, de la perspective, du dessin linéaire, etc.

» A Bordeaux, c'est chose facile : nous avons la bonne fortune de posséder une École municipale des Beaux-Arts dont les succès ne se comptent plus, dans laquelle l'Art pur s'épanouit à côté de l'Art industriel, car nombreux sont les directeurs ou les chefs de travaux d'établissements d'Art industriel qui ont fait leur éducation à l'École de Bordeaux. De très légères modifications dans son organisation, le développement de ses cours de dessin et de modelage, l'adaptation — si la

nécessité s'en imposait — de certaines de ses sections d'enseignement à la préparation d'ouvriers d'art pour des industries nouvelles, permettraient, sans porter atteinte à son œuvre dont la valeur s'est si souvent affirmée, de développer son importance et d'aiguiller, vers diverses industries où ils auraient un avenir assuré, les jeunes gens qui, il importe de le spécifier, avant leur admission à l'École des Beaux-Arts, devraient avoir reçu dans les écoles primaires élémentaires et supérieures de sérieuses notions de dessin.

» L'École des Beaux-Arts, aussi bien pour les garçons que pour les jeunes filles, doit être, en effet, considérée comme une institution d'enseignement secondaire dans laquelle, à notre sentiment, on ne devrait être admis qu'après concours ou examens sérieux.

. . .

» Cet enseignement donné, cette instruction artistique première acquise, l'œuvre de l'école, pour ce qui est de l'Art industriel, est achevée : celle du patron va commencer. Ce n'est que dans l'atelier, qui, selon les professions, a ses usages particuliers, à côté du maître qui le surveillera, aidera et conseillera ses initiatives, sera son patron et, autant que possible, son professeur — tout en lui laissant la liberté de suivre, en dehors des heures de travail à l'atelier, les cours qui pourront développer son instruction artistique et professionnelle — que le futur ouvrier d'art se formera réellement et sera à même de devenir à son tour un créateur.

» C'est l'apprentissage chez des maîtres habiles qui, aux siècles passés, a fait la grandeur artistique de Bordeaux.

» Nous ne savons, en effet, comment a pu se répandre

cette légende que Bordeaux est bien une cité commerçante, mais qu'elle n'est pas une ville artistique

» Certainement celui qui l'a créée n'était jamais venu à Bordeaux. Il suffit de parcourir nos voies, de regarder et de vouloir voir pour se rendre compte que la ville de Bordeaux est, par elle-même, un musée vivant pour l'architecte, le serrurier d'art, le sculpteur... Et, si l'on pénètre dans nos vieux logis, leur agencement, leurs menuiseries, leurs rampes, leurs peintures, leurs boiserie sculptées, leurs cheminées, leurs planchers de marqueterie... démontrent que, dans toutes ses branches, l'Art industriel bordelais pouvait victorieusement rivaliser jadis avec celui répandu dans le monde entier.

» A Bordeaux, il est un art qui n'a jamais décliné, qui compte toujours des protagonistes d'un réel talent : c'est l'architecture. Nous en trouvons la raison dans ce fait que, tandis que la tradition se maintient chez les architectes, l'élève n'a qu'à porter ses regards autour de lui pour se former et s'inspirer. Ce sont ses yeux qui, souvent, lui ont dicté sa vocation; ce sont ses yeux qui dirigeront ses pas dans la voie qu'ils lui ont tracée.

. . .

» Et, ainsi, nous arrivons à la question non moins urgente de la création à Bordeaux d'un musée permanent, antique, moderne, industriel, digne d'une grande ville. Les travaux du passé et ceux de l'époque actuelle, les modèles de toutes sortes qu'ont exécutés nos grands ferronniers, nos serruriers, nos sculpteurs, nos menuisiers, nos bahutiers, nos ébénistes, nos tapissiers, nos peintres décorateurs, nos marbriers, nos orfèvres, nos joailliers, nos bijoutiers, nos luthiers, nos fabricants de porcelaines ou de faïences, nos potiers, nos émail-

leurs, nos graveurs, nos ciseleurs, etc., etc., doivent constituer un ensemble que nous estimons indispensable à nos futurs ouvriers d'art. Nous ajouterons même que si, depuis plusieurs années, l'Art industriel, en dehors de quelques ateliers dirigés par des artistes, semble périliter à Bordeaux, une des raisons — qui vient s'ajouter à celles énumérées plus haut — de cet état de choses réside dans l'absence de musée. On oublie ce que l'on ne voit plus, et c'est ainsi que parents et enfants se sont désintéressés de nos Arts industriels.

» Depuis trente ans, toutes les municipalités, sans exception, ont reconnu la nécessité d'un musée. Dix fois cependant des occasions se sont présentées permettant d'en installer un dans des conditions avantageuses et chaque fois on a renvoyé à plus tard la réalisation du projet que certains esprits considéraient comme un objet de luxe.

» Quelle erreur!

» Les musées servent bien plus à l'éducation et à l'instruction du peuple qui travaille, du modeste ouvrier, de l'enfant qui cherche à savoir, que de l'homme riche, habitué à vivre au milieu d'objets de valeur.

» Et, pendant qu'on renvoie sans cesse au lendemain une création qui s'impose chaque jour plus instante et plus urgente, nos modèles sont enlevés par l'étranger; les collections bordelaises s'éparpillent au loin et les collectionneurs, constatant qu'il n'existe pas de musée, ne lèguent rien ou presque rien à Bordeaux qui perd ainsi sa fortune artistique.

» A Bordeaux, la municipalité paraît toute disposée à seconder les efforts qui seront tentés en vue de la création de ce musée. Nous estimons que c'est à elle et au Gouvernement que doit revenir l'initiative de cette institution indispensable aux industries d'Art.

* *

» Nous avons signalé tout à l'heure la contribution considérable que peut apporter, à la réorganisation de nos Arts industriels, notre École municipale des Beaux-Arts. Mais, à côté de cette école, il convient de citer d'autres établissements ou groupements dont l'œuvre artistique et industrielle n'est pas moins intéressante : les cours d'adultes de la Société Philomathique, œuvre aussi belle que féconde; l'École d'Art appliqué de notre distingué collègue, M. Hamm; les Écoles municipales de Commerce et d'Industrie; l'École professionnelle de la rue d'Alzon patronnée par les Unions syndicalistes; le Syndicat de l'Ameublement et des industries qui s'y rattachent; enfin les très utiles œuvres municipale et départementale des Bourses d'apprentissage.

» Toutes, en somme, tendent au même but. Il importerait peut-être que tous ces efforts isolés fussent coordonnés afin de leur permettre de produire le maximum de résultats.

* *

» Est-ce à dire qu'il sera possible de restituer à Bordeaux toute sa prospérité artistique d'antan et d'y reconstituer tous les métiers d'Art dont elle était jadis fière, sans préjudice, bien entendu, de l'installation d'ateliers industriels nouveaux?

» Ce sera peut-être difficile. Dans tous les cas, notre devoir est de mettre toute notre âme à la réalisation de ce projet.

» Actuellement, les industries d'Art qui fleurissent encore chez nous et à la tête desquelles on pourrait trouver quelques maîtres compétents sont — nous ne parlons pas de l'architecture — la sculpture ornemen-

tale, la peinture décorative, les vitraux d'art, l'émail-
lage, la mosaïque, les bronzes d'art, la ferronnerie et
la serrurerie, la gravure et la ciselure, l'industrie du
meuble (ébénisterie, sculpture, tapisserie, tentures),
l'imprimerie, la lithographie, la tournure et la tablet-
terie en bois (ébène, ivoire et corne), la reliure, la
joaillerie et la bijouterie dont l'importance est encore
grande; enfin l'orfèvrerie et la lutherie quelque peu
déchues de leur antique splendeur.

» La céramique, qui a produit à Bordeaux des travaux
magnifiques, n'existe pour ainsi dire plus : un trust a
fait disparaître la grande fabrique qui datait de près
d'un siècle; de petits ateliers travaillent cependant
toujours. Quelques artistes céramistes font encore des
œuvres d'art, mais ce n'est pas de l'industrie propre-
ment dite. La verrerie est confinée dans la fabrication
des bouteilles. L'imprimerie en taille-douce est bien
modeste. Les papiers peints, l'impression sur étoffes
n'ont plus, croyons-nous, d'ateliers à Bordeaux. Quant
aux « maîtres Pintiers et Etainiers », aux ouvriers en
« draps d'or, d'argent et de soie » et à nombre d'autres
industriels qui eurent leur heure de célébrité, on les
chercherait sans doute en vain dans notre ville.

» En résumé, les industries d'Art déclinent chaque
jour en province. Il est encore temps de réagir, car
le noyau d'artistes habiles, de professeurs qui s'y
trouvent, peuvent reconstituer la pléiade d'ouvriers
susceptibles de concurrencer victorieusement l'envahis-
sment étranger.

» Un dernier vœu : que l'administration ne s'attache
pas à former les nouvelles institutions dans un moule
unique, le moule officiel. Il faut laisser à chaque région
son autonomie, son génie particulier. C'est cette diver-
sité dans l'utilisation de la matière, dans la conception

de la forme qui pourra régénérer nos industries et nos arts ».

G. BOUCHON.

Bordeaux, 7 avri 1916.

Comme suite à l'exposé que nous venons de publier, M. Georges Bouchon, en sa qualité de rapporteur, fut chargé par la Commission de « Propagande, Musées et Expositions » de rédiger et de présenter un vœu réclamant la création à Bordeaux d'un « Musée local et régional d'art, ancien et moderne, appliqué à l'industrie ».

Ce vœu, adopté d'abord le 13 décembre 1916 par cette Commission et ensuite par le Comité régional des Arts appliqués dans sa séance plénière du 15 mars 1917, complète et précise le document que nous venons de reproduire. Il est ainsi conçu :

« Considérant que, dans l'établissement de tout projet de réorganisation, de rénovation ou de développement des Arts appliqués en France, il importe d'abord de se préoccuper de former le goût des jeunes générations et de fournir des modèles à l'ouvrier qui veut se perfectionner dans son industrie ou dans son art;

» Considérant que c'est par les impressions ressenties dès la prime jeunesse, par les germes artistiques que la vision a jetés dans l'esprit et dans le cœur de l'enfant, que sont suscitées les vocations et qu'est répandue la semence féconde qui prépare sans cesse de nouvelles générations pour l'Art et l'Industrie;

» Considérant que cette vulgarisation, cet enseignement par les yeux ne doivent pas être cantonnés dans l'exposition des seuls spécimens des produits de l'industrie, mais doivent comprendre les productions de l'art qui, sous toutes ses formes, concourt à l'éducation du goût;

» Considérant qu'il est utile que l'élève et l'ouvrier puissent suivre l'évolution de nos industries, et qu'à côté d'une exposition permanente, une exposition constamment renouvelée des travaux actuels de nos meilleurs artisans, de nos grands industriels, des syndicats, constituerait des leçons de choses qui, tout en étant une cause d'émulation féconde, seraient fructueuses pour l'élève, l'apprenti, l'ouvrier et le fabricant ;

» Considérant que la Ville de Bordeaux possède déjà un magnifique ensemble d'objets artistiques anciens et des spécimens remarquables d'arts industriels locaux, régionaux, français et étrangers ;

» Considérant — tout en rendant hommage aux efforts faits par la Municipalité de Bordeaux pour installer convenablement ces collections — qu'elles sont à peu près complètement ignorées du public et surtout des ouvriers d'art ; que l'absence de locaux suffisants écarte les donateurs et constitue, pour la richesse artistique de Bordeaux et de la région, des pertes irréparables, une foule d'objets allant se disperser à l'étranger ;

» Considérant qu'il y a urgence à combler cette regrettable lacune ;

» Considérant que l'État, le département de la Gironde et la Ville de Bordeaux ont reconnu cette urgence en faisant spécifier, dans un décret⁽¹⁾ autorisant un échange

(1) Voici le texte de ce décret :

Le Président de la République Française, Sur le rapport du ministre de l'Intérieur, Vu : la délibération du Conseil de la Gironde en date du 22 avril 1909 ; la délibération du Conseil municipal de Bordeaux en date du 27 avril 1909 ; le plan des lieux ; l'avis du Préfet ; le dossier de l'enquête ; Ensemble les pièces de l'affaire ; Vu l'ordonnance du 18 février 1834, les lois des 3 mai 1841 et 10 août 1871, Décrète :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré d'utilité publique l'échange de l'immeuble départemental de la rue du Palais-de-Justice, à Bordeaux (Caserne centrale de gendarmerie)... avec la partie de l'immeuble de la rue Judaïque

d'immeubles entre la ville et le département, qu'un de ces immeubles sera obligatoirement affecté à un **Musée**; que ces collectivités sont donc intéressées à la réalisation des projets soumis par le gouvernement à l'étude des Comités régionaux;

» Considérant que la Chambre de commerce de Bordeaux, qui prête déjà son généreux et utile concours à des œuvres d'enseignement, est également intéressée au développement de nos industries d'arts appliqués et qu'il importe de faire aussi appel aux départements de la région groupée autour de Bordeaux, dont les patriotiques efforts tendent vers le même but;

» Considérant que, dans les circonstances actuelles, et étant donnée la situation budgétaire de la Ville de Bordeaux, on ne saurait songer à lui demander d'édifier un monument important et dispendieux ou d'assumer, seule, tous les frais pouvant résulter de la nouvelle institution « régionale »;

» Considérant que, si la Ville ne pouvait utiliser, pour cet objet, un des immeubles qu'elle possède, et notamment celui affecté déjà à un musée par le décret précité, on trouverait certainement à louer à Bordeaux — avec clause d'achat facultatif après un certain nombre d'années — un vieil et vaste hôtel dans lequel pourraient être installées les collections que possède la

(ancienne usine à gaz et propriété de la Ville de Bordeaux) désigné au plan ci-annexé n° 3 par une teinte verte... Ledit échange intervenu entre le Département de la Gironde et la Ville de Bordeaux, en vue de l'installation d'une caserne de gendarmerie et d'un **Musée**.

ART. 2. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 23 septembre 1909. Signé : A. FALLIÈRES. — Par le Président de la République, le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes. Signé : A. BRIAND.

ville et réservées des salles pour les apports nouveaux, les expositions des syndicats et des industriels aussi bien de Bordeaux que de la région et les expositions circulantes... ;

» Émet à l'unanimité le vœu qu'une entente intervienne le plus tôt possible entre l'État, la Ville de Bordeaux, le Département de la Gironde, la Chambre de commerce de Bordeaux et les départements de la région comprise dans le Comité de Bordeaux (Basses-Pyrénées, Landes et Lot-et-Garonne) en vue de la recherche des voies et moyens propres à créer à Bordeaux, dans les conditions précitées, un **MUSÉE LOCAL ET RÉGIONAL D'ART ET D'ARTS APPLIQUÉS ANCIENS ET MODERNES** ».

Opinion de la Société Archéologique.

La Société Archéologique donne, aux conclusions ci-dessus, son entière adhésion et déclare n'avoir à modifier en quoi que ce soit sa manière de voir et ses intentions, malgré la décision que le Conseil municipal a prise le 10 août 1917, à savoir que : une partie de la galerie du Musée de Peinture consacrée aux œuvres anciennes serait désaffectée ; qu'une exposition mixte comprenant les objets les plus intéressants du Musée Carreire — meubles, armes, faïences, etc., — y serait organisée ; que l'entrée gratuite des Musées serait supprimée, sauf pour le dimanche ; qu'enfin un crédit de *quinze mille francs* serait ouvert pour les dépenses prévues...

Comme on l'a fait justement observer, c'est sortir du provisoire pour toujours retomber dans le provisoire, et malgré les raisons plus ou moins spécieuses qu'il invoque, le Conseil municipal (disons la majorité du Conseil municipal), ne peut pas rendre caduc le décret du 23 septembre 1909, ni affranchir la ville de Bordeaux de l'engagement pris par elle de

créer un Musée sur l'emplacement rétrocédé par l'État en échange d'autres terrains.

Le texte du décret est formel et il n'y a pas d'équivoque possible.

Lors de cette même séance du 10 août 1917, M. le Maire a affirmé « que le projet de l'Administration avait l'approbation de toutes les compétences et que les visiteurs afflueraient vers nos collections enfin abritées dans un cadre » digne d'elles où ceux qui ont l'intention de les enrichir » n'hésiteront plus à envoyer leurs précieux legs » (*sic*) !

Pour qui se souvient du passé et envisage froidement les choses, il n'est pas douteux, au contraire, que le morcellement, l'écémage de nos collections, que le remisage au grenier d'un certain nombre de tableaux ayant cessé de plaire, etc., décourageront plus que jamais les donateurs (nous en avons eu récemment les preuves) et que, loin d'être enrayé, l'exode de nos richesses artistiques en sera plutôt encouragé, pour le plus grand profit des antiquaires !

C'est donc le cas de répéter : *Caveant consules* !

En conséquence, la Société Archéologique appuie énergiquement le vœu exprimé à l'unanimité par le Comité régional compétent : « Qu'un Musée régional d'art et d'arts appliqués, » anciens et modernes, soit, à bref délai et même provisoirement, installé dans un local spécial, ainsi que cela a été indiqué plus haut ».

Au cours d'une audience que M. le Préfet de la Gironde a bien voulu accorder le 8 juin au bureau de la Société Archéologique, celui-ci a signalé au représentant du Gouvernement, comme un des immeubles dont les dispositions générales se prêtent le mieux à l'installation d'un Musée, l'hôtel Dalléas, propriété de la Ville, rue Bouffard. Les services de la police et la prison municipale, qui occupent cet hôtel, pourraient être transférés rue du Palais-de-Justice, à l'ancienne Gendar-

merie contiguë à la Prison départementale et à proximité de l'Hôtel de Ville. Ce transfert, outre qu'il serait des plus logiques, permettrait, par une simple permutation, de donner satisfaction au décret du 23 septembre 1909.

Toutefois, nous croyons savoir qu'un des principaux arguments soulevés par la Municipalité bordelaise contre le choix de l'Hôtel Dalléas proposé par la Société Archéologique ainsi que par la section compétente du Comité régional, serait l'exiguïté et l'insuffisance de cet édifice.

Nous ne craignons pas d'affirmer le contraire et nous demandons, en conséquence, à Monsieur le Maire de vouloir bien réunir une Commission extra-municipale dont feront cependant partie le Maire, l'adjoint aux Beaux-Arts et l'adjoint aux Travaux publics (2^e section), Commission qui sera chargée de visiter l'Hôtel Dalléas et ses dépendances, permettant ainsi de se rendre un compte exact de la disposition des locaux, de leur superficie et des modifications qu'il serait nécessaire d'y apporter pour y installer le Musée d'Art ancien et le futur Musée régional d'Art industriel et d'Arts appliqués.

UN MUSÉE D'ART ANCIEN A BORDEAUX

Rapport présenté à la Société Archéologique par P. FOURCHÉ

Vous savez déjà, Messieurs, par l'intéressant rapport dont notre confrère M. Bouchon a bien voulu, il y a quelque temps, nous donner connaissance, que le Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts a institué un certain nombre de Comités régionaux avec mission de rechercher quelles mesures il conviendrait de prendre à l'avenir pour la défense et la sauvegarde, plus efficaces que par le passé, non seulement de notre art national mais encore, et surtout, de nos industries artistiques qui comprennent ce que nous désignons usuellement sous ces noms : « Arts décoratifs et Arts appliqués ».

Un de ces Comités régionaux a son siège à Bordeaux, et, parmi ses membres, compte plusieurs de nos sociétaires. Lors des dernières réunions de la section de ce Comité qui a dans ses attributions l'étude des moyens de propagande en France et à l'étranger, on s'est longuement occupé de la question importante des musées circulants comme en Angleterre, et des musées spéciaux.

Il m'a paru que cela tombait à merveille et donnait un regain sérieux d'actualité à une question traitée bien des fois depuis près de vingt ans par la Société Archéologique et portée par elle devant toutes les municipalités qui se sont succédé à l'Hôtel de Ville : je veux parler du Musée d'Art ancien et, par extension, d'Art industriel.

Dix fois promis, mais toujours renvoyé aux calendes,

ce Musée fut, en 1900, le sujet d'une remarquable conférence restée dans tous les souvenirs.

Puisque le Ministère, au point de vue où il se place, recommande la création des Musées régionaux d'Art appliqué, puisque le Comité central technique lui-même reconnaît « que parmi les Musées d'Art ancien existant en province, beaucoup contiennent des objets susceptibles de réveiller l'inspiration des industriels et des artistes locaux », ne vous semble-t-il pas, Messieurs, que le moment est venu, pour nous, de recommencer notre campagne en faveur d'un Musée d'Art ancien dans notre ville et, pour cela, de recourir au bienveillant concours de la presse locale, toujours prête — il faut le reconnaître — à seconder nos efforts.

Nous en avons d'autant mieux le devoir, qu'une révélation, un peu gênante pour les intéressés, nous a appris que, par un décret soigneusement tenu sous le manteau pendant plus de deux ans, l'État avait échangé avec la Ville de Bordeaux le très important groupe de constructions composant l'ancienne Gendarmerie Nationale, rue du Palais-de-Justice, à la condition expresse d'y installer un Musée !

En acceptant l'échange et la clause qui le motive de façon si catégorique, la Ville de Bordeaux a pris l'engagement formel, quoique moral, de se conformer à la volonté de l'État ; néanmoins, elle allègue déjà et continuera sans doute d'alléguer, comme motifs dilatoires, que par suite des exigences de la guerre, de la difficulté des temps, de la désorganisation des services, des besoins momentanés, etc., elle s'est vue dans l'obligation d'utiliser autrement ces immeubles.

A ces assertions dont nous ne pouvons contrôler le bien fondé, nous répondrons en nous faisant les interprètes d'une proposition formulée lors d'une des dernières

séances du Comité régional : que la Ville de Bordeaux, avec l'assentiment de l'État, s'engage formellement à échanger l'ancienne Gendarmerie contre un autre immeuble plus et mieux susceptible d'être affecté à l'installation d'un musée, et la difficulté sera levée.

Or cet autre immeuble, propriété de la Ville, est tout indiqué ; c'est l'Hôtel Dalléas, ancien hôtel De la Lande, élégante construction de la fin du XVIII^e siècle, où fonctionnent actuellement les services de la police municipale.

De l'avis général, ces services, qui n'ont pas besoin d'être luxueusement logés, pourraient être sans inconvénient et beaucoup plus utilement même transférés dans les locaux de l'ex-Gendarmerie, lesquels, par leur situation et leurs atténuances, sont comme une dépendance naturelle du Palais de Justice et de la Prison.

A l'Hôtel Dalléas, nous disent les personnes qui en connaissent les atouts, il y aurait peu de chose à faire pour y installer à souhait le musée en question. Quelques modifications intérieures sans grande importance : cloisons à abattre, portes à supprimer, peintures à rafraîchir... ? Des boiseries de bon style décorent déjà certaines pièces ; derrière l'hôtel s'étend un grand jardin qui donnerait aux salles d'exposition le jour et l'air indispensables ; de plus, l'édifice se trouve isolé de tous côtés, situation qui exclut toute cause d'incendie par contiguïté ; enfin, considération qui n'est pas à dédaigner, la Ville économiserait de ce chef la location coûteuse d'un hôtel particulier, location dont on a déjà sérieusement envisagé l'opportunité.

Ce projet si simple, si rationnel, si pratique sera-t-il accepté et réalisé ? Hélas, il est à craindre que ce soit précisément cela qui le fasse échouer !

Toutes les fois qu'à Bordeaux il s'est agi de l'orga-

nisation définitive du Musée d'Art ancien, on dirait que la Fée Guignon est intervenue et a mis son veto.

Quelques faits, rigoureusement exacts, vous donneront, Messieurs, la preuve de ce que j'avance.

En juillet 1899, une commission nommée par notre Société présentait au Maire une requête tendant à la création d'un Musée général d'archéologie dans le vaste emplacement de l'École de dressage, rue Judaïque. Le maire, M. Cousteau, accueillit nos délégués avec une cordialité parfaite, promettant d'étudier avec soin la question et, en attendant, d'examiner avec la commission municipale la possibilité de louer un hôtel particulier pour y installer les « collections enfouies depuis trop longtemps dans des caisses » ! Puis les choses en restèrent là.

Au mois de janvier de l'année 1900, un vaste et vieil hôtel—l'Hôtel Mennesson—à proximité de la rue Sainte-Catherine et de la place Saint-Projet allait être mis en vente au tribunal.

Après avoir, par deux fois, visité l'immeuble et pris l'avis de gens compétents, un Bordelais, ami des Arts, conçut le projet d'acheter l'hôtel, de le modifier intérieurement et de l'aménager en vue d'y installer à demeure les collections municipales d'armes et objets anciens et, plus tard, un Musée d'Art industriel.

Avec sa grande cour entourée de trois corps de logis, le local se prêtait on ne peut mieux à cette combinaison. Une donation en règle aurait été faite à la Ville de Bordeaux moyennant une redevance annuelle et viagère à établir.

L'adjoint aux Beaux-Arts et le maire lui-même acceptèrent avec empressement cette proposition, mais le mauvais vouloir de l'adjoint aux Travaux publics et son absence calculée au moment décisif firent échouer le

projet. MM. de Mensignac et Coudol, entr'autres, peuvent certifier le fait corroboré d'ailleurs par la correspondance échangée.

Dois-je maintenant rappeler les singuliers motifs pour lesquels nos richesses en Art ancien furent exilées au château Carreire à titre soi disant temporaire et provisoire? On pourrait, en vérité, croire à une gasconnade, si les témoins de la mémorable entrevue que la députation de notre Société eut avec le maire, le docteur Lande, ne se trouvaient pas encore parmi nous !

Vint la séparation des Églises et de l'État.

En vertu des lois et décrets, l'élégant hôtel occupé par l'Archevêché, rue Vital-Carles, devenait disponible et pouvait passer en d'autres mains.

La Société Archéologique songea aussitôt à le faire acheter par la Ville qui pourrait enfin y loger le Musée d'Art ancien.

Plusieurs démarches furent faites dans ce sens, chaudement appuyées par de très nombreux syndicats ou groupements divers. Le cardinal Lecot, sollicité de son côté par une députation spéciale, répondit que si son ancienne résidence devait être affectée à un musée, comme on le lui affirmait, il ne créerait pas de difficultés et ne ferait aucune protestation.

Vous savez, Messieurs, ce qui s'est passé et comment une diplomatie féminine, mettant en jeu de notables et notoires influences, finit par emporter la place, malgré l'intérêt public et les vœux de toute une grande cité.

Une autre conséquence des lois de séparation fut, après un long et retentissant procès, la mise en vente du vaste et magnifique domaine occupé par le collège Saint-Joseph de Tivoli. En dehors des bâtiments scolaires, ce domaine comprenait une remarquable construction édifiée à la fin du XVIII^e siècle pour les frères

Labottière, par l'architecte bordelais Etienne Laclotte.

Notre Société ne perdit pas de vue cette nouvelle et excellente occasion de voir se réaliser un rêve si longtemps caressé ; à cet effet, elle nomma une commission chargée de visiter la villa Labottière et d'examiner si, le cas échéant, il serait possible d'installer dans ce joli cadre les collections municipales d'Art ancien, entreposées — toujours à titre provisoire — au château Carrière.

A la suite du rapport qui fut rédigé et que détiennent nos archives, une députation de nos sociétaires se rendit auprès du maire, M. Bouche, pour lui faire part des vœux émis par la Société.

Les membres de cette députation — dont je vois ici quelques-uns, se souviendront longtemps de l'accueil qui leur fut réservé. Ils se trouvèrent, en effet, en présence d'un homme à idées très arrêtées, ayant son siège tout fait, et bien décidé d'avance à ne pas se laisser circonvenir. Aussi les objections ne manquèrent-elles pas, toutes plus discutables les unes que les autres, enguirlandées cependant d'assurances sympathiques à l'égard de la Société, de regrets, de tirades sur l'art, etc., puis vint la communication d'un extraordinaire contre-projet — la grande pensée du règne — édifiant un musée au Jardin-Public, à la place des serres qu'on aurait remisées qui sait où ?.. Quant à l'achat Labottière, inutile d'y songer !

Tout récemment encore, notre Président et les membres du bureau reçurent-ils meilleures et plus consolantes paroles du maire actuel qu'ils entretenaient de notre vif et constant désir de voir la Municipalité prendre sérieusement en mains la cause du Musée d'Art ancien, et rendre droit de cité aux artistiques et rares objets qui se morfondent dans les parages éloignés d'un faubourg suburbain ?

La réponse, vous vous en doutez, fut encore et toujours la même : « finances obérées, pas d'argent ! »

Notre premier magistrat voulut bien, toutefois, en tempérer la rigueur, en faisant luire à nos yeux cette attrayante perspective que, dans vingt ans, ou à peu près, la désaffectation de l'hôpital Saint-André permettrait la réunion dans un même et grandiose édifice de tous les musées municipaux.

.

Ces déceptions doivent-elles nous décourager ? Non, ce qui nous reconforte, au contraire, et nous engage à redoubler d'activité en persévérant dans notre louable entreprise, c'est l'appui que nous apporte la parole autorisée de M. Marius Vachon : ceux des Bordelais qui ont pu lire, dans un de nos grands journaux quotidiens, les pages, si documentées et si pleines d'arguments, que notre éminent ami et confrère a consacrées aux Comités régionaux et aux Musées d'Art industriel, ne pourront que nous donner leur concours et se mettre à nos côtés quand le moment sera venu.

Je suis donc absolument d'avis — et j'espère que vous ne me désavouerez pas — qu'il convient de profiter du mouvement créé, d'une part par les instructions ministérielles de 1916 et de l'autre par l'action de notre Comité régional, pour faire revenir à l'ordre du jour la question du Musée d'Art ancien, en insistant tout particulièrement sur cette considération que ce musée et le Musée régional projeté peuvent très bien exister simultanément et progresser côte à côte ; que, loin de se nuire, ils se compléteront l'un par l'autre, concourant tous les deux à la conquête du but poursuivi qui est le relèvement et le développement de nos industries artistiques locales et provinciales.

Avril 1917.

A la suite de ce rapport et comme conclusion, la Société Archéologique a adopté le vœu suivant qui a été adressé à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts :

Bordeaux, 25 avril 1917

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Société Archéologique de Bordeaux, réunie en séance le 13 avril courant, après avoir entendu le rapport présenté par un de ses membres sur l'installation nécessaire d'un Musée d'Art ancien à Bordeaux ;

Considérant que, depuis l'année 1899, toutes les démarches tentées par elle auprès des diverses municipalités qui ont siégé à l'Hôtel de Ville, tous les vœux successivement émis avec l'appui de sociétés savantes et d'environ soixante-cinq syndicats ou groupements professionnels, sont demeurés sans résultats ;

Que, par un décret remontant à huit ans déjà, l'État a autorisé l'échange, entre la ville de Bordeaux et le département de la Gironde, d'un terrain municipal (partie de l'ancienne Usine à Gaz, rue Judaïque) avec le très important groupe des bâtiments de l'ancienne Gendarmerie, à la condition expresse et absolue d'y créer un Musée ;

Que, malgré les circonstances actuelles, la Ville de Bordeaux ne peut, ni ne doit, se soustraire à l'obligation qu'elle a contractée envers l'État en acceptant ces conditions ;

Considérant que, si les dépenses nécessitées par l'appropriation et l'aménagement des immeubles susdits devaient être trop onéreuses pour les finances de la ville, la Municipalité pourrait, avec l'assentiment du Ministère, échanger les bâtiments concédés contre un autre immeuble, propriété de la ville et plus apte,

par sa situation, ses dispositions intérieures, et même son architecture, à être transformé avantageusement en Musée;

Que cet immeuble existe; que, de l'avis de personnalités compétentes, il convient parfaitement à cette destination; qu'on peut, sans difficultés, transférer ailleurs les services de la police municipale qui y sont actuellement logés, lesquels services seraient beaucoup plus opportunément placés dans le voisinage immédiat du Palais de Justice et de la Prison, c'est-à-dire à l'ancienne Gendarmerie;

Considérant, d'autre part, que le Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, par l'organe de M. le Sous-secrétaire d'État, vient d'instituer un certain nombre de Comités régionaux chargés de rechercher et d'étudier les mesures qu'il convient de prendre pour la défense, le perfectionnement et le développement de nos industries d'Art;

Que Bordeaux est le siège d'un de ces comités et que la création d'un Musée d'Art ancien dans cette ville s'impose avec autant plus de raison que ce Musée, comprenant déjà de nombreux éléments d'Art industriel, serait le complément très utile et très apprécié du futur Musée régional d'Arts appliqués, recommandé instamment par la circulaire ministérielle de juillet 1916;

Persuadée que tous nos ouvriers d'art, et même nos apprentis, puiseraient dans un tel Musée d'excellentes indications et de précieux renseignements qui leur permettraient d'assurer de nouveau, pour « l'Après-guerre », la maîtrise de l'Art français;

La Société Archéologique émet le vœu que, dès maintenant, la ville de Bordeaux soit autorisée à faire l'échange proposé ci-dessus et tenue à procéder, dans

le plus bref délai, à l'installation, fût-elle sommaire, du Musée d'Art ancien réclamé depuis si longtemps par tous les Bordelais.

Elle s'adresse donc, en pleine confiance, à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le priant très respectueusement de prendre en sérieuse considération le vœu ci-dessus exprimé.

Le Président,
Armand BARDIÉ

Le Président sortant,
Camille DE MENSIGNAC.

Le Vice-Président honoraire,
Paul FOURCHÉ.

Les Vice-Présidents,
Théodore AMTMANN.
Pierre RAMBIÉ.

Le Trésorier,
Auguste BONTEMPS

Le Secrétaire général,
Marcel CHARROL.

SAINT FORT

ET LA CRYPTÉ DE SAINT-SEURIN

Par E. DARLEY.

L'Église de Bordeaux vénère saint Fort et en célèbre la fête. La crypte de l'église Saint-Seurin possède son tombeau et ses reliques.

Nous nous proposons de donner ici l'histoire de cette crypte, celle du tombeau et des reliques, du culte et de la fête de saint Fort, et d'en établir les origines.

L'ÉGLISE ET LA CRYPTÉ DU SAINT-SAUVEUR

L'église. — Des textes anciens, contenus dans *Tote listoire de France* et la *Chronique saintongaise de Turpin*, attestent que cette église fut fondée par sainte Bénédicte et son mari, dédiée au saint Sauveur et consacrée par saint Martial. Ce fut la seconde église de Bordeaux. L'église Saint-Étienne avait été fondée la première par saint Martial. Ces deux églises étaient près l'une de l'autre et entourées du cimetière chrétien (1).

L'église du Saint-Sauveur, d'après les registres et mémoires du chapitre de Saint-Seurin, fut agrandie en 394, au temps de saint Seurin, et était, ou devint, à la même époque, église épiscopale (2).

(1) *Tote listoire de France*, éd. Bourdillon, p. 16-17; *Chronique saintongaise de Turpin*, éd. Auracher, p. 35-36.

(2) *Archives départementales*, G 1122, f. 19.

Le texte de *Tote listoire* nous apprend que Clovis, en 507, releva cette église. Un mémoire du chapitre et d'autres documents disent que cette église était du Saint-Sauveur et de la Majesté (1). Une vie de saint Seurin contient la même indication (2). Il ressort, en outre, de cette vie que, dès le v^e siècle, cette église avait une crypte.

L'église de Saint-Seurin. — A l'église du Saint-Sauveur succéda celle de Saint-Sourin. Au vi^e siècle, saint Grégoire de Tours parle de la basilique du saint (3). Le chapitre, dans des mémoires, date du vii^e ou du vi^e siècle, ou même du v^e, la construction de cette église. Elle était peut-être, à l'origine, l'église de la Trinité, qui avait déjà succédé à l'église du Saint-Sauveur. Elle aurait été élevée quand le culte de saint Seurin existait déjà, et ainsi, bien qu'elle ne lui fût pas spécialement dédiée, ce saint y était particulièrement honoré. Le mémoire du chapitre indiquant que le Saint-Sauveur et la Majesté fut aussi église de la Trinité, et le Cartulaire disant que l'autel majeur de Saint-Seurin était de la Trinité rendent ce sentiment très vraisemblable (4).

La crypte de l'église Saint-Seurin. — Après la construction de l'église de Saint-Seurin, l'église du Saint-Sauveur subsista, sinon comme église, du moins par sa crypte, qui devint la crypte de Saint-Seurin.

La *Chronique saintongeaise* rappelle qu'au temps des Sarrazins on cacha à Saint-Seurin, dans une crypte près de l'autel de saint Amand, les trésors de la région.

(1) *Archives départementales*, G 1122, f. 19.

(2) Vie de saint Seurin, *Arch. hist. de la Gironde*, t. I, p. 438.

(3) *Patrologie latine*, t. LXXI, col. 863.

(4) G 1148, f. 31, G 1030, f. 98.

Tote listoire dit, de son côté, qu'au temps des Normands on cacha à Saint-Seurin les corps saints, là où ils reposaient, excepté celui de saint Amand qu'on ne put remuer. Nous savons que le corps de saint Seurin et celui de saint Amand avaient été déposés dans l'église du Saint-Sauveur, dans une crypte, et que celui de saint Amand reposait dans cette église et cette crypte au temps des Sarrazins (1).

Le sépulcre. — Cette crypte est désignée, aux XII^e et XIII^e siècles, sous le nom de sépulcre. Le Cartulaire de Saint-Seurin mentionne la chapelle du sépulcre (2) et, dans une sentence arbitrale de 1270, le sépulcre seulement, mais comme un lieu vénéré (3). Le sacriste doit y entretenir une lampe brûlant perpétuellement. La *Chronique saintongeaise* mentionne aussi deux fois le sépulcre, une fois comme un lieu saint. C'était la crypte où reposaient les corps saints (4).

La crypte ou cave de Saint-Fort. — Au XVI^e siècle, la crypte est appelée, dans les textes, une cave, la cave de Saint-Fort. Un texte porte : « Saint Fort au cavereau » (5). Au XVII^e siècle, les textes concernant la crypte l'appellent une cave, et la cave de saint Fort. En 1635, les registres mentionnent des réparations faites à la cave (6); en 1654, ils rappellent un serment prêté dans la cave de saint Fort (7); en 1659, ils nomment la cave, dans laquelle sont les reliques de sainte Véronique et l'autel de saint Fort (8); en 1698, la cave de saint Fort, où

(1) *Chron. saint.*, p. 35.

(2) G 1030, f. 7.

(3) G 1030, f. 100.

(4) *Chron. saint.*, p. 69.

(5) *Registre du clerc de ville*, p. 225.

(6) G 1026, 13 mars 1635.

(7) G 1028, 22 janv. 1654.

(8) G 1028, 10 oct. 1659.

sont les corps saints, est de nouveau mentionnée. A cette date, on cesse d'y célébrer la messe parce qu'elle a été endommagée par la chute d'un pilier et d'une partie des voûtes de l'église (1).

A cette époque, les registres et mémoires de Saint-Seurin continuent à rappeler l'église du Saint-Sauveur et de la Majesté, qui subsiste sous l'église Saint-Seurin (2).

Au xviii^e siècle, Dom Devienne parle du souterrain appelé la Majesté et dit qu'il paraît être du même temps que l'église Saint-Étienne (3). Un mémoire du même siècle parle encore de l'église et de l'autel de la Majesté. Un auteur de ce temps nomme le même autel. Le mémoire et l'auteur décrivent cette église souterraine, avec ses trois caveaux ou absides et ses trois nefs, son autel, ses tombeaux et ses corps saints. C'est la crypte actuelle (4).

La crypte église de la Majesté et l'église Saint-Seurin. — L'église du Saint-Sauveur et de la Majesté avait une partie ancienne, ou crypte, et une partie nouvelle, ou église supérieure. L'église de la Trinité et de Saint-Seurin qui lui succéda fut peut-être, à l'origine, une simple partie nouvelle ajoutée à cette église supérieure. Nous savons que le sanctuaire de la nouvelle église était à côté de l'ancienne. Il n'était pas au-dessus de la crypte, mais à côté, là même où sont l'abside et le sanctuaire actuels de l'église Saint-Seurin (5).

La crypte, ou la Majesté, et la Trinité, ou Saint-Seurin,

(1) G 1011, 17 nov. 1698.

(2) G 1122, 19 et 1048, 31.

(3) D. Dev., *Hist. de Bord.*, 2^e éd., t. II, p. 4, note 1.

(4) Réponse pour M^e Barbe, Cirot, *Hist. de Saint-Seurin*, p. 146 et 158.

(5) Cirot, *op. cit.*, p. 298 et 331.

formaient ainsi deux églises distinctes, ayant chacune leur sanctuaire et leur autel.

La crypte continua de s'appeler le Saint-Sauveur et la Majesté. Elle fut l'église de la paroisse et du sacriste curé de la paroisse (1).

La nouvelle église s'appela, à l'origine, la Trinité, et peu après ne fut plus que Saint-Seurin.

La crypte, ancienne église du Saint-Sauveur, fut, elle aussi, promptement effacée par Saint-Seurin.

L'église du Chapitre. — La grande église du chapitre construite plus tard, recouvrit et enveloppa la crypte. Le chœur du chapitre s'étendit jusqu'au-dessus, vers le milieu de la grande nef. Cette église et surtout le chœur étaient réservés au chapitre.

L'autel de la Majesté et de saint Fort. — La crypte avait son sanctuaire, l'abside principale, et son autel situé dans cette abside, l'autel de la Majesté. C'était l'autel de la paroisse et du sacriste (2).

L'autel de la Majesté est mentionné dans le Cartulaire en 1270, dans une sentence arbitrale déterminant les droits du chapitre et ceux du sacriste. Cet autel y est désigné comme l'autel de la paroisse et du sacriste (3). Il est mentionné encore dans un testament, en 1265. Un chanoine laisse un revenu au sacriste pour entretenir une lampe toujours allumée devant l'autel de la Majesté (4).

Cet autel est implicitement indiqué dans la sentence de 1270, dans la clause relative aux serments sur le fort, qui se prêtaient, comme nous le verrons, sur l'autel de la Majesté.

(1) G 1048, f. 31 et 1122, 19.

(2) G 1030, f. 99 et 100.

(3) *Id.*, *Id.*

(4) G 1030, f. 121.

Un règlement du 14 juin 1568, analogue à celui de 1270, mentionne de même l'autel de la Majesté comme autel de la paroisse et du sacriste.

Autel de saint Fort. — Au xv^e siècle et dans la suite, l'autel de la Majesté est appelé, dans les textes, autel de saint Fort, de même que la crypte est dite cave de saint Fort, au xvi^e siècle et dans la suite.

En 1405, le maire prête serment sur l'autel de saint Fort (1). En 1420, plusieurs textes connus mentionnent les serments prêtés sur l'autel de saint Fort, d'autres, au xvi^e siècle, sur l'autel et le bras, sur l'autel et les reliques de saint Fort au caveau (2), sur l'autel et les reliques de saint Fort, dans la cave de saint Fort (3). Aux xvii^e et xviii^e siècles, la crypte et l'autel sont appelés indifféremment de la Majesté ou de saint Fort.

Il convient de rappeler ici qu'une clause de la sentence de 1270, concernant les serments sur le fort, indique implicitement qu'ils étaient prêtés sur l'autel de la Majesté, autel réservé au sacriste (4).

L'autel antique de la Majesté fut détruit au xviii^e siècle dans une restauration de la crypte (5). C'était une table de marbre en forme d'autel. Il était placé dans l'abside principale, en avant du monument de saint Fort.

Autel de la Trinité et de saint Seurin. — Le sanctuaire de l'église Saint-Seurin avait son autel majeur situé, comme l'indique l'état actuel de l'église, en dehors et à l'orient de la crypte.

Cet autel était appelé de la Trinité et de Saint-

(1) G 308, année 1405.

(2) *Registre du clerc de ville*, p. 225.

(3) G 1028, 22 janv. 1654.

(4) G 1030, f. 100.

(5) Cirot, p. 158.

Seurin, comme en témoigne le Cartulaire (1). Il était le domaine exclusif du chapitre. Personne, si ce n'est le chapitre, et pas même l'archevêque, n'avait droit aux offrandes faites à cet autel (2). Le doyen ou un chanoine y célébrait la messe du chapitre. A leur défaut, cette messe était célébrée par un chapelain, mais à l'autel de saint Amand (3).

Ainsi deux églises subsistaient à côté l'une de l'autre à Saint-Seurin; l'une, l'église de la paroisse et du sacriste; l'autre, l'église du chapitre; deux autels principaux, l'un réservé au sacriste, l'autre exclusivement réservé au chapitre.

LES CORPS DE SAINT FORT, SAINTE BÉNÉDICTE
ET SAINTE VÉRONIQUE

Tous les textes anciens qui concernent l'église du Saint-Sauveur et la crypte de Saint-Seurin parlent des corps saints conservés dans cette église et cette crypte. Les textes du moyen âge en parlent aussi, enfin ceux des temps modernes nous apprennent que les saints reposant anciennement dans cette crypte sont saint Fort, sainte Bénédicte et sainte Véronique (4).

Les corps saints dans l'église du Saint-Sauveur. — *Tote listoire* nous apprend que Clovis releva, en 507, l'église du Saint-Sauveur et orna richement les tombeaux des saints qui y reposaient (5).

Nous avons rappelé que cette église était entourée du cimetière chrétien. Ni le texte de *Tote listoire* ni

(1) G 1030, f. 98.

(2) G 1030, f. 100.

(3) G 1025, f. 7.

(4) G 1026, 4 sept. 1635.

(5) *Tote list.*, p. 17.

aucun autre ne mentionnent des corps saints reposant à Saint-Étienne, le Saint-Sauveur fut donc le lieu de sépulture des premiers saints de l'Église de Bordeaux. Saint Seurin voulut être enseveli dans cette église. Sa vie nous apprend qu'il pria saint Amand de déposer son corps dans l'oratoire du Sauveur et de la Majesté. Saint Amand l'y ensevelit donc, dans une crypte, et lui-même y reposa, après sa mort (1).

Les corps saints dans la crypte de Saint-Seurin. — *La Chronique saintongeaise* rappelle qu'au temps des Sarrazins on cacha, à Saint Seurin, les trésors dans une crypte près de l'autel et du tombeau de saint Amand. Elle dit qu'au temps de Charlemagne saint Seurin reposait, avec beaucoup d'autres saints, dans l'église qui portait son nom (2). *Tote listoire* dit aussi qu'au temps des Normands, à Saint-Seurin, on cacha les corps saints là où ils reposaient, excepté le corps de saint Amand qu'on ne put remuer (3).

Un archevêque de Bordeaux, Hélié, déclare, dans une donation faite à l'église et au chapitre de Saint-Seurin en 1189, que saint Seurin et saint Amand reposent dans cette église, associés à beaucoup d'autres saints (4). En 1341, Edouard III, dans un acte fait en faveur de cette église, renouvelle la même déclaration (5). Le pape Pie II le fait de même en 1458 (6).

Saint Fort, le premier des saints de la crypte. — Au xv^e siècle, des textes rappellent le nom du premier des saints de la crypte, saint Fort, en relatant les serments prêtés sur l'autel de saint Fort. Aux xvi^e et xvii^e

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. I, p. 38.

(2) *Chron. saint.*, p. 34 et 35.

(3) *Tote list.*, p. 85.

(4) G 1030, f. 74.

(5) *Arch. hist.*, t. II, p. 346.

(6) G. 1.

siècles, les textes deviennent plus explicites. Ils rappellent les serments prêtés sur l'autel et les reliques de saint Fort, dans la cave de saint Fort. A cette même époque, en 1634, les registres du chapitre nomment les saints dont les corps reposaient dans la crypte. En cette année 1634, dans une séance extraordinaire, le chapitre autorise les réparations faites à la cave, afin que les corps de saint Fort, évêque et martyr; saint Amand, archevêque de Bordeaux; sainte Bénédicté et sainte Véronique pussent être remis dans cette cave où ils étaient anciennement — les corps saints étaient alors dans la chapelle de Notre-Dame de la Rose.

Les corps saints avaient été transférés à Saint-Remy en 1568 (1), rapportés en 1600, transférés de nouveau en 1650 et rapportés solennellement en 1655. Les registres de Saint-Seurin ont un compte rendu de cette dernière translation, et nomment les saints : saint Seurin, saint Amand, et ensuite ceux dont les corps reposaient anciennement dans la crypte, saint Fort, sainte Bénédicté et sainte Véronique (2).

Les corps saints, celui de saint Seurin excepté, furent, au xvii^e et au xviii^e siècles, tantôt placés dans la chapelle de Notre-Dame de la Rose, tantôt remis dans la crypte (3). Celui de saint Seurin était sous l'autel majeur de l'église du chapitre (4).

Le corps de saint Fort reposait, dans la crypte, dans une châsse, placée dans l'abside principale. Son tombeau était dans la même abside, au-dessous de l'autel de la Majesté et de saint Fort et du monument de saint

(1) D. Devienne, *Hist. de Bord.*, t. I, p. 164.

(2) G 1028, 14 nov. 1655.

(3) G 1011, 17 nov. 1698 et 29 août 1704.

(4) G 1029, 24 oct. 1671; G 1011, 20 oct. 1705.

Fort (1), là où il est encore aujourd'hui. Ce tombeau ne contient plus que quelques ossements. Il est resté à sa place primitive, dans l'abside de l'antique église du Saint-Sauveur, ainsi que l'indique l'état de cette abside et de ce tombeau, et que l'ont démontré des fouilles faites vers le milieu du siècle dernier (2). Le corps de sainte Bénédicte reposait dans la crypte, en une châsse, dans l'abside droite; son tombeau y était aussi placé. Le corps de sainte Véronique était dans l'abside gauche, dans une châsse. Son tombeau était dans la même abside. Ces deux derniers tombeaux étaient, comme celui de saint Fort, sans ornements, mais ils avaient été levés de terre et placés au-dessus du sol. En avant du tombeau de sainte Véronique était un autel antique qui subsiste encore. Le corps de saint Amand venait, dans la crypte, après ceux de ces premiers saints. Son tombeau était dans une des petites nefs. On l'y montrait encore au siècle dernier (3).

Ces corps saints ont été reconnus plusieurs fois dans ces derniers siècles, en 1600, et au commencement du xix^e siècle. Celui de saint Fort a été reconnu pour la dernière fois, en 1863. On a constaté que l'avant-bras et la main du côté droit manquaient entièrement, et de plus, que les ossements contenus dans la châsse et ceux qui étaient restés dans le tombeau se correspondaient et s'articulaient exactement; les uns et les autres appartenaient au même corps (4). On sait, d'autre part, que le bras et la main de saint Fort étaient conservés autrefois dans un reliquaire particulier (5).

(1) Cirot, *Hist. de Saint-Seurin*, p. 146, 158.

(2) Cirot, p. 137, 138, 144.

(3) *Le Musée d'Aquitaine*, Bord., 1823, p. 215 et suiv.

(4) Cirot, p. 162 et p. 440.

(5) G 1563. 9, 25 fév. 1730.

Le tombeau et le corps de saint Seurin dans l'église du Chapitre. — Saint Seurin fut enseveli dans l'église du Saint-Sauveur. Des textes rappellent la présence de l'autel et du tombeau de saint Amand dans la crypte au temps des Sarrazins, puis au temps des Normands. Ces textes nomment l'église de Saint-Seurin, mais ne mentionnent pas la présence de son tombeau dans cette crypte. Un de ces textes dit seulement, au sujet de l'église Saint-Seurin, au temps de Charlemagne, que le saint reposait là avec beaucoup d'autres saints (1).

Plus tard, le Cartulaire dit seulement que saint Seurin et saint Amand reposaient dans l'église Saint-Seurin. Saint Amand, nous le savons, continua de reposer dans la crypte avec les premiers saints. Quant à saint Seurin, au xiv^e siècle, son tombeau était derrière l'autel majeur de l'église du chapitre sous un monument ou confession (2). Son corps était, nous le savons par les registres, dans une châsse d'argent sous cet autel majeur, autel de saint Seurin (3). En 1265, un chanoine laisse 50 livres et tout ce que l'église lui doit, pour la confection d'une châsse d'argent, afin d'y déposer les reliques du très glorieux Seurin (4).

Le silence des premiers textes et ces indications des textes du moyen âge et des temps modernes prouvent que le tombeau et le corps de saint Seurin étaient en arrière et sous l'autel du saint, très anciennement et vraisemblablement dès l'origine de l'église. C'était, en effet, un usage constant dans l'antiquité, dès que le culte d'un saint était reconnu et dès qu'on lui élevait

(1) *Chron. saint.*, p. 34.

(2) *Cirot*, p. 294.

(3) G 1011, 20 oct. 1705.

(4) G 1030, f. 123.

une église, de transférer son tombeau dans cette église.

Il n'est jamais question, dans les textes relatifs à la crypte, d'autel ou de relique de saint Seurin dans cette crypte, sauf la seule mention de sa sépulture, au v^e siècle, dans l'église du Saint-Sauveur.

Reliques gardées dans la sacristie. — Certaines reliques particulières sont indiquées dans quelques textes, la tête de saint Amand, le bras et la main de saint Fort, le bâton de saint Martial. Un registre de Saint-Seurin nous apprend qu'elles étaient placées dans des reliquaires particuliers et gardées à la sacristie (1).

La fête de saint Fort. — Du culte rendu à saint Fort dans l'ancienne église du Saint-Sauveur, devenue depuis la crypte de Saint-Seurin, culte attesté par la présence de son tombeau et de son corps sous l'autel de cette église, dès son origine, est née sa fête, fête importante et ancienne. Cette fête était célébrée à Saint-Seurin, où on possédait le corps et le tombeau du saint, à Saint-André, l'église cathédrale, et dans les autres églises de la ville et du diocèse.

La fête de saint Fort à Saint-Seurin est mentionnée dans le Cartulaire à la date de 1355. En cette année, un chanoine fut installé, un samedi, en la fête de saint Fort (2).

Les plus anciens livres liturgiques du diocèse de Bordeaux, ceux du moins qui ont gardé leur calendrier, deux bréviaires (3), portent la fête de saint Fort au 16 mai, comme d'un évêque martyr; cette fête est à

(1) G 1563. 9, 25 février 1730 et 1012, 26 juin 1731; G 1032, 25-26 juillet 1681.

(2) G 1030, f. 179.

(3) *Arch. dép. de la Gironde*, n° 920 et *Bibl. municip. de Bordeaux*, ms. n° 86.

neuf leçons, c'est-à-dire fête notable. C'était le rite de la fête de saint Seurin, dans le diocèse.

Ces deux bréviaires ne sont pas datés, mais certaines particularités permettent de reconnaître qu'ils sont, au plus tard, le premier surtout, 920, du commencement du xiv^e siècle. Le premier a la fête du *Corpus Christi* sous la rubrique *Festum corporis Christi* tout à fait à la fin, en appendice. Le second, 86, a cette fête dans le corps du bréviaire, à sa place, mais avec la rubrique *Festum novæ solemnitatis corporis Domini nostri Jesu Christi*. Or, on sait que cette fête fut instituée et son office composé au milieu du xiii^e siècle (1).

Ces deux bréviaires ne sont, ni l'un ni l'autre, de Bordeaux. Le premier paraît provenir de la partie du diocèse voisine de la Saintonge, du Blayais, et le second de Saint-Émilion.

Un texte de 1378, des *Archives de Sainte-Croix*, révèle l'existence à Bordeaux de deux fêtes, l'une en mai, l'autre en août. La seconde était vraisemblablement une translation, analogue à la translation de saint Amand indiquée seulement dans le Cartulaire de Saint-Seurin (2).

Cette fête est inscrite, de même, au 16 mai, dans un calendrier placé en tête d'un *Liber statutorum ecclesiæ Sancti Andreæ*. Le rite de la fête n'est pas indiqué. Les titres des saints ne sont pas indiqués non plus. Ce calendrier est antérieur à l'année 1316. La première délibération et les premiers statuts sont datés de cette année 1316 (3).

Ce calendrier ne porte pas la fête de saint Amand.

(1) A. Chauliac, *Réflexions d'un Bordelais*, etc., p. 14.

(2) G 1030, f. 100.

(3) *Arch. dép. de la Gironde*, ms. non classé, détaché des *Archives municipales*.

Ce fait prouve que la fête de saint Fort était importante à Bordeaux et spécialement à Saint-André.

Une autre mention de cette fête, en 1340, se rattache à Saint-André. Un registre de l'archevêché porte un paiement fait en cette année 1340, un mardi après la fête de saint Fort (1).

Cette fête date un traité passé, en 1386, près de Langon, entre le roi d'Angleterre et le sire d'Albret (2).

Le *Livre Velu* de Libourne porte, dans le calendrier placé en tête, la fête de saint Fort, le 16 mai, à neuf leçons. Ce livre date du xiv^e siècle (3).

Chapelle de Saint-Fort à Saint-Étienne de Lisse. — Saint Fort avait une chapelle dans la paroisse de Saint-Étienne de Lisse. La chapelle actuelle, en partie ruinée, accuse le xiv^e siècle. Elle paraît être une reconstruction d'un édifice plus ancien. Le quartier dans lequel elle est située est appelé le quartier de saint Fort; or il est mentionné, dans une reconnaissance de fiefs, sous ce titre : *ad locum vocatum ad Sanctum Fortem*, en 1274 (4).

Fêtes de saint Seurin et de saint Amand. — Le chapitre célébrait solennellement la fête de saint Seurin, patron principal de l'église, et celle de saint Amand, patron secondaire (5).

La fête de saint Fort, dans cette église de Saint-Seurin, n'était pas même comptée parmi les fêtes doubles privilégiées, énumérées dans le Cartulaire (6).

Dans la crypte, saint Fort occupait le premier rang,

(1) G 237, f. 17.

(2) *Arch. hist. de la Gironde*, t. III, p. 280.

(3) *Arch. hist.*, t. XXXIV.

(4) *Arch. hist.*, t. V, p. 270.

(5) G 1030, f. 100.

(6) *Id.*, *Id.*

saint Amand ne venait qu'au quatrième. Dans le compte rendu d'une séance du chapitre, relative à la crypte et aux corps saints, saint Fort était nommé le premier, saint Amand seulement le second (1).

Dans l'église du chapitre, saint Seurin venait le premier et saint Amand avait, auprès de lui, une place d'honneur. Saint Fort n'avait qu'un rang inférieur, une fête de troisième classe.

La crypte était l'église de la paroisse et du sacriste. Or, il y eut rivalité constante, procès et luttes incessantes, entre le chapitre et le sacriste. De là l'effacement de la crypte et de saint Fort. Le sacriste, à Saint-Seurin, était, en tant que sacriste, en dehors du chapitre et assimilé à un simple chapelain, et le chapitre, pour garder la prédominance, maintenait dans l'ombre le sacriste, la crypte et saint Fort.

Les serments sur le fort. — On jurait, dans les circonstances solennelles, sur les autels et les reliques des saints spécialement vénérés.

On appelait serments sur le fort les serments prêtés ainsi, dans certaines églises, sur les autels et les reliques de certains saints.

On jurait sur le fort à Saint-Seurin de Bordeaux, à Saint-Vincent de Dax et ailleurs (2).

Cette expression : jurer sur le fort, paraît avoir été assez commune au ^{xiii}^e siècle, mais dans la région de Dax, Mont-de-Marsan et Saint-Sever plus qu'à Bordeaux et dans le Bordelais.

Dans cette expression, le fort désignait la châsse ou

(1) G 1026, 13 mars 1635.

(2) G 1030, f. 100, *Archives historiques*, t. XXXVII, *Coutumes de Dax*.

reliquaire contenant les reliques d'un saint. Ces serments se prêtaient sur l'autel et les reliques du saint (1).

Le fort, à Saint-Seurin, l'autel et les reliques de saint Fort. — De la sentence arbitrale de 1270, et surtout d'une clause relative aux serments sur le fort, il ressort que les serments sur le fort étaient prêtés sur l'autel de la Majesté et de saint Fort réservé au sacriste (2).

Il ressort de même des registres de la Jurade du xv^e siècle, que prêter serment sur le fort, et prêter serment sur l'autel de saint Fort était, l'un et l'autre, conforme à la coutume, et une seule et même chose (3).

Le culte rendu à saint Fort, dans l'ancienne église du Saint-Sauveur, fut l'origine de cette coutume très ancienne.

Autres serments. — D'autres serments moins solennels se prêtaient, à Saint-Seurin même, sur d'autres autels : sur celui de Saint-Seurin (4), sur ceux de Saint-Pierre, de Saint-Nicolas; à Saint-André (5) et dans d'autres églises.

Une ordonnance du roi de France, rendue à Paris en 1279, interdit les serments prêtés sur le corps de saint Seurin et d'autres saints et saintes, dans des causes criminelles. Ce texte est général et imprécis. Quel qu'en soit le sens, il ne peut prévaloir sur celui de la sentence de 1270, et sur les textes des registres de la Jurade (6).

(1) *Coutumes de Dax*, p. cxiv et 56.

(2) G 1030, f. 99 et 100.

(3) *Registres de la Jurade*, 24 juillet 1420, p. 405; 28 juillet 1420, p. 419.

(4) G 1030, *passim*.

(5) *Cartulaire de Saint-André de Bordeaux*, p. 57, 61, 63. *Arch. départ.*, ms. non classé.

(6) Ducange, au mot *Juramentum*.

La crypte et l'église du Chapitre. — Depuis l'existence de l'église de Saint-Seurin la crypte fut effacée. Elle le fut surtout quand le chapitre eut élevé sa grande église. Celle-ci enveloppa et ensevelit en quelque sorte cette crypte, et le chapitre la tint à dessein dans l'ombre.

Cette situation conserva la crypte dans son état ancien. Elle resta l'église de la Majesté. Son autel antique subsista. Les tombeaux de ses saints, saint Fort, sainte Bénédicte et sainte Véronique, restèrent à leurs places dans les trois caveaux ou absides.

La crypte, saint Fort et les origines. — Cette crypte, avec ses saints, leurs tombeaux et leurs reliques, se rattache ainsi aux premières origines de l'église du Saint-Sauveur (1).

La présence du tombeau de saint Fort sous l'autel de cette première église, prouve que, dès l'origine de cette église, un culte religieux lui a été rendu.

De ce culte est née la fête du saint, célébrée à Saint-Seurin, à Saint-André et dans les églises du diocèse, fête certainement antérieure au chapitre.

De ce culte est née aussi la coutume de jurer sur l'autel et les reliques du saint, coutume très ancienne et se rattachant à l'église du Saint-Sauveur.

L'histoire de l'église et de la crypte du Saint-Sauveur, des tombeaux et des corps de saint Fort, sainte Bénédicte et sainte Véronique, du culte rendu à saint Fort comme évêque, de sa fête, et des serments prêtés sur son autel et ses reliques, démontre l'antiquité de

(1) Voir pour les origines chrétiennes de Bordeaux, *Les apôtres de Bordeaux*, librairie Feret, 1917, brochure in-8°.

cette église et de ses saints, et prouve, en particulier, que saint Fort fut contemporain des origines de cette église.

Nous devons conclure qu'il fut un des premiers saints et le premier évêque de l'Église de Bordeaux.

Objections modernes. — On commença, au xviii^e siècle, à mettre en doute et à nier l'existence de saint Fort.

1^o L'antiquité, disait-on, ne l'avait pas nommé; elle ne l'avait pas connu. Il n'existait donc pas. Elle n'avait nommé et connu que saint Seurin et saint Amand.

2^o On jurait autrefois sur le fort de Saint-Seurin. Le fort n'était autre que les reliques de saint Seurin.

3^o Jusqu'en 1420, les textes disent jurer sur le fort; en 1420, ils disent jurer sur l'autel de saint Fort. Du fort, on avait fait, à cette époque, saint Fort.

4^o Un texte portait *super forte*; on avait ajouté *sancto* : *super sancto forte*, seconde preuve de cette transformation.

Nous allons répondre brièvement à ces objections.

Première objection. — L'antiquité ne nomme pas saint Fort.

1^o Les textes anciens nomment sainte Bénédicte et son mari, premiers disciples de saint Martial à Bordeaux, mais ne nous donnent pas le véritable nom de ce personnage. D'autre part, ils ne disent rien sur l'établissement de l'Église de Bordeaux par saint Martial. On ne peut donc rien conclure de ces textes;

2^o *Tote listoire* mentionne les corps des saints qui reposaient dans l'église du Saint-Sauveur, mais ne nomme aucun de ces saints. Plus tard, elle mentionne les corps saints reposant à Saint-Seurin, sans les nommer, si ce n'est saint Amand;

3^o La *Chronique saintongeaise* dit que saint Seurin

reposait dans l'église de ce nom, avec beaucoup d'autres saints, qu'elle ne nomme pas. Ailleurs, au contraire, elle rappelle saint Amand et non saint Seurin ;

4° Le Cartulaire concerne exclusivement l'église Saint-Seurin et le chapitre. Il nomme souvent saint Seurin et saint Amand, mais contient aussi la déclaration d'Hélie, archevêque de Bordeaux, d'après laquelle saint Seurin et saint Amand reposent à Saint-Seurin, associés à beaucoup d'autres saints ;

5° Les livres liturgiques les plus anciens de Bordeaux portent la fête de saint Fort, fête importante et ancienne ;

6° Les registres de Saint-Seurin nomment au xvii^e siècle les saints dont les corps reposaient dans la crypte, leur témoignage est sincère et impartial. Il est pour ces saints, comme pour les origines chrétiennes de Bordeaux, l'écho fidèle de l'antiquité.

Deuxième objection. — On jurait sur le fort de Saint-Seurin, c'est-à-dire sur les reliques de saint Seurin.

1° La sentence de 1270 ne permet pas de dire que jurer sur le fort était jurer sur les reliques de saint Seurin ;

2° Saint-Seurin, dans ces textes, désigne l'église et non le saint.

Troisième objection. — Du fort on a fait saint Fort.

1° Jurer sur le fort, c'était jurer sur l'autel de la Majesté et de saint Fort, dans la crypte ;

2° Le nom de saint Fort était connu. Son culte et sa fête existaient anciennement. Des textes du xiv^e siècle et même un du xiii^e l'attestent, et cette fête est certainement antérieure au chapitre ;

3° La formule jurer sur le fort et la formule jurer sur l'autel de saint Fort sont, d'après les registres de la Jurade, équivalentes. En 1440, pour la même prestation

de serment, ils portent d'abord que le trésorier ira au fort de Saint-Seurin, selon la coutume; puis, quatre jours après, ils portent qu'il a prêté serment sur l'autel de saint Fort, selon la coutume. L'une et l'autre chose répondaient à la coutume, l'une et l'autre formule signifiaient une seule et même chose.

Quatrième objection. — L'addition de *sancto* à *forte*. On ne sait ni la date, ni la raison, ni même le sens de cette addition. Elle ne prouve, pas plus que la variété des formules, une transformation.

Notre conclusion subsiste entière. Saint Fort était connu et honoré comme évêque dans l'église du Saint-Sauveur dès l'origine de cette église. Il est un des premiers saints et le premier évêque de l'Église de Bordeaux.

LA PORTE ROYALE
DE LA CATHÉDRALE SAINT-ANDRÉ
DE BORDEAUX

D'OÙ LUI VIENT SON NOM

Par S. LÉGLISE

Tout le monde sait que l'antique porte latérale de la nef, à la cathédrale de Bordeaux, aujourd'hui murée, est appelée LA PORTE ROYALE.

Le public croit bonnement que cette porte, d'ailleurs si belle, est ainsi nommée parce que c'est par elle que les rois faisaient leur entrée dans la cathédrale. On connaît, en effet, plusieurs rois qui y sont passés.

Lopès (ch. IV, t. I, p. 150-151) ne donne pas d'autre raison : « Vis-à-vis de cette chapelle Notre-Dame, est une grande porte de l'église qu'on nomme la Porte royale, par où entrent les roys et les gouverneurs quand ils viennent la première fois à l'église..... ».

« N'y a-t-il pas lieu de penser, dit Marionneau cité en note par l'éditeur M. l'abbé Callen, que cette dénomination de Porte royale ne date que de la construction du chœur ? Les lois de la symétrie et les dispositions adoptées pour l'agrandissement de l'édifice exigeaient deux entrées aux extrémités opposées des transepts. Mais l'ancienne porte du nord n'étant plus nécessaire, elle fut réservée pour les occasions solennelles ».

M. Callen insiste sur cette interprétation en ajou-

tant : « On sait, d'ailleurs, que la Porte royale était en face de l'ancien archevêché, résidence ordinaire des rois de passage dans notre ville » (Note, t. I, p. 150).

On le voit, l'explication est simple : Les rois entraient par cette porte ; de là son nom de Porte royale.

Or, il n'en est rien.

Ce n'est point parce que les rois y passaient que cette porte est appelée royale, mais, au contraire, les rois y passaient parce que c'était LA PORTE ROYALE.

Ce nom fut donné à cette porte non point après la construction du transept et l'ouverture des deux portes latérales qui y donnent accès, mais dès l'origine de la cathédrale.

Dans le monde romain et gallo-romain, on appelait royale la porte principale d'un palais, d'un temple, d'une simple maison.

Nous trouvons parmi les épigrammes d'Ennodius un curieux document sur ce sujet. Au livre II de ses poésies, l'épigramme XVII a pour titre : *Vers pour être gravés sur la Royale du triclinium de la maison* (1).

On remarquera par ce texte que le mot royale, dans cette acception, était si typique, qu'il était employé substantivement. On disait et l'on écrivait : la royale, pour désigner la porte principale.

Ducange, au mot *Regia*, cite de nombreux textes où la porte principale d'un édifice est ainsi désignée sous le nom de royale.

C'est, d'après l'Ordo romain, la porte principale du Secretarium : *Diaconus exiit ad Regiam secretarii...*

C'est même, d'après une oraison de la messe du manuscrit de Corbie, la porte du ciel : *Regiam cœlestis Aulæ.....*

(1) *Super regiam triclinii in domo.*

« Ainsi sont appelées, affirme Ducange, les portes principales des édifices sacrés ».

Il cite L. Paulin, Epit. 33, qui appelle *Venerabilem Regiam* la porte de la basilique de Saint-Pierre;

Plusieurs textes du *Liber pontificalis* d'Anastase le bibliothécaire : « Il revêtit d'argent les royales par où l'on entre à l'église majeure, qui sont appelées médianes » (1) (*In Honorio*).

On remarquera ici *regias* au pluriel, parce que ces portes principales étaient à deux vantaux.

« Ceux qui avaient été envoyés pour garder les royales de la basilique avaient soin de les maintenir fermées » (*In Conone*) (2).

Il rapporte de Léon III qu'à l'entrée d'une basilique, il orna d'images d'argent les royales majeures (3).

« Dans la basilique de la Mère de Dieu *ad præsepe* (sainte Marie majeure), à l'entrée du sanctuaire de la crèche, il fit des royales revêtues d'argent le plus pur » (4).

Il s'agit ici des portes principales d'un sanctuaire intérieur de la basilique.

Grégoire de Tours use du même terme dans une anecdote qui ne manque pas de pittoresque.

Chramme avait chargé deux de ses officiers, Immacaire et Scapathaire, de se saisir de Firmin et de sa femme Césarie. Ceux-ci ayant prévu la chose s'étaient

(1) *Investivit regias in ingressu ecclesie majoris, quæ appellantur medianæ, ex argento.*

(2) *Qui missi fuerant de exercitu ad custodiendas regias basilicæ, clausas observabant.*

(3) *In ingressu basilicæ ubi supra regias majores fecit imagines ex argento.*

(4) *Fecit in basilica Dei Genitricis ad præsepe, in ingressu præsepiti, regias vestitas ex argento purissimo.*

réfugiés dans une église de Clermont. Il s'agissait de les en faire sortir habilement sans paraitre violer le droit d'asile. Pour y réussir, les deux émissaires entrèrent à l'église comme pour y faire leurs dévotions; sans avoir l'air de rien, ils lièrent conversation avec les réfugiés et, insensiblement, en promenant avec eux dans l'édifice, ils les amenèrent auprès de la porte royale du temple sacré, qui se trouvait ouverte (1). Là, d'un coup d'épaule, ils les poussent dehors où on les saisit.

Ajoutons que les Grecs désignaient ces mêmes portes principales du nom de basiliques (Βασιλικαί), c'est-à-dire royales. Il est fort probable que les Romains n'avaient fait que traduire en leur langue cette appellation.

Ainsi c'était un usage général, même à l'époque mérovingienne, d'appeler royale la porte principale des édifices, surtout des églises.

Le cas de la cathédrale de Bordeaux n'est donc pas isolé; mais ce qu'il présente de particulièrement intéressant, c'est que du latin du moyen âge, le terme soit passé à travers les siècles jusque dans notre langue moderne, et que l'antique porte principale de notre cathédrale s'appelle encore de nos jours la Porte royale.

(1) *Dum deambulunt per ecclesiam, ad regias ædis sacræ quæ tunc reseratæ fuerant, appropinquant.* Grégor. Turon. *Hist. Franc.*, lib. IV, 13.

LE MUSÉE MESTREAU A SAINTES

Par A. DUBREUILH

Pendant un court séjour à Saintes au mois de juillet dernier, j'ai eu l'occasion de visiter un musée particulier organisé, il y a quelques années, par un amateur de la ville, M. Abel Mestreau.

Cet homme éclairé a passé ses loisirs à rassembler tous les objets intéressants de l'Aunis, de la Saintonge et de l'Angoumois, et, pour loger ses collections, s'est rendu acquéreur d'une superbe demeure du XVIII^e siècle, l'hôtel Monconseil, situé au centre de la ville, formant un cadre des mieux appropriés pour une installation de ce genre.

Le peu de temps que j'avais à disposer et l'âge de mon guide, une fillette d'une quinzaine d'années, me feront pardonner, je l'espère, s'il s'est glissé quelques erreurs et de nombreuses omissions dans cette courte description.

Dès la cour d'entrée, le regard est attiré par des chapiteaux, fûts de colonnes, pierres sculptées; et dans un coin, par un puits à colonnes de la Renaissance provenant d'Angoulême. Sous une remise, on n'est pas peu surpris de trouver une berline du XVIII^e siècle avec ses malles et prête à partir.

La visite du musée proprement dit commence par les sous-sols, où sont rassemblés les ustensiles de

ménage : batteries de cuisine, grosses poteries, tourne-broches, poids, romaines, landiers, etc., etc., même un métier de tisserand qui est là bien à sa place dans ce lieu humide et peu éclairé.

Dans le vestibule, d'où part un escalier monumental à rampe de fer forgé, et dont le palier est entouré d'une balustrade en pierre, se trouvent une cheminée Louis XV en bois peint et un plafond également en bois provenant du château de Romegoux. Aux murs, des enseignes, des tableaux et de vieilles gravures représentent des châteaux ou des sites de la Saintonge.

Les collections sont classées dans six ou sept grandes salles et embrassent les curiosités de tous ordres : objets d'arts, bibelots, meubles de toutes les époques principalement des ^{xvii}^e, ^{xviii}^e et commencement du ^{xix}^e siècle.

Trois salons ornés de boiseries provenant, soit de l'hôtel lui-même, soit de châteaux voisins, attirent plus particulièrement l'attention. Les vitrines, dont quelques-unes assez originales (1), renferment les objets les plus précieux. C'est ainsi que j'ai entrevu à la hâte un lot important de miniatures et de tabatières des derniers siècles, ainsi que des bijoux, reliquaires, vases sacrés, coffrets, croix, à faire envie à un musée de grande ville.

Le costume occupe une place importante dans ce musée et plusieurs vitrines renferment des coiffes en dentelles dont certaines ont une réelle valeur. Plus loin, des habits de nobles, de bourgeois et de manants.

(1) Ce sont, en effet, des billards et des clavecins évidés et vitrés qui ont été utilisés pour cela. Ces meubles, dont quelques-uns sont fort beaux, proviennent eux mêmes de l'Abbaye de Sablonceaux, près de Sanjon, ou de châteaux voisins.

Les poteries et les faïences, est-il besoin de le dire, y sont nombreuses; à côté de pièces assez ordinaires mais toujours intéressantes, se trouvent ces poteries à émail vert : pots à surprise, plats, etc., des fabriques de Marans, de la Chapelle-des Pots et d'autres fabriques de la contrée. A la place d'honneur, plusieurs Bernard Palissy authentiques attirent les regards et arrêtent les visiteurs même les moins connaisseurs. C'est à Saintes, en effet, que le maître a fait ses essais et où il a modelé beaucoup des « rustiques figulines » que les musées et les riches amateurs s'arrachent à prix d'or quand ils peuvent en trouver.

Dans un des salons ont été adaptés une superbe cheminée Louis XIII en bois peint, ainsi qu'un très beau plafond de la même époque, provenant tous les deux du château de la Forest, commune de Lussan.

Je ne dois pas oublier de mentionner la reconstitution d'un intérieur saintongeais du milieu du xix^e siècle qui donne sa note amusante et rustique au milieu des richesses qui l'entourent.

Une petite porte basse donne accès dans une pièce de médiocre grandeur, blanchie à la chaux, à plafond en bois brut mal équarri, éclairée par une petite fenêtre ornée de rideaux à carreaux rouges et blancs. Dans un coin, une cheminée de pierre au large manteau; un lit à la duchesse avec ses rideaux fermés et sa courtepointe en camaïeu; à la tête du lit, un bénitier en vieille faïence avec son buis bénit; appliquée en haut de la muraille une planche sur laquelle sont placés les chaudrons et des provisions diverses; au plafond une *corde* d'oignons, des piments rouges et un paquet de chandelles; dans l'évidement de la fenêtre, un évier en pierre sur lequel se trouve la *canette* avec sa *cassotte*(1).

(1) Écuille à long bec par lequel l'eau s'écoule.

J'allais passer sous silence les portraits de l'Empereur, de l'Impératrice et du *Petit Prince*. Nous sommes en effet en plein pays bonapartiste, vers 1860, et dans la demeure d'un paysan saintongeais.

Devant le foyer, les habitants du logis en costumes du dimanche, un homme et sa *vieille* arrivent de la foire et parlent de leurs emplettes devant le *boutillon* (1) placé près d'eux et rempli des provisions achetées. L'ensemble représente une reconstitution rigoureuse et fait grand honneur à son auteur.

Comme conclusion à cette sèche nomenclature qu'est une description d'objets qu'on n'a pas sous les yeux, j'ajouterai que ce qui m'a le plus frappé dans le musée Mestreau, c'est de voir le résultat auquel peut arriver un simple particulier quand il est riche, instruit et homme de goût, et qu'il y joint de plus l'amour de la cité qu'il habite. M. Mestreau n'a pas hésité à dépenser une grosse somme d'argent et des années d'un travail acharné pour doter Saintes d'un musée que bien des grandes villes lui envieraient; aussi je n'ai pu m'empêcher de faire un rapprochement avec Bordeaux qui, avec toutes ses ressources en argent et en hommes de valeur, n'est arrivé qu'aux résultats si médiocres et si mesquins que nous déplorons.

(1) Grand panier fermé.

PRÉSENTATION D'UNE HALLEBARDE

Par François DALEAU

Cette arme, trouvée dans le grenier d'une vieille maison à Bourg, m'a été offerte par un de mes jeunes compatriotes.

D'après certains auteurs, la hallebarde est une arme d'hast d'origine danoise introduite en France sous Louis XI. C'était l'arme du sergent des gens de pied.

Cette hallebarde, n° 2132 de mon catalogue, devait être fixée à l'extrémité d'une hampe de bois, longue de 2 mètres, par sa douille percée de quatre trous de rivets en regard. On voit au-dessus de la douille, d'un côté, une hache au tranchant en forme de croissant concave, acéré, de l'autre côté, un oreillon en crochet pointu à bords mousses; la partie supérieure est ornée de découpures en arcs de cercle, sa tige centrale, mi-ronde en bas, séparée par un bourrelet en torsade, se termine par un dard quadrangulaire long et pointu. Les attèles, ordinairement longues, paraissent avoir été brisées au ras de la douille.

Mesures : longueur totale, 54 centimètres; largeur de la hache-crochet, 18 centimètres.

Demmin, dans son *Guide des amateurs d'armes et armures anciennes* (1), a publié un grand nombre de dessins de hallebardes diverses, mais aucun ne se rapporte exactement à notre type.

(1) Paris, veuve Renouard, 1869, in-16 de 628 p.

UNE BAGUE ANCIENNE EN ARGENT

Par **E. CORBINEAU**

Cette bague appartenait à M. Louis Escabasse, bijoutier à Libourne, qui la possédait depuis une vingtaine d'années et qui en a fait don à notre Musée du vieux Bordeaux.

Elle provient d'une tombe du cimetière de Saint-Michel-de-Fronsac. Son poids est de 33 grammes. Façonnée et retournée au marteau, elle ne porte aucune trace de soudure. Sa plus grande épaisseur atteint 7 millimètres et descend insensiblement jusqu'à 4 millimètres. L'ornement qui l'entoure et qui s'est usé de deux côtés par le frottement des doigts est formé d'un carré orné de deux doubles diagonales qui se croisent au centre.

Une petite pointe est indiquée au milieu de chacun des côtés dont la dimension ne dépasse pas 2 millim. 5. Un seul coin paraît avoir servi pour la frappe qui est limitée par un filet gravé en haut et en bas.

1° LA PREMIÈRE PIERRE
DE LA CHAPELLE FUNÉRAIRE
DU MARÉCHAL DE FRANCE ALPHONSE D'ORNANO
A L'ÉGLISE DES FEUILLANTS DE BORDEAUX
2° RÉTABLE DE LADITE CHAPELLE

Par Camille de MENSIGNAC.

Il y a quelques mois, les cendres ou les prétendues cendres du maréchal de France Alphonse d'Ornano, lieutenant général en Guienne et maire de Bordeaux de 1597 à 1610, et les divers monuments funéraires qui les recouvraient sont revenus à l'ordre du jour; nous disons sont revenus, car, depuis 1805 jusqu'à nos jours, les érudits bordelais n'ont cessé de s'occuper de ce tombeau.

Les historiens, les artistes et les archéologues locaux connaissent tous sa magnifique statue funéraire agenouillée, en marbre blanc, statue qui surmontait le tombeau élevé, dans l'église conventuelle des RR. PP. de la Merci de Bordeaux, à la mémoire de cet illustre personnage, l'ami d'Henri III et d'Henri IV. Cette remarquable pièce, œuvre originale d'un grand artiste du premier quart du XVII^e siècle et dont on n'a pu encore découvrir le nom, figure avec honneur, depuis plus d'un siècle, dans les riches collections du Musée des Antiques de Bordeaux.

En 1893, lors de l'installation définitive du Musée Lapidaire, rue Mably, j'ai octroyé la place d'honneur à cet ancien maire de notre belle cité, bienfaiteur de Bordeaux, à l'influence de qui l'on doit : en 1600, la fondation du couvent des Capucins; en 1603, la construction du bâtiment du collège des Jésuites (actuellement le Lycée des garçons); en 1605, la construction d'un temple protestant à Bègles, l'érection de la porte Dauphine, la réédification de la porte du Chapeau-Rouge et la fondation de la Chartreuse de Bordeaux; en 1606, la reconstruction de la porte des Salinières; en 1608, le couvent des religieuses de Sainte-Ursule, l'établissement des Pères Minimes et l'installation des religieuses de Notre-Dame (Commission des monuments historiques du département de la Gironde, année 1847-1848, p. 22).

Cette belle et intéressante statue tombale en marbre ayant été l'objet de nombreuses notices, nous ne reviendrons pas sur sa description.

Comme suite à ces curieuses notes, je viens aujourd'hui signaler à la Société Archéologique de Bordeaux deux nouveaux documents lapidaires se rapportant à la chapelle que ce grand personnage bordelais avait fait édifier, en 1604, par l'architecte Louis Baradier, dans l'église des RR. PP. Feuillants de Bordeaux. Je veux parler de la première pierre de cette chapelle et de son beau rétable en pierre.

1° *La première pierre de la chapelle funéraire du maréchal d'Ornano à l'église des Feuillants de Bordeaux.* — Ce petit monument lapidaire bordelais, dont je donne la photographie, se trouve, depuis 1893, encasté dans un des piliers carrés du cloître ouest du riche et intéressant Musée Lapidaire de Bordeaux. Il provient de l'église du couvent des RR. PP. Feuillants

de Bordeaux et a été découvert, devant moi, au commencement de l'année 1881, lors des fouilles pratiquées pour la construction des nouveaux bâtiments des Facultés des Sciences et des Lettres de notre ville. Il mesure 0^m80 de hauteur sur 0^m46 de largeur et porte gravées en creux une croix de Malte, une inscription latine, la date de la fondation du monument et les armes du maréchal Alphonse d'Ornano, écartelé au premier et quatrième d'une tour et au deuxième et troisième d'un lion; l'écu, surmonté d'un casque, est entouré des colliers des ordres de Saint-Michel et du Saint-Esprit. Ces armoiries occupent plus de la moitié de la surface de la pierre (Pl. I).

Cette inscription latine, gravée sur huit lignes, est ainsi conçue :

✠
DEO OPTIMO
MAXIMO
IN HONOREM
BEATÆ MARIÆ
VIRGINIS
MAII DEI RARAE ANNO
1604
ANNO DNI MDCIV V NONAS MAII

Le lapicide a commis une erreur grossière en employant le mot Rarae pour Parae.

La magnifique pierre sur laquelle sont gravées ces armoiries et cette intéressante inscription bordelaise provient de la Charente.

Ce petit monument lapidaire bordelais rappelle qu'en 1604 l'illustre maréchal de France Alphonse d'Ornano, l'ami d'Henri III et d'Henri IV, avait fait édifier, dans l'église du couvent des RR. PP. Feuillants

de Bordeaux, une chapelle avec caveau funéraire pour lui et les siens.

Le document suivant, dont nous donnons la transcription ci-dessous et qui est extrait du tome I, folio 33, de *l'Inventaire général des titres, documents, terriers, etc.*, du monastère de Saint-Antoine des Feuillants, vient confirmer et développer avantageusement, par un contrat détaillé, l'accord passé, au sujet de cette chapelle, avec Louis Baradier, maistre maçon, et Don Marc Antoine de Saint-Bernard, religieux et « scindic » des autres religieux dudit monastère Saint-Antoine de Bordeaux. Voici la transcription de ce curieux document :

Chapelle de M^{re} de Blanc, qui estoit à M^r le Mareschal d'Ornano.

Contract de prix faict passé entre Messire Alphonse D'Ornano, Mareschal de France, Lieutenant pour le Roy en Guienne, d'une part, et Louis Baradier, maistre masson, d'autre, et ce pour construire une chapelle dédiée au nom de Nostre Dame de Mont de Vi, dans l'église des Pères Feuillans du Monastère de Saint Antoine de la dite ville, dans laquelle chapelle il y auroit une cave voutée pour luy servir de sépulture et à ses successeurs, et ce, pour la somme de 1.350 livres, tant pour l'achapt des matériaux que pour ses peines, le tout arrêté en presance et du consentement de Dom Jean de Saint Malachi, Provincial des Pères Feuillans et Prieur du dit Monastère, en datte du neufviesme May mil six cens quatre. Signé, par collationnement, Dufau.

Contract d'accord passé entre Dom Marc Antoine de Saint Bernard, religieux et scindic des autres religieux du dit Monastère Saint Anthoine de Bourdeaux, d'une part, et Messire Jean-Baptiste D'Ornano, Chevallier des Ordres du Roy, Marquis de Montlor, et fils aîné du dit deffunt Mareschal, d'autre, par lequel appert qu'il se desmet et depart de

tout le droict, nom, raison et action qu'il et les siens pouvoient avoir et pretendre en la chapelle ecdiffiée et construite au nom du dit sieur Mareschal dans l'eglise du dit monastere, et ce en faveur des dits Religieux, pour, par iceux et les leurs à l'advenir, en disposer à leur volonté, a la charge de celebrer chacun an à perpetuité et à jamais douze messes basses au grand autel du dit monastere, le premier jour de chacun mois de chacune année, et ce en intention du repos de l'âme du dit feu seigneur Mareschal et de ses successeurs, avec les prières et oraisons accoustumées à la fin de chacune d'icelles, sans que les dits Religieux puissent demander aucun salaires des dites messes, lequel demeure compensé avec la rente de la dite somme de 1.350 livres tournoises, donnée par le dit seigneur Mareschal pour la construction de la dite chapelle, avec promesse par le dit scindic de faire ratifier et approuver le dit contract par le Chapitre General, en datte du 18^e Juillet 1621, signé Roux, notaire royal.

Acte de protestation faict par Monsieur Leblanc, secrétaire audiancier en la Chancellerie de Bourdeaux, aux Peres Feuillans du Monastere de Saint Antoine de la présente ville de doreznavant ne laisser ouvrir la voute de leur chapelle, pour autres personnes que pour y metre les corps decedez de leur maison, et sans tirer à conséquence de la permission donnée pour y metre son nepveu de La Croix maron, suivant sa lettre missive cy incluse en datte du 18^e juin 1641, avec la notification au pied, signée Ducos, notaire royal (1).

Je dois la communication et la copie de cet intéressant document à l'extrême obligeance de MM. Ducaunnès-Duval, archiviste de la Ville, et E. Rousselot, sous-archiviste de la Ville. Je les en remercie infiniment.

Louis Baradier, le « Maistre maçon » bordelais qui a

(1) Extrait de *L'inventaire général des titres, documents, terriers, etc., du monastere Saint-Antoine des Feuillants de Bordeaux et de ses annexes*, t. I, f^o 33, *Archives municipales de Bordeaux*, série 66.

construit la chapelle funéraire du maréchal Alphonse d'Ornano, dont le Musée Lapidaire de Bordeaux possède le riche et élégant rétable en pierre, fut lui aussi l'architecte de l'église des RR. PP. Feuillants de Bordeaux.

Cet édifice religieux, à une seule nef, aux formes harmonieuses, était décoré de beaux pilastres, de gracieux chapiteaux et de riches sculptures, dont notre Musée des Antiques de la rue Mably possède de nombreux et intéressants fragments. Il avait huit chapelles latérales funéraires, quatre de chaque côté. Celles de gauche, à partir du magnifique maître-autel, dont nous possédons les quatre splendides colonnes torses, appartenaient aux familles de Montaigne, d'Ornano, de Roquetaure et Le comte de La Tresne; celles de droite, toujours en partant de l'autel, aux familles Leclerc, Briet, Dusolier et de Lestonnac. D'autres sépultures importantes existaient encore dans cette église conventuelle, ainsi que l'indique le joli et élégant petit monument funéraire placé, actuellement, dans le vestibule de l'escalier de la Bibliothèque de Bordeaux, et qui provient, lui aussi, de la démolition de la chapelle du couvent Saint-Antoine des Feuillants.

Ultérieurement, nous décrirons les quelques fragments de sculpture que possèdent nos musées municipaux et qui ont appartenu aux diverses sépultures des personnages bordelais signalés ci-dessus.

En examinant avec attention les armes d'Alphonse d'Ornano reproduites sur la pierre de fondation sujet de cette note, on remarque qu'elles diffèrent un peu de celles figurées sur le tombeau élevé à ce grand personnage dans la chapelle des Pères de la Merci de Bordeaux. Ce mausolée avait probablement été édifié de 1610, date de la mort de l'illustre maréchal, à 1621,

année où son fils aîné Jean-Baptiste d'Ornano, maréchal de France, avait renoncé, en faveur des Feuillants, à la sépulture de famille que son père avait fait édifier, en 1604, dans l'église de ce monastère Saint-Antoine, ainsi que le démontre le contrat que je viens de citer plus haut. Les armes placées sur le mausolée portent en plus une fleur de lis placée en chef des premier et troisième quartiers. Sans doute qu'un événement très honorable pour le maréchal Alphonse d'Ornano avait dû se produire entre mai 1604, date de notre pierre, et l'année 1610, époque de la mort de cet illustre personnage, pour que le roi l'ait autorisé à ajouter une fleur de lis à ses armes.

Je termine cette note en déclarant que le document lapidaire inédit que je publie aujourd'hui, monument concernant l'histoire de la chapelle funéraire du maréchal d'Ornano aux Feuillants de Bordeaux, était connu de moi seul depuis plus de trente ans, et que si je ne l'avais fait connaître plus tôt, c'est que je le destinais à une note générale sur les importantes découvertes archéologiques faites en 1880 et 1881, lors de la démolition et des fouilles de l'ancien Lycée de Bordeaux, emplacement sur lequel ont été construits les nouveaux bâtiments des Facultés des Sciences et des Lettres.

2° Rétable de la chapelle funéraire du maréchal Alphonse d'Ornano dans l'église du monastère Saint-Antoine des Feuillants de Bordeaux. — Ce beau rétable en pierre richement décoré est d'ordre corinthien. Il se compose de deux colonnes cannelées, de pilastres, de chapiteaux, d'un tableau, de deux médaillons, d'une frise, d'un fronton circulaire avec personnage sculpté (le père éternel), d'une corniche, d'un entablement, etc. Il décorait la chapelle funéraire que fit élever, en 1604,

pour lui et les siens, le maréchal Alphonse d'Ornano, dans l'église du monastère de Saint-Antoine des Feuillants de Bordeaux. Cette chapelle mortuaire, ainsi que nous l'avons indiqué dans la note précédente, avait été construite par le « Maître maçon » Louis Baradier.

Les médaillons représentent, celui du côté de l'évangile, le Christ, et celui de l'épître, la Sainte Vierge.

Nous donnerons, ultérieurement, la description de ce beau rétable en jolie pierre de la Charente, monument qui a été transporté en 1881 au dépôt d'antiques situé aux ruines du Palais-Gallien, et installé définitivement en 1893 au fond de la grande salle du Musée Lapidaire de Bordeaux, dont il occupe la plus grande partie du mur.

LES ANCIENNES FONTAINES BORDELAISES

(suite) (1).

Par Th. RICAUD.

II

LES FONTAINES DE SAINT-PROJET

Placé à moins de cent toises de distance de l'abondante fontaine dite du *Poisson-Salé*, le carrefour de Saint-Projet dut vraisemblablement à cette cause le fait d'être resté jusqu'au milieu du xvii^e siècle à peu près entièrement dépourvu de tout appareil distributeur d'eau potable.

Un puits — mentionné par Léo Drouyn dans : *Bordeaux vers 1450* (2) — existait bien dans l'un des angles formés par la rue Saint-Siméon et la place Saint-Projet, mais il est hors de doute que son débit ne pouvait suffire aux besoins de la population, particulièrement dense, de cet antique quartier.

Inquiets d'un état de choses fort préjudiciable à la

(1) Voir *Bulletin de la Société Archéologique*, t. XXXVI, p. 72-86.

(2) Léo Drouyn, *Bordeaux vers 1450*, p. 410. « ... en la rue par laquelle on va du canton de la maison de Monadey vers le puy de Saint Project... Acte de 1373 ». « Reconnaissance faite au chapitre de Saint André de deux places vuides en la rue par laquelle on va du puy de Saint Project vers la Porte Basse... Acte de 1381 ». « *Ibid.*... d'une maison scize en la grande rue par laquelle on va du carrefour et du puy de Saint Project vers l'église Saint Siméon, en la paroisse Saint Project... Acte de 1393 ». *Inv. du chapitre de Saint-André.*

santé publique, les « Trente du Conseil » s'assemblèrent le 17 janvier de l'année 1624 pour délibérer sur une certaine proposition tendant à conduire l'eau de la fontaine de « Figueyros » à « Saint-Project et au Chapeau-Rouge ».

Trois jours plus tard, une nouvelle réunion eut lieu. Le résultat n'ayant pas été transcrit sur le *Registre des délibérations de la Jurade* (1), nous en ignorons totalement le résultat.

Toutefois, voici certains détails qui montrent clairement le vif désir qu'avaient les jurats de donner satisfaction à leurs administrés.

Le 31 janvier 1624, c'est-à-dire moins de quinze jours après la réunion citée précédemment, le sieur Mathieu Roumanet, fontainier de la Ville de Limoges, fut admis à se présenter devant l'édilité bordelaise pour y exposer le plan qu'il avait conçu de conduire les eaux de la source dite « Fontaine de Figueyreau, sur les Fossés du Chapeau-Rouge et à la place Saint-Project ».

Tout contrat de ce genre ne pouvant, suivant l'usage, devenir définitif qu'après l'acquiescement du Gouverneur de la Province, les jurats soumièrent leurs vues à Jean-Louis de Nogaret, duc d'Épernon (2).

Soit dit en passant, le sieur Roumanet n'avait voulu convenir d'aucun prix. Entre temps, Roumanet informa l'édilité bordelaise de son intention d'aller « faire un tour à Limoges » promettant de revenir avec son équipe d'ouvriers dès que le duc d'Épernon aurait donné l'au-

(1) Cf. Baurein, *Inv. des délib. de la Jurade*, « Le 20 du même mois, cette assemblée fut réunie, mais le résultat est en blanc..., f^{os} 41 et 42. *Arch. mun.*, II. L'on sait que les registres de cette époque ont été la proie des flammes en 1862.

(2) Premier duc, mort le 14 mars 1642.

torisation nécessaire pour l'ouverture des travaux. Le fontainier limousin ayant réclamé la somme de 300 livres pour frais de séjour à Bordeaux, la Jurade ne satisfait qu'en partie sa demande et lui accorda simplement 150 livres.

D'Épernon dut se montrer favorable au projet, car le 13 mars suivant, le traité envisagé entre la Jurade et le sieur Roumanet était définitivement conclu. En voici le résumé : Moyennant le versement d'une somme de 20.000 livres, Roumanet s'engageait à conduire dans la Ville l'eau de la fontaine de Figueyreau, et cela en deux endroits différents :

1° *au Chapeau-Rouge...* « à l'endroit de l'ancienne fontaine (1)... au profond de douze marches... en faisant servir le canal de celle cy pour l'égout de celle qu'il feroit... ».

2° *à la place Saint-Projet...* « en passant à Saint-Germain... en metant un bassin suffisant pour recevoir l'eau... avec un piédestal .. et en divisant chaque canal en quatre tuyaux... ».

Le procès-verbal de la séance de ce jour contenait en outre un renseignement très précieux, heureusement noté par Baurein lorsque celui-ci dressa l'inventaire des délibérations de la Jurade.

Par ce document, nous apprenons qu'en outre du traité passé avec Roumanet, l'autorité municipale avait l'intention de construire une fontaine monumentale en ce point de la Ville. Elle avait en effet décidé de « ... faire

(1) Le procès-verbal de la délibération de la Jurade portant la date du 8 juin 1622 contient un renseignement qui permet de connaître l'emplacement exact où se trouvait cette fontaine. En voici la teneur : « ... Messieurs les jurats ayant ordonné, par leur ordonnance du 6 octobre 1619, que la marzelle du puids des Fossés du Chapeau Rouge, à l'endroit de rue de Marseille, seroit racommodée... ».

faire » à « ses dépens *le chapiteau* de cette dernière fontaine Saint-Projet, *les inscriptions, les armes de la Ville* » et de « mettre, à côté des *pyramides* qui seroient dressées, les *noms et qualités de messieurs les jurats actuellement en charge...* ». Les bonnes intentions de l'édilité bordelaise étaient malheureusement contrariées par l'état déplorable de la caisse municipale, laquelle se trouvait presque vide. D'autre part, Roumanet était depuis quelque temps revenu à Bordeaux avec neuf de ses ouvriers.

Las d'attendre et ayant à faire face à de notables frais, il se décida, le 4 mai suivant, à envoyer ses doléances à la municipalité.

Un mandement de 50 livres, donné à titre d'acompte du prix fait, accompagné de bonnes paroles, voilà le résultat obtenu par la démarche du malheureux fontainier (1).

Trente-cinq ans plus tard, la question n'avait point avancé d'un seul pas et le puits de Saint-Projet était encore l'ultime ressource des habitants de ce quartier populeux.

A la date du 30 juillet 1659, nous trouvons le sieur Grenier, jurat, recevant de ses collègues la mission d'examiner si le nommé Ploué, huissier de l'Hôtel de Ville, avait achevé de percevoir le montant des taxes spéciales levées sur les voisins du... « *puits de Saint-Projet* » ... dont l'état lamentable exigeait de promptes et sérieuses réparations (2).

Que devint le projet Roumanet ?

Nous n'en avons plus trouvé aucune trace. Le 17 septembre 1688, le sieur Ferry présenta un mémoire dans

(1) *Reg. des délib. de la Jurade*, f° 71.

(2) *Ibid.*, f° 166.

lequel il proposait d'amener les eaux des fontaines « *des Carmes* (1), *de la Puselle* (2) et *d'Erlac* (3) » dans le centre de la Ville, moyennant le versement d'une somme de 100.000 livres (4).

Inutile d'ajouter qu'aucune suite ne fut donnée au projet Ferry.

Toutefois, si la Jurade renonça d'amener à Saint-Projet l'eau de Figueyreau (5), elle n'abandonna pas complètement l'idée qu'avait eue Roumanet d'orner d'une colonne cet antique carrefour bordelais.

Nous connaissons ce détail par l'abbé Bellet (6) et

(1) La source des Carmes, dite aussi d'Artiguemale, est située à l'ouest du domaine de Carreire.

D'après le Mémoire de 1787, son débit journalier était de 34 pouces fontainiers. A cette époque, le pouce fontainier représentait une quantité d'eau égale à trois barriques et demie par heure, soit environ 19 mètres cubes par jour. Il était admis qu'un pouce fontainier suffisait pour mille personnes.

(2) Nous croyons qu'il s'agit de la petite source du Tondut, voisine de celle des Carmes, dont le débit était en 1787 de 5 pouces.

C'est sans nul doute d'elle qu'il s'agit dans la remarque consignée par Bernadau dans ses Tablettes à la date du 1^{er} thermidor 1796 (Voir t. VII, p. 255) : « Tout le monde, vieux et jeunes, hommes et femmes, court boire de l'eau d'une petite fontaine, située au Tondut, vis-à-vis le moulin de Gourgues et adossée au mur de clôture du bien de Brouqueur.

» La mode a donné à cette eau une vertu minérale purgative et anti-fiévreuse qu'on ne lui avait jamais soupçonnée. La médecine en rit et se fâche ; mais la foule n'en court pas moins visiter la « *Mayade du Tondut* » auprès de laquelle des danses et des cabarets se sont établis... » Il y a, en effet, et cela même de nos jours, de nombreux restaurants dans ces parages. Ceux ayant pour enseigne : *La Cape*, *Au bon gré mal gré*, *Au gagne-petit*, *Chez Mérote*, pourraient bien dater de l'époque à laquelle fait allusion Bernadau.

(3) La source d'Arlac donnait 12 pouces.

(4) Richard, *Étude et histoire des eaux de consommation à Bordeaux*, p. 15.

(5) Nous verrons dans un instant que, finalement, l'eau amenée à Saint-Projet fut celle de la source d'Arlac.

(6) Bibliothèque de la ville, manuscrit 828, t. V, p. 30.

par le récit que fit de son voyage à Saint-Jacques de Compostelle, en 1726, le paysan picard Minier (1).

Bellet écrit à ce sujet :

« En 17..., on fit la fontaine Saint Projet... (2). La figure du Temps, qui est sur une colonne élevée, au milieu du bassin, est de la manière du sieur Beau, sculpteur. » Bellet ajoute : « Les connaisseurs trouvent bien des choses à dire à cette statue. »

L'on remarque que Bellet n'a point précisé la date où fut construite la fontaine Saint-Projet. Divers faits, qui seront énumérés au cours de cette étude, montreront que c'est bien intentionnellement que la précision est absente sur ce point.

Par le récit du paysan picard Minier, nous devenons plus fixés :

« Le 26 septembre 1726, écrit-il, nous sommes retournés à Bourdeaux voir le marché où se vendent toutes sortes de denrées où dessus est une fontaine, avec un beau bassin de grès, fort grand, où l'on descend par quatre endroits, de quatre à cinq degrés chacun et plus même. Le bassin est rond; l'eau se perd par des trous souterrains, les tuyaux d'où sort l'eau ne sont qu'à un pied du bassin et le bassin est cinq ou six pieds plus bas que le pavé. *Au-dessus de cette fontaine est un vieillard peint en blanc avec des ailes et un bâton à la main.* »

(1) Publié par le baron Bonnault d'Houët. Voir également le travail de notre collègue M. A. Nicolai : *Saint-Jacques de Compostelle, Bulletin de la Société Archeologique de Bordeaux*, t. XXI, p. 69.

(2) Par la chronique manuscrite de Caila, nous apprenons que la première fontaine Saint-Projet fut construite à l'endroit où se trouvait la croix et que celle-ci fut déplacée le 31 octobre 1711. Nous reviendrons dans un instant sur ces deux points intéressants et restés jusqu'à ce jour inédits.

Quoique Minier ne désigne pas le lieu exact où il a vu ces choses-là, il s'agit sans nul doute de la place et fontaine Saint-Projet.

Au «*mercato*», il n'y eut jamais de fontaine monumentale. D'autre part, il y avait un marché sur la place Saint-Projet.

Enfin la «*figure du Temps*» signalée par Bellet semble bien être le «*vieillard peint en blanc*» qui attira les regards de Minier.

D'autre part, grâce à plusieurs contrats passés entre les jurats et le sieur Pierre Goyer de Larochète, qualifié : «*bourgeois de Bordeaux et ingénieur pour le Roi*» (1), dont le premier est daté du 27 juin 1711, il est possible de déterminer, d'une façon tout au moins approximative, la date d'achèvement des travaux de la première fontaine de Saint-Projet.

Cédant aux doléances du sieur Goyer de Larochète, la Jurade accorda, le 19 juin 1714, «*tant à lui qu'à ses représentants*», et ce «*aussi bien pour le présent que pour l'avenir*», la permission d'ouvrir le pavé depuis la fontaine de Saint-Projet (2) dans la «*rue Sainte-Catherine et de la Monnoie... jusques au jardin de M. de Fayet, conseiller au Parlement*» (3).

(1) Ce personnage demeurait rue Sainte-Croix, paroisse Saint-Michel. Nous avons également trouvé son nom écrit : Goyier de Larochette.

(2) *Reg. des délib. de la Jurade*, loc. déjà cit.

(3) Impasse Sainte-Catherine. Cf. Léo Drouyn, *Bordeaux vers 1450*, p. 236.

A ce propos, Léo Drouyn signale que cette voie appartenait à la fois aux paroisses Saint-Projet et Saint-Maixans, ajoutant qu'elle leur servait de limite.

Ce fait, rapproché de celui que le cimetière paroissial de Saint-Projet se trouvait — au xiv^e siècle du moins — situé entre les rues de Lartigue (Tusta) actuellement) (Cf. *Arch. dép.*, G 390. Investiture en faveur de Pey Faucher... d'une maison située rue de Lartigue, près du cimetière de

L'autorisation accordée à Goyer de Larochète était la conséquence de deux faits bien distincts :

Saint-Projet (année 1373) et Guiraude, *Ibid.*, Reconnaissance par Pierre Gombaud, en faveur de Gaucem de Gibran, au nom et comme compte des confréries de Saint-Projet et de Notre-Dame établies dans l'église Saint-Projet pour... un jardin, sis dans la rue Guiraude près le cimetière Saint-Projet (année 1372) ...), nous conduit à émettre une hypothèse relative aux personnages sculptés sur le fût de la superbe croix de pierre, du *xvi^e* siècle, qui orne le carrefour de Saint-Projet.

D'après l'exposé précédent, le premier cimetière paroissial ne pouvait que se trouver dans le périmètre compris entre les rues Tustal, Sainte-Catherine, Guiraude et de Cheverus.

Or, cet espace était le point de jonction de quatre vieilles paroisses de la ville : Saint-André, à l'Ouest ; Saint-Projet, au Sud ; Saint-Maixent, au Nord ; Saint-Siméon, à l'Est.

La croix dont nous admirons encore de nos jours l'élégance put y être élevée primitivement. Est-il permis, dans de semblables conditions, de supposer que les quatre charmantes statuettes qui en font l'un des principaux ornements, lesquelles sont restées mystérieuses jusqu'à ce jour, représentent tout simplement les quatre patrons des paroisses précitées.

Deux sont des évêques — sans toutefois les identifier — affirme Léo Drouyn ; le troisième, un apôtre ; le quatrième, un jeune homme à longs cheveux.

La disposition des sujets représentés sur ce monolithe ne coïncidant point avec l'orientation des paroisses indiquées ci-dessus : les personnages mitrés s'aperçoivent sur les faces *Ouest et Est*, l'apôtre est placé à l'*Est*, le jeune homme ? se voit au *Nord* — il y a donc lieu d'écarter l'idée émise précédemment.

D'autre part, la croix de Saint-Projet figure sur la vue cavalière de Munster (*Bordeaux au XVI^e siècle*), et ce vers le centre du carrefour de ce nom.

Sur le plan manuscrit attribué à Joubin de Rochefort et établi comme l'on sait, entre 1676 et 1690 (Voir *Arch. mun.*, n° 372), ce petit monument est indiqué. Sa place est un peu en avant et dans l'axe de la fontaine actuelle.

L'archevêque de Bordeaux, Bazin de Bezons, témoigna son étonnement, lors de sa visite pastorale du 19 janvier 1700, de ne point voir dans le cimetière Saint-Projet, alors situé au sud de l'église et y attenant, la croix dont la présence est exigée par la liturgie catholique. Ce détail est consigné dans le procès-verbal de visite (*Arch. dép.*, G 653).

La croix actuelle y fut-elle jamais érigée ? Nous ne le croyons point. Écoutons Caila qui, dans sa *Chronique manuscrite*, écrit : « La croix de

1° La nécessité d'évacuer les eaux tombantes de la fontaine de Saint-Projet dans le ruisseau du Peugue;

Saint-Projet, qui antieusement étoit placée où est à présent la fontaine (1711), fut transportée où elle est à présent le samedi 31 octobre 1711. »

Est-il impossible qu'en opérant ce transfert les ouvriers chargés de cette besogne se soient trompés en mettant au Nord la face Sud ?

« S'il en est ainsi, nous trouvons :

1° Au Sud, un jeune homme. En fait, en est-il bien ainsi ? De récentes déprédations laissent nettement apercevoir que la face du personnage est rapportée. Les crampons de fer qui la maintiennent encore en suspens en sont un témoignage irréfutable. Ce personnage, au lieu d'être un jeune homme, ne serait-il point tout simplement la représentation de la jeune vierge de Lérída : Eulalie, patronne d'une paroisse qui, jusqu'à la Révolution, étoit immédiatement placée au Sud de celle de Saint-Projet;

2° A l'Est, un évêque : saint Projet. L'on sait, en effet, que cette paroisse s'étendait vers l'Est, et ce jusqu'à la rue Arnaud-Miqueu;

3° Au Nord, un personnage mitré : saint Maixant, abbé;

4° A l'Ouest, un apôtre : mais il est tout indiqué, saint André.

L'idée que nous émettons nous paraît, d'autre part, être fortifiée par le fait suivant :

« On croit — écrit Baurein, *Variétés bordelaises*, t. II, p. 376 — faire part au public d'une découverte qui fut faite en l'année 1764, en creusant les fondations de la maison de feu M. Castern, avocat, qui est située dans l'angle formé par la rue de Cadaujac (partie de la rue de Cheverus comprise entre les rues du Loup et des Trois-Conils) et celle qui porte maintenant le nom de rue Tustal.

« On y découvrit, à neuf pieds et demi de profondeur, une grande pierre de taille dure, de deux pieds en carré, sur dix-huit pouces d'épaisseur, parfaitement bâtie sur un bon massif; elle étoit exactement placée suivant les quatre horizons principaux.

« Le dessus étoit taillé en pied d'estal de six pouces de hauteur, au milieu duquel on remarquoit une espèce de rupture qui a fait conjecturer que cette pierre étoit le pied d'estal d'une croix dont la tige étoit formée du même bloc. »

De plusieurs autres remarques, Baurein croit conclure qu'il y avoit en ce point... un espace public, vraisemblablement un ancien cimetière... que le terrain de la rue de Cadaujac a été exhaussé dans cet endroit et qu'il se trouvoit à cette époque (xviii^e siècle) d'environ douze pieds plus haut que l'ancienne surface.

La grande pierre de taille dont il vient d'être question et prise par Baurein pour le piédestal d'une croix n'aurait-elle point certains liens

2° L'exécution d'une convention passée précédemment entre MM. de Fayet et Goyer de Larochète, d'une part, et la Ville, de l'autre, celle-ci représentée par MM. de Segur, Dessenaut, Pontoise et Chaumet, tous jurats (1).

L'eau amenée à Saint-Projet provenait de la source d'Arlac qui se trouvait précisément située dans un bourdieu appartenant à M. de Fayet.

En homme prévoyant, cet excellent parlementaire s'empressa d'insérer, dans le traité passé avec la Ville, l'obligation, pour le sieur Goyer de Larochète, de conduire dans le jardin de sa maison, sise rue Judaïque (2), la valeur d'un pouce d'eau (3).

avec la base primitive de la croix de Saint-Projet dont, jusqu'ici, nous n'avons pu déterminer exactement le premier lieu d'érection ?

Au moment de l'exhaussement de cette partie de l'ancienne rue de Cadaujac (n'oublions point que cette voie menait à la Porte-Basse, dénommée ainsi parce qu'elle était à demi enterrée), la croix qui se trouvait à la rencontre de celle-ci et de la rue Tustal dut forcément être déplacée.

La position de la pierre dont parle Baurein « ... exactement placée suivant les quatre horizons principaux... » est une indication à retenir avec attention.

En effet, les personnages qui figurent sur le fût de la croix de Saint-Projet paraissent être précisément la représentation des patrons des paroisses dont le territoire correspond à leur orientation (Voir ci-dessus, Nord, un abbé : saint Mexant, etc.).

Dans ces conditions, il n'est pas impossible que :

1° la croix de Saint-Projet fut primitivement élevée dans le petit espace libre qui se trouvait à l'angle des rues Tustal et de Cheverus ;

2° qu'au moment de l'exhaussement de la rue de Cadaujac, elle fut transportée place Saint-Projet, près du bassin de l'ancienne fontaine (Voir plan manuscrit de Joubin de Rochefort, déjà cité), avant de subir le déplacement de 1711 dont parle Gaila ;

3° qu'enfin les personnages qui s'y trouvent sculptés soient respectivement : saint Mexant, saint Projet, sainte Eulalie et saint André.

(1) *Arch. mun., Reg. des délib. de la Jurade*, 1^o 40.

(2) Rue de Cheverus.

(3) *Reg. des délib. de la Jurade*, *ibid.*

A quelle époque le contrat précité reçut-il sa complète exécution ?

Caila, dans sa *Chronique manuscrite*, nous l'apprend :

« La fontaine de Saint-Projet, écrit-il, fut commencée à bâtir vers la fin de la susdite année 1711 et fut parachevée en 1715 ».

D'autre part, le fait que la Jurade fit paraître, le 28 décembre 1715, une ordonnance par laquelle il était expressément défendu aux habitants d'envoyer laver du linge ou autre chose au bassin de Saint-Projet, à peine de confiscation des objets blanchis et de 10 livres d'amende, confirme bien l'attestation de Caila et prouve surabondamment qu'à cette date l'eau était bien à la disposition du public.

Enfin la décision prise par l'édilité bordelaise, le 3 août 1716 (d'après la requête présentée par le Procureur syndic), de charger deux jurats d'examiner les ouvrages concernant les fontaines de la Ville dont l'exécution avait été confiée à l'ingénieur précité (1), ainsi que la nomination (17 août 1717) du sieur Barthélemy Mazet aux fonctions de garde de la fontaine de Saint-Projet (2) sont, nous semble-t-il, des arguments irréfutables en faveur de l'achèvement, de la partie principale des travaux.

Cependant, l'ouverture de nouveaux crédits relatifs à la conduite des eaux de la source d'Arlac sur divers points de la Ville et la série d'ennuis que subirent tant

(1) *Ibid.*, fo 75.

(2) *Ibid.*, fo 185. Le sieur Mazet reçut en gages la valeur représentée par la moitié du produit des amendes infligées à tous ceux qu'il surprenait en contravention. Les contrevenants devenant plus rares... ou plus adroits, Mazet dut réclamer un supplément de salaire. Le 11 janvier 1719, il reçut des appointements fixes s'élevant à 12 livres annuellement, augmentés de sa quote-part habituelle sur le produit des amendes, fo 81.

de Larochète que ses héritiers (1) montrent bien que le parachèvement des travaux ne fut pas complet.

Ainsi le procès-verbal de la séance du 22 novembre 1717 porte que « les sieurs Lagourgue, Bigeaud, Caulet, Lafargue et autres acquéreurs de places vuides » remettront au trésorier de la Ville le reliquat du prix de leurs acquisitions (2), « ... lesquelles sommes », lit-on, « doivent être employées à la construction de la fontaine de Saint-Projet et autres ouvrages... ». La Ville s'engageait à garantir les susdits acquéreurs débiteurs de Larochète « en sa qualité d'entrepreneur desdits ouvrages... » des oppositions faites entre leurs mains de la part de M. le président de Gourgue (3).

(1) Le 26 octobre 1717, la municipalité décida de donner aux Révérends Pères Chartreux un ponce d'eau à conduire dans le milieu de leur cloître, et cela à titre de dédommagement des ouvrages qui, lit-on dans ce document, doivent être faits dans leur enclos par le sieur de Larochète... chargé de conduire dans la présente Ville les eaux de la fontaine d'Arlac et autres (... des Carmes et de la Puselle, cette dernière placée entre celle d'Arlac et des Carmes. Voir Mémoire instructif touchant les eaux des fontaines qu'on peut conduire à Bourdeaux, par le sieur Ferry (17 septembre 1688). Richard, *Étude et historique des eaux de consommation de Bordeaux depuis 1520 jusqu'à nos jours*, p. 14), le tout sans préjudice de l'exécution des clauses du contrat passé entre les deux parties (Gauzier de Larochète et Révérends Pères Chartreux). *Arch. mun.*, II, *Inv. des reg. des délib. de la Jurade*, f^o 200.

Le 22 juin suivant, Larochète représenta en Jurade qu'ayant été avisé par une délibération de messieurs les jurats, du 26 octobre 1717... « qu'il seroit donné aux Révérends Pères Chartreux un ponce d'eau qui seroit conduite au milieu de leur cloître pour leur tenir lieu d'indemnité du dommage qu'on pouroit leur causer en faisant passer dans leur enclos les eaux destinées à la fontaine Saint-Projet, il ne peut exécuter et remplir cet engagement à ses fraix et dépens si la Ville n'y contribue. Sur quoy il est délibéré, de l'avis de M. de Courson, intendant de la Province, que la Ville versera la somme de 4.000 livres au sieur Larochète qui s'est obligé de donner ce ponce d'eau aux Chartreux .. d'en répondre pendant trois ans et de remettre les 4.000 livres au cas qu'il ne puisse pas réussir », f^o 32.

(2) Conformément à l'ordonnance de l'Intendant (signifiée). *Ibid.*, f^o 205.

(3) *Ibid.*

D'autre part, de Larochette représenta en Jurade, le 15 février 1718, qu'il a été obligé dans la première conduite des eaux pour la fontaine de « Saint-Projet » de faire passer les tuyaux sous le ruisseau du Peugue et de les faire ensuite remonter près de la Porte Dalbret, ce qui, ajoute-t-il, en diminue considérablement la force d'écoulement. Il se plaint ensuite que les tuyaux ont crevé dans cet endroit... qu'il ne peut remédier à cet état de choses qu'en les posant à la hauteur des ponts qui sont au-dessus du ruisseau et que ce travail ne saurait être entrepris avant d'avoir rétabli ceux qui sont en très mauvais état.

La Jurade — autorisée par l'Intendant — fit une adjudication et, pour la somme de 260 livres, les ponts du Peugue furent mis en état de supporter les conduites d'eau destinées à Saint-Projet (1).

Jusqu'au 11 décembre 1724, nous n'entendons plus de doléances nouvelles.

A cette date, la Jurade délégua deux de ses membres qui, accompagnés du Procureur syndic, devaient se transporter au village d'Arlac, paroisse de Mérignac, où est la fontaine — lit-on dans ce document — « ... dont les eaux ont été conduites dans la présente Ville à la place Saint-Projet... soit dans d'autres lieux... » pour dresser procès-verbal de « toutes les notoriétés qui leur seront observées par des personnes à ce entendues, afin d'examiner si le sieur de Larochette a exécuté les engagements » dans lesquels il étoit entré, avec la Ville... relativement à la construction de certaines fontaines (2).

Peu de mois après, de Larochette mourut.

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*, t^o 58.

Le 19 mai 1725, nous trouvons sa veuve, Françoise Videau, et son fils, Étienne de Larochète, manifestant le désir de continuer les ouvrages en cours d'exécution. Afin de seconder leurs intentions, les jurats accordèrent un mandement de 1.000 livres sur le sieur Haubet, dépositaire de celui de 5.000 livres qui lui avait été remis à titre de consignation par Pierre de Larochette et dont il n'avait retiré qu'une partie.

Haubet refusant d'acquitter ce mandement, les jurats en expédièrent un autre de la même somme sur le trésorier de la Ville (1).

Une opposition faite, le 3 juillet 1726, sur les loyers de diverses maisons appartenant à Étienne de Larochète et à sa mère les mit tout à coup dans l'impossibilité de poursuivre les travaux (2). Nous sommes au 13 juin 1727.

Les choses semblaient devoir s'arranger. Le procureur syndic s'engagea même à se départir, en ce qui concernait la Ville, de l'acte d'opposition relatif à la perception des loyers dont il vient d'être question, à charge qu'Étienne de Larochète et Françoise Videau « perfectionnent l'ouvrage de diverses fontaines » (3).

Las d'attendre l'exécution d'engagements dont ces deux personnes avaient assumé la charge, engagements au-dessus de leurs forces et qui occasionnaient de la part du public de nombreuses et justes réclamations, la Jurade décida (2 août 1727) de faire venir de Paris un « habile fontainier », à qui la Ville assurera une pension convenable, et de porter plainte à l'Intendant contre les héritiers de Larochète (4).

(1) *Ibid.*, f^o 88.

(2) *Ibid.*, f^o 49.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, f^o 65.

A ce moment, le choix se porta sur le sieur Brion, fontainier, de Versailles, futur beau-père de l'architecte Joseph Thiach.

Après de nombreuses démarches, l'influence de l'Intendant déterminait Brion à signer un contrat de cinq ans de séjour à Bordeaux pour donner ses soins à la construction des fontaines de la Ville, moyennant une allocation annuelle de 2.000 livres, un logement convenable pour lui et sa famille et la somme de 300 livres à titre de frais de déplacement (1).

Délaissions un instant les malheureux héritiers Larochète, qui ne sont point au bout de leurs peines (2), et examinons un nouveau projet qui, finalement, aboutit à la transformation complète de la place Saint-Projet et à la construction de la fontaine monumentale existant encore de nos jours.

Un haut personnage, Joseph de Gillet, marquis de La Caze, président à mortier au Parlement de Bordeaux (3), et un membre d'une illustre famille, M. André Dupérier de Larsan, curé de la paroisse Saint-Projet (4), s'inté-

(1) *Ibid.*, n° 155.

(2) Sur requête du Procureur syndic — en date du 5 juillet 1730 — le Grand Conseil nomma, le 21 novembre suivant, le lieutenant général de Libourne commissaire pour examiner les rapports des experts de la Ville et des héritiers de Larochète chargés de procéder à la visite des canaux établis (par feu Pierre de Larochète) depuis la fontaine d'Arlac jusqu'à celle de Saint-Projet et de la croix du Chapeau-Rouge. . *Ibid.*, n° 145.

Le 4 avril 1731, le sieur Jaugeon père, architecte, recevait la mission de défendre les intérêts de la Ville, et les héritiers de Larochète furent sommés de se trouver au plus tôt un représentant.

(3) Né à Bordeaux le 16 janvier 1670, conseiller au Parlement le 27 juin 1691, M. de La Caze acquit, l'année suivante, une charge de président à mortier, créée par édit du mois de septembre précédent... Nommé premier président le 7 mars 1711, ce magistrat mourut le 9 décembre 1731. Son corps fut inhumé aux Carmes. Cf. *Le Parlement de Bordeaux*, par A. Communay.

(4) Mort le 26 septembre 1754, à l'âge de 65 ans 3 mois et quelques

ressaient — tout en ayant cependant des points de vue différents — à l'embellissement de ce quartier.

De son manoir de La Caze, à la date du 2 octobre 1727, Joseph de Gillet écrivait au sieur Bourgade, procureur au Parlement, demeurant à Bordeaux, rue du Loup, et exerçant la charge de grand ouvrier de la paroisse Saint-Projet, la missive suivante :

« J'ay reçu Bourgade vostre lettre au sujet de la réparation qu'il faut nécessairement faire aux petites chopes de l'église (Saint-Projet) dont l'une est presque éboulée et l'autre qui menace d'avoir le même sort. Je comprends que ce sera d'une grande depence, si on les relait de bois, comme elles sont. Je ne crois pas qu'il en coutat beaucoup plus en les batissant de pierres... Si nous prenons le parti de batir en pierre, je crois qu'il sera bon d'y faire un etage conforme à celle dont le sacriste tire le revenu... ce sera donc un revenu bon pour la fabrique, tant de cette chope que de celle où demeure la fontainière... Il est certain que ces maisons seront très bien louées à cause du quartier et de la place... J'attendrai la reponse que vous me ferez sur ce project. Je suis, Bourgade, entièrement à vous...
Signé : GILLET DE LA CAZE » (1).

Bourgade s'empessa de répondre immédiatement et avisa le président de La Caze des intentions de M. André du Pérrier de Larsan. En voici un écho :

« Bordeaux, ce 9 octobre 1727.

» MONSEIGNEUR,

» ... car le curé a une idée quy seroit bonne et utile à la fabrique sy elle venoit à réussir.

jours. Son corps fut enseveli le lendemain dans la cave de MM. les curé et bénéficiers de ladite église située dans le sanctuaire du grand autel, du côté de l'Évangile. *Arch. mun., Reg. de Saint-Projet, n° 623.*

(1) G 2831-23.

» C'est de faire sortir la fontaine atenant l'église et qu'en recompense la ville fairoit batir des maisons de chaque costé de ladite fontaine dont le revenu seroit pour la fabrique. Il m'a assuré avoir parlé à Monsieur l'Intendant qui lui a fait espérer que la chose pourroit se faire et il est dans la resolution de la suivre sy on estoit assuré que dans six mois on sçauroit le résultat de la proposition.

» Il ne faudroit que bien faire escorrer l'échope dont le sacriste de l'église tire le revenu pour l'autre où est la fontaine.

» Je la fais accomoder du mieux qu'il se peut en faisoient servir tous les vieux débris.

» Je vous suplie M^{sr}, etc. » (1).

Cinq jours après (14 octobre 1727), Gillet de La Caze faisait part au grand ouvrier de Saint-Projet de son idée personnelle dans les termes suivants :

« Je ne crois pas, Bourgade, que l'idée de M. le Curé réussisse. Il en coûterait beaucoup à la Ville *pour faire démolir la fontaine d'où elle est et pour la faire rebâtir contre l'église*; et je doute fort qu'elle veuille faire cette dépense, d'autant qu'il me semble que ce seroit fort indécet au service divin qui seroit troublé par le bruit continuel des femmes, qui s'entendroit clairement dans l'église... » (2).

Par un rapport que fit, le 18 octobre 1729, le sieur Arnaud Valance, maître architecte du Bureau, nous apprenons que certaines petites réparations furent faites au pavage par un nommé Pierre Denuel, maître paveur, ceci sur l'ordre de M. Baudou, trésorier de France (3).

(1) *Arch. dép. Gironde*, G 2831, pièce 36.

(2) *Ibid.*, pièce 24.

(3) *Ibid.*, pièce 58.

Sur requête du procureur-syndic, la Jurade décida, le 5 juillet 1730, de déférer au Grand Conseil les héritiers de Larocheite.

Un commissaire devait être demandé au sénéchal de Libourne pour procéder à la visite des canaux établis par le défunt... « depuis la fontaine d'Arlac jusqu'à celles de Saint-Projet et de la croix du Chapeau-Rouge... ». Comme l'on voit, les malheureux héritiers n'étaient point au bout de leurs peines (1).

Revenons à la discussion qui s'est élevée entre le curé et M. de La Caze. Ce dernier étant mort, ce fut finalement le projet du pasteur de Saint-Projet qui prévalut.

A la date du 14 décembre 1737, la Jurade prit la décision suivante :

« Conformément aux conventions passées entre messieurs les jurats et messieurs les syndics et administrateurs de l'église et fabrique Saint-Projet, ladite fabrique a concédé à la Ville de Bordeaux vingt et un piés ou environ, en largeur, de terrain sur neuf piés ou environ de profondeur, pour y placer la fontaine et que pour indemniser ladite église et fabrique messieurs les jurats feront construire, à chaque côté de la fontaine, le long du mur de l'église, en la place des anciennes échopes en planches, qui y étoient, deux autres échoppes de chaque côté, en pierre; que le tout sera fait aux fraix de la Ville qui s'oblige de faire construire lesdites échopes, couvrir, planchéier, vitrer, fermer les portes avec leurs serrures, et de remettre la clé à la main à messieurs les syndics et administrateurs de ladite église et fabrique, lesquels, en reconnaissance des services que messieurs les jurats rendent à ladite église, leur

(1) *Reg. des délib. de la Jurade*, n° 145.

ont accordé un banc dans l'église, pour eux et leurs successeurs, à perpétuité, qui sera fait aux dépens de la Ville, qui en portera les armes et sera placé dans l'arceau de la chapèle Sainte-Marguerite » (1).

Moins d'un an après la signature de cet acte administratif, le 30 août 1738, la Jurade traitait avec le sculpteur Vanderworth, sculpteur des bâtiments de la place Royale.

Cet artiste s'engageait, pour la somme de 4.000 livres, à enrichir de divers morceaux d'architecture le bâtiment élevé pour la fontaine Saint-Projet et les façades qui l'accompagnent (2).

Nous connaissons tous le travail de Vanderworth, ou Vanderworth, comme l'on écrit ce nom habituellement.

Bernadau (3) prétend que « ce mur de stalactites et de roseaux ne valait pas l'argent ». Comme notre distingué et savant collègue, M. Brutails, nous pensons que semblable thèse peut se soutenir (4). Nous ne chercherons pas toutefois à la développer et nous contenterons de terminer cette petite étude par l'intéressante description qu'a laissée de ce monument notre vieux et dévoué maître, feu Émilien Piganeau.

Écoutons-le :

« Cette fontaine, qui ressemble beaucoup à celle de la » Douane, est formée d'une niche entre deux pieds » droits en bossage et d'un fronton triangulaire sur » lequel se voient deux statues à demi couchées, une

(1) *Arch. mun.*, II, *loc. déjà cité*, f° 47.

(2) *Ibid.*, f° 123.

(3) *Viographe*, p. 214. « ... La Jurade paya au sculpteur Wanderworth une somme de 4.000 livres pour couvrir de stalactites le portique au bas duquel sont les sujets de cette fontaine. Les connaisseurs trouveront peut-être que ce travail est un peu cher. »

(4) Brutails, *Guide illustré dans Bordeaux et les environs*, p. 64.

» d'homme, l'autre de femme, le Peugue et la Devise
» peut-être? (Pl. II).

» Ici, au centre du fronton, sont les trois croissants
» entrelacés encadrés d'une banderole et dans les angles
» inférieurs deux motifs d'ornement : d'un côté des
» fleurs : roses et pavots ; de l'autre des fruits.

» Au milieu et sous la corniche, une large conque
» marine. A droite et à gauche, deux consoles et pour
» motif central, sous le plan courbe de la niche, un long
» panneau sculpté en stalactites sur lequel fait saillie,
» un large coquillage fantaisiste accosté d'enroulements.

» Au-dessous, une large ronde bosse presque ellip-
» tique en marbre rouge. A droite et à gauche, des ara-
» besques venant se confondre avec les filets verticaux,
» deux gerbes de fleurs, puis une couronne de plantes
» marines à laquelle est appendu un trophée : proues
» de navire, un gouvernail, un trident, des harpons et
» enfin une corne d'abondance.

» Sur la grande boule rouge est une inscription
» devenue illisible, paraît-il, du temps de Bernadau et
» de Bordes, mais restaurée depuis sans doute, car à
» l'aide d'une lorgnette de théâtre j'y ai lu très distinc-
» tement ce qui suit (1) :

(1) Des réparations effectuées au cours de l'année 1914 viennent de rendre ladite inscription lisible même à l'œil nu.

DU RÈGNE
DE LOUIS XV
CHARLES DE BOURBON COMTE D'EU
GOUVERNEUR DE LA PROVINCE
MESSIRE CLAUDE BOUCHER INTENDANT
ESTANT EN CHARGE M^{RS} LE COMTE D'ESTRADE MAIRE
DE SEGUR COMTE DE CABANAC, SOUS-MAIRE
LABARRE DE VEISSIÈRES, CH^{ER} SGR DE LARIVAUX
ET DE L'ORDRE MILITAIRE DE S^t LOUIS,
DUMAT AVOCAT, DUBERGIER
CITOYEN DE SENTOUT CH^{ER} SGR DE LOUBENS ET
DE JONQUEYRES, DE GALIBERT AVOCAT
TOUGÈS, CITOYEN JURATS MAIGNOL ÉCUYER
PROCUREUR SYNDIC, DUBOSQ ÉCUYER
SECRÉTAIRE DE LA VILLE

» Il n'y a pas de date. Le comte d'Eu gouverna la
» province de 1713 à 1758.

» L'intendant Boucher exerça sa charge de 1720 à
» 1743 et le comte d'Estrade, successeur de son père et
» de son grand-père, fut maire de la Ville de Bordeaux
» de 1714 à 1769.

» Le monument est l'œuvre du sculpteur Wander-
» worth (1). Commencés en 1711 (2), les travaux furent

(1) Wanderworth, dont le nom ne se trouve pas dans le dictionnaire de Bouillet, est né à Anvers. Il n'a pas dû rester longtemps à Bordeaux ou n'y joua qu'un rôle secondaire, puisqu'on voit que le célèbre Francin, appelé depuis par M. de Tourny, exécuta dans notre ville bon nombre de travaux du plus grand mérite : Porte Saint-Germain, le groupe de l'École d'équitation, les bas-reliefs de la statue de Louis XV, etc. Wanderworth eut le prix de Rome en 1725. Il travailla avec Jacques Verberekt aux ouvrages de sculptures de l'Hôtel des Fermes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, dit Marionneau (document inédit sur Verberek, en français).

(2) Comme nous l'avons vu précédemment, il ne s'agit point de la fontaine actuelle.

» interrompus et ne reçurent leur achèvement qu'en
» 1737 (1).

» Pendant que les jurats se livraient à ces travaux
» d'embellissement (la place Royale), on leur fit com-
» prendre, dit l'abbé O'Reilly, 1^{re} partie, tome III,
» page 256, la nécessité de construire une fontaine sur
» la place Saint-Projet, quartier populeux et qui man-
» quait d'eau.

» On la fit commencer de suite et le 14 décembre
» 1737, elle fut achevée à la satisfaction du public
» Les sculptures qu'on y remarque en forme de stalac-
» tites sont de Wan der Worth; elles sont inférieures
» aux groupes qu'il sculpta à la Bourse et à ses autres
» travaux. On lui donna 4.000 livres pour la mesquine
» ornementation de cette fontaine dont l'eau vient de
» la Divona d'Ausone, la fontaine des Dieux, Fons
» d'Audeia, aujourd'hui Fondaudège. »

Nous ne nous arrêterons point à relever les diverses erreurs que contient la description d'O'Reilly.

Qu'il nous suffise de souligner que ni cet auteur, ni Piganeau, du reste, ne connurent sans aucun doute le document ci-dessous, lequel infirme, comme l'on va pouvoir en juger, la conclusion d'O'Reilly et donne en plus certaines indications précieuses et dignes d'être retenues.

On y lit : « La fontaine Saint-Projet, composée de cinq canelles à repoussoir, reçoit son eau de la fontaine d'Arlac, située près la maison de Beauséjour (à M^{sr} l'Archevêque), par une conduite de terre composée de trois tuyaux par toise, de 6 pouces de diamètre, emboîtés et mastiqués à feu, posés sur des dalles de pierre de

(1) Piganeau commet ici une erreur. Comme nous l'avons vu précédemment, ce ne fut que le 30 août 1738 que la Ville traita avec Vanderworth.

taille et revêtus d'une chemise de maçonnerie de moellons avec mortier de chaux, sable et ciment, sur la direction de laquelle il a été élevé, par intervalle, huit réservoirs pour soutenir les eaux à la hauteur requise par les niveaux de pente.

» Le premier est au Tondut, le deuxième près le moulin de Gourgue; le troisième chez les demoiselles Bilatte, le quatrième chez les Jésuites, le cinquième à la Chartreuse, le sixième à la Porte d'Albret, le septième à l'encognure de l'Archevêché, et le huitième près l'hôpital dans la rue des Trois-Conils, indépendamment de plusieurs regards souterrains et intermédiaires.

» Cette conduite laisse un filet d'eau à la Chartreuse, un filet à l'Archevêché; elle donne, en outre, par un tuyau de prise situé dans un petit regard vis-à-vis la porte d'entrée de l'hôpital Saint-André, de l'eau à une fontaine publique située dans la cour dudit hôpital, laquelle n'a qu'une canelle à repoussoir. Il y a aussi un filet d'eau dans l'apothicairerie et un autre dans la cuisine de ce même hôpital, lesquels sont pris dans la conduite qui mène l'eau à ladite fontaine, le tout par des robinets à clef qui ne s'ouvrent que dans le besoin.

» Le superflu de l'eau menée à ladite fontaine Saint-Projet est conduit à celles du Poisson Salé et de Dessous le Mur..... » (1).

Contrairement à la thèse d'O'Reilly, il est bien certain qu'au xviii^e siècle, et même depuis de longs autres, les eaux de la Divona d'Ausone ne servaient pas aux usages des gens du quartier Saint-Projet.

La fontaine de Saint-Projet, qui mesure environ 7 ou 8 mètres de développement en largeur, en tenant

(1) *Arch. mun.*, DD 29, mémoire n° 21. Non signé ni daté.

compte de la courbe de la niche, a seulement de 6 mètres à 6^m 20 si l'on suit la ligne droite.

Sa hauteur peut être évaluée à 9 ou 10 mètres.

Au cours de l'année 1755, diverses améliorations furent effectuées aux canalisations menant l'eau à Saint-Projet.

On construisit notamment une double conduite en tuyaux de terre cuite mesurant 4 pouces de diamètre.

Quelque temps plus tard, la Jurade ayant décidé de créer de nouvelles fontaines dans Bordeaux et d'utiliser notamment une partie des eaux de la source d'Arlac, alimentant la fontaine de Saint-Projet, pour les mener dans le voisinage, savoir :

1° à la grotte de M^{sr} l'Archevêque;

2° à l'hôpital;

3° à l'îlot de Saint-Christoly;

4° à Saint-Projet;

5° à Saint-Mexans;

6° au Poisson Salé;

7° au Puits de Bagnacap;

8° au Grand Bureau,

le sieur Jean-Etienne Brion, fontainier de la Ville, fut chargé d'étudier la question.

A la date du 20 juin 1758, Brion remit un mémoire (1) relatif à la création de dix-huit nouvelles fontaines (2).

(1) Amenée des eaux de la source des Carmes, supérieure de 6 pieds à la Porte d'Albret et de 11 pieds au Marché Royal. Débit, 22 pouces l'été et 32 pouces le restant de l'année. Distance à la Porte d'Albret, 1.800 toises; au Moulin de Gourgues, 700 toises, etc. *Arch. dép.*, C 1242.

(2) En plus des huit fontaines désignées ci-dessus, il était envisagé d'en créer :

1° A la Porte Basse;

2° Au Mu;

3° Au Palais de l'Ombrière;

4° A la Porte Bourgogne;

La dépense envisagée s'élevait à 36.000 livres.

En ce qui concernait Saint-Projet, les conduites étant jugées d'un écoulement insuffisant par suite du supplément d'eau provenant de la jonction des sources d'Arlac et des Carmes (1) devaient être changées et portées de 4 pouces à 6 pouces de diamètre.

Signalons, en terminant, que depuis plusieurs années cette fontaine ne distribue plus d'eau.

Pour quelles causes ? Nous l'ignorons.

Nous osons espérer que l'édilité actuelle tiendra à cœur de parer à ce fâcheux état de choses si préjudiciable à nombre de familles pauvres de ce quartier.

5° A la Grave;

6° et 7° Au quay (de la Place Royale);

8° Au Marché Royal;

9° A la (fontaine actuelle des Chartrons);

10° Au triangle formé par les rues Dufau et Traversière.

Celles-ci devaient être alimentées plus spécialement par la source des Carmes (*Ibid.*).

(1) Les eaux de ces deux sources devaient se réunir au « Réservoir des allées » de Sourdis (*Ibid.*).

NOTE SUR L'ÉGLISE DE FRANCS

Par A. BONTEMPS,

Architecte ordinaire des monuments historiques de la Gironde.

Plusieurs archéologues girondins ont affirmé que cet édifice fut construit en style roman en 1605. Cette opinion est insoutenable et je vais avoir l'honneur de la réfuter devant vous. Je m'élèverai avec d'autant plus de véhémence sur cette façon d'interpréter les dates de nos monuments anciens, que sa plus immédiate conséquence est de jeter le trouble et le désarroi dans une science qui ne se défend, en général, que par son aspect et ne se situe dans le temps que par son style et non par ses dates et inscriptions le plus souvent erronées ou ne se rapportant qu'à une partie de la construction, à une réparation, à une adjonction.

Je ne veux point dire qu'il n'existe point d'exemples d'édifices construits à une époque déterminée, dans l'esprit d'époques antérieures, mais ces exemples sont si rares qu'il y a lieu à une véritable enquête historique sur les raisons, les conditions de telle construction, avant d'affirmer et considérer comme étant l'expression de la réalité un anachronisme archéologique ; je répète qu'il existe de tels anachronismes, mais affirmer que l'église de Francs en réalise un, c'est reconnaître que l'on n'a pas poussé à fond son enquête.

M. Paul Léon, dans son bel ouvrage, *Les monuments historiques*, cite quelques exemples de ces anachronismes archéologiques et, d'après le livre de notre

collègue M. Brutails, *Les vieilles églises de la Gironde*, il mentionne, page 12, l'église de Francs.

Malgré ces opinions autorisées, je ne crains pas de dire que la vérité est autre.

Vous connaissez l'église de Francs, entre Libourne et Montpont, presque à la limite de notre département. Elle date de la première moitié du ^{xii}^e siècle, ce qui nous met loin de compte de la date de 1605 que lui attribuent plusieurs. Elle fut consolidée et en partie remaniée à la fin du ^{xiv}^e siècle par l'adjonction de contreforts d'angles sur la façade Ouest, l'agrandissement de ceux des façades latérales, l'ouverture d'une porte d'entrée sur la façade Nord et la modification de la mouluration de la porte principale (façade Ouest). Cette église était autrefois voûtée, ainsi que l'indiquent la retraite maintenue par le constructeur du ^{xvii}^e siècle et l'augmentation de saillie donnée aux contreforts de l'époque romane.

Cet édifice n'occupait point au ^{xii}^e siècle l'emplacement sur lequel nous le voyons aujourd'hui; mais il fut construit dans l'enceinte du château de Francs ou près des défenses, disposition très fréquente, et dont nous avons de nombreux exemples dans le département et autres régions. Mais il est également vrai que cette église fut démolie pierre par pierre après la mise à sac du château en 1578 et reconstruite où nous la voyons aujourd'hui (1), sur l'ordre et aux dépens du seigneur du lieu, Jean de Gauffreteau, et cela, précisément, en 1605. Jean de Gauffreteau en posa la première pierre le 27 juin de cette année, et non le 22 comme l'indique M. Brutails, ainsi que nous l'apprend l'inscription

(1) L'église fut reconstruite sur un autre emplacement au lieu dit Laymaris ou aux Aymais. (Abbé Rambaud, *Aquitaine*, 1868, p. 337.)

faite sur la clef du second arc de la porte d'entrée.

Tel est l'historique de la question et l'exposé de l'erreur commise par ceux qui ont vu dans cette église un exemple d'exception aux traditions archéologiques.

D'après M. Brutails, cette église aurait été construite en style roman au ^{xvii}^e siècle, mais, ajoute-t-il, une autre église antérieure, ruinée par les protestants en 1578, occupait un autre emplacement (*op cit.*, p. 49).

Léo Drouyn, dans son ouvrage *La Guienne militaire*, p. 224, dit : « En 1605, ainsi que le prouve une inscription, l'église a été *reconstruite* en style roman, et l'architecte a mis un tel soin dans l'imitation des *formes générales* et des *moulures* qu'on se tromperait sur sa date si les sculptures des corbeaux et quelques détails de la façade ne le faisaient connaître. »

Guinodie, dans son *Histoire de Libourne et de son arrondissement*, p. 256, 3^e volume, s'exprime à son tour de la façon suivante au sujet de cette église :

« Refondue entièrement en 1605, du vivant du sire de Gauffreteau, l'architecte prit pour modèle les formes extérieures de l'église de Gardegan, mais il n'a pas réussi complètement dans l'imitation... ».

Et plus bas, même page, parlant des modillons de la corniche, il ajoute :

« L'artiste a mieux réussi dans ses sculptures qu'à copier celles du moyen âge. »

Léo Drouyn, dans ses notes archéologiques (3^e vol., p. 272), réfute l'assertion de Guinodie et ajoute : « Je crois plutôt que l'architecte a essayé de copier l'église qui existait à Francs et qui était probablement en ruines. »

Ces citations faites, ces opinions rapportées, examinons à notre tour, en toute impartialité, ce monument comme architecte et archéologue (Pl. III).

Avant tout, il nous présente le plan d'une église du ^{xii}^e siècle à nef unique et abside circulaire voûtée en cul-de-four. L'abside est limitée par les contreforts formant le prolongement de l'arc triomphal. Elle est consolidée par six contreforts plats en face des colonnes intérieures; trois fenêtres en plein cintre, avec archivolttes sculptées en pointe de diamant, éclairent cette partie de l'église, toutes dispositions et moulurations indiquant bien la construction du ^{xii}^e siècle. C'est dire que cette partie, sauf les quelques morceaux remplacés, mais bien indiqués par les moulurations du ^{xvii}^e siècle, appartenait à la construction primitive.

Quant au remploi des vieux matériaux, il s'arrête au-dessus des archivolttes des fenêtres. En voici la raison. La charpente et la voûte ayant été détruites par le feu, la partie haute des murs subit fatalement le même sort et les constructeurs du ^{xvii}^e siècle eurent donc à achever la construction des façades avec de nouveaux matériaux. Sur l'abside, la surélévation fut de 1^m33, et pour bien l'accuser, ou pour des raisons budgétaires, le parement extérieur fut retraits de 0^m05 tout le tour de la partie circulaire, diminuant d'autant l'épaisseur du mur. Remarquez en même temps que, dans cette partie surélevée faite de matériaux neufs, la décoration change. Ce sont des modillons et une corniche bien dans le goût du ^{xvii}^e siècle, têtes d'anges ailées et autres motifs. Et ceci ne montre-t-il pas la séparation étanche entre les différents styles. Vous saisissez sur le vif que, dès l'instant qu'il travaille sur le neuf, le sculpteur du ^{xvii}^e siècle obéit à son génie propre, à ses tendances, au faire de son temps et que son coup de ciseau équivaut à l'inscription d'une date, mais qu'il n'imité pas, qu'il ne copie pas, même lorsque, comme ici, la tentation, disons même la logique, eût pu

intervenir pour faire un ensemble parfaitement homogène.

A l'intérieur de l'abside, même remarque; nous trouvons une corniche du xvii^e siècle à la naissance de la voûte en cul de four et des parties entièrement refaites à la même époque dans les deux travées A et A' du plan ci-annexé. Des chapiteaux doriques terminent les colonnes B et B' dont les fûts et les bases sont du xii^e siècle.

Dans l'intérieur de la nef, sur les quatre colonnes romanes avec dossier, celles en C et C' ont été remplacées au xvii^e siècle par de nouvelles, décorées de cannelures, et les bases et les chapiteaux romans ont été conservés.

La voûte n'a pas été relaitée en maçonnerie; un lambris à pans coupés cache la charpente. Le seigneur de Francs dut trouver ce dispositif plus économique.

Façade Ouest. Extérieur. — Cette partie de l'édifice, qui est celle de l'entrée principale, appartient à trois époques bien différentes. La partie basse jusqu'au-dessus des arcatures décorant cette façade est du xii^e siècle rétablie avec les vieux matériaux de l'ancienne église.

A la fin du xiv^e siècle furent construits les gros contreforts d'angles, ajoutés sûrement pour arrêter l'ébranlement provoqué par les cloches du clocher pignon, disposition très fréquente dans nos vieilles églises de la région; enfin la partie supérieure appartient, en grande partie, au xvii^e siècle par ses matériaux, sa mouluration, sa sculpture, ses cordons peu saillants, accompagnés de modillons à têtes d'anges. Une grande partie du pignon fut rétablie avec les vieux matériaux de l'église primitive et dans son aspect.

Si nous examinons la porte d'entrée, nous voyons

qu'elle diffère par le détail des portes du ^{xii}^e siècle. Ici, pas de colonnes monolithes ou engagées pour recevoir la retombée des arcs de plein cintre de cette baie. Les jambages sont établis à l'aplomb de ces derniers. Une belle archivolt sculptée en pointe de diamant couronne cette porte; sur les arêtes des arcs et des jambages courent de gros boudins à double gorge. Ces boudins portent des listels comme les moulures des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Cette légère modification des profils faite au ^{xiv}^e siècle explique le refouillement de 0^m 04 sur la face du jambage et l'arc au-dessus.

Nous retrouvons cette même disposition de boudins se poursuivant sur les jambages et sur les arcs aux fenêtres du chevet de l'église de La Sauve (fin du ^{xii}^e siècle), avec cette différence que les chapiteaux et tailloir qui masquaient la naissance du cintre ont été enlevés à l'église de Francs.

Dans la reconstruction de cette porte, l'architecte du ^{xvii}^e siècle mit à profit ce refouillement pour faire valoir davantage la clef du deuxième arc portant l'inscription dont je vous ai parlé. Elle fait saillie, de ce fait, de 0^m 04 sur le nu de l'arc et, pour ne pas arrêter le mouvement de la mouluration de cet arc, il fit évider la clef dans le passage des gorges.

Pour bien rester dans l'esprit de son époque, le constructeur fit rapporter, à la naissance des arcs, une moulure classique dite imposte se développant sous l'archivolte et contre le premier arc. Il arrêta de même au-dessous de cette moulure les gorges des jambages par un plein cintre comme des cannelures. La saillie du bas des jambages, en retrait de 0^m 04 par suite du refouillement, fut raccordée par une doucine.

Les deux baies feintes à droite et à gauche de la porte d'entrée et la galerie qui les surmonte sont bien

du XII^e siècle. Les pierres qui ont été remplacées, lors de la reconstruction, dans la mouluration et la décoration l'attestent suffisamment.

En effet, on ne saurait admettre qu'un architecte se soit amusé à faire le même tailloir partie en roman, partie en style du XVII^e siècle, ni qu'il remplaça un chapiteau de colonnette par un chapiteau dorique en lui laissant une base romane aussi simple que celles que nous avons sous les yeux et qui sont dans le même esprit que celles des colonnes intérieures.

Je le répète. Tout ce qui était utilisable des vieilles pierres fut réemployé pour l'édification de la nouvelle église et quand les matériaux manquèrent, le sculpteur et le tailleur de pierres traitèrent les parties neuves ajoutées dans l'esprit de leur époque et empêchés qu'ils étaient d'imiter une sculpture et une mouluration passées de mode et devenues hors de leur compétence.

Cette disposition de fenêtres feintes ou niches est bien romane. Elles sont interprétées d'une façon différente, suivant la conception de l'architecte. Voyez celles de la façade de l'église de Lurzine (Brutails, *op. cit.*, p. 270, fig. 342) placées à la même hauteur avec une colonne centrale formant deux petites baies.

Façades latérales. — Les façades latérales n'ont rien de particulièrement remarquable. Là, comme pour le reste de l'édifice, la plus grande partie du bas est construite avec les matériaux de l'église du XII^e siècle; les parties hautes sont du XVII^e siècle et là encore, la preuve en est surabondamment indiquée par la corniche classique et ses modillons à têtes d'anges ailés et autres figures de l'époque. Remarque assez curieuse, nous trouvons dans les modillons qui couronnent ces façades plusieurs corbeaux de l'église primitive. J'en ai compté neuf sur les deux façades. Et ceci prouve encore une

fois que, même dans ces parties hautes, c'est bien la destruction des matériaux de la primitive église qui en conditionne la décoration différente puisque, tel fut le souci de tout employer, que le constructeur du xvii^e siècle n'hésita pas, une fois de plus, à faire un ensemble disparate pour remettre à leur place toutes les anciennes pierres, même dans un motif d'une tenue par définition aussi une et régulière qu'une corniche. Peut-être fut-il poussé à cette conception par le culte qui se dégagait de ces pierres vénérées et par le souci d'une juste réparation à la profanation dont elles avaient été l'objet de la part des protestants, mais il est certain que ce pieux désir d'utiliser tout ce qui n'était pas irrémédiablement perdu souligne de façon frappante l'impuissance où était l'artiste d'interpréter des corbeaux semblables à ceux perdus. On ne saurait, en effet, confondre ces corbeaux avec ceux que le xvii^e siècle nous a laissés. Et mieux que toute discussion, la plus courte méditation devant ces modillons entremêlés de corbeaux ne convaincra-t-elle pas que cette église n'a pas été bâtie en style roman au xvii^e siècle.

Cependant, si un doute subsistait, qu'il me soit permis de recourir à l'autorité de M. Léon, chef de division des services d'architecture aux Beaux-Arts, qui, dans son bel ouvrage *Les monuments historiques*, page v et suivantes de l'introduction, s'exprime ainsi : « Les anciens restituaient les monuments suivant la mode de leur temps. Fallait-il, dans un édifice du xii^e siècle, remplacer un chapiteau brisé, c'était un chapiteau des xiii^e, xiv^e ou xv^e siècle qu'on posait à sa place. Sur une longue frise de crochets un morceau, un seul, venait-il à manquer, c'était un ornement dans le goût du moment qu'on incrustait. Ce n'est qu'à partir du second quart de notre siècle qu'on a prétendu restaurer les édifices d'un autre âge; le mot et la chose sont modernes. »

Jamais un architecte, à quelque époque que ce soit, construisant en entier un édifice, ne se serait laissé aller à placer dans ce monument des profils et des décorations appartenant partie au ^{xii}^e siècle, partie aux ^{xiv}^e et ^{xvii}^e siècles. Il fallait une reconstruction avec remploi de vieux matériaux pour réaliser l'exemple de l'église de Franks, et cela conformément à l'esprit logique de ces époques.

En plus de l'économie que procura l'emploi de ces vieux matériaux, il y avait, comme je viens de le dire, la vénération due aux vieilles pierres d'un édifice sanctifié qui, pendant cinq siècles, avait vu défilér, pour les naissances, les fêtes, les deuils, la longue suite des ancêtres. De même que les premières églises furent en partie construites avec les débris des temples païens, à plus forte raison le déplacement d'une église entraîna-t-il l'emploi des matériaux en bon état de l'édifice primitif.

Enfin, pour conclure, je vous citerai l'inscription de la plaque de cuivre trouvée dans l'épaisseur du mur de l'abside, lors de l'ouverture d'une porte allant à la sacristie. Cette inscription vous a été lue par notre collègue M. Brutails et insérée dans le ^{XVII}^e volume de notre publication, fascicule II, page 21. La voici : « Quelque temps après le massacre, les Huguenots coururent et pillèrent toute ceste contrée conduits par Guy de Montferran, B. de Langoyran, prindrent le château de Frans et ruinèrent l'église parrochiale S^t Martin, bastie joignant icelluy. Despuis, régnent Henri III, roy de France et de Navarre, lad. église fut resbastie en ce lieu par J. Prieur de Gaufreteau, escuier, baron dud. Franks, a ces despens et en son fons en l'année 1605. »

Après cette lecture, ultime preuve de notre démonstration, le doute n'est plus permis du emploi des matériaux de la vieille église. Le seigneur de Francs, dont le château avait été brûlé, en plus des raisons d'ordre religieux dont nous venons de parler, était plutôt disposé à employer son argent à rétablir son logement et ses défenses qu'à construire une église avec des matériaux neufs quand il voyait la possibilité d'employer pour une grande part au futur édifice ceux qui avaient résisté à la dévastation et dont le bon état était manifeste.

L'église fut donc reconstruite à la place actuelle, et à ses frais, c'est entendu, ce qui ne veut pas dire sans quelque arrière-pensée, louable à tout prendre, d'épargner. Il en posa la première pierre en juin 1605. C'est tout ce que l'on peut faire dire à l'inscription.

En éloignant cet édifice de son château, le seigneur de Francs obéissait en outre à de bonnes raisons dont deux me paraissent hors de contestation. Ce faisant, il facilitait la défense de son château, il éloignait, en outre, la cupidité des bandes armées parcourant le pays qui trouvaient dans les églises une proie presque toujours facile et souvent lucrative (Pl. IV).

LE CIMETIÈRE IRLANDAIS M'CARTHY
AUX CHARTRONS
ET AUTRES SÉPULTURES PRIVÉES

Par M. Ch. KLIPSCH.

Si je suis bien informé, Messieurs, la Société a déjà entendu parler, antérieurement, des trois cimetières israélites, d'un ancien cimetière protestant, et tout récemment enfin de l'ancien cimetière des Étrangers. Poursuivant cette série macabre, je me suis proposé, aujourd'hui, de présenter à ceux d'entre vous qui ne le connaîtraient pas encore, un autre petit cimetière plus modeste, et ensuite, par analogie, deux sépultures privées. La liste de ces dernières paraît susceptible de s'allonger beaucoup.

C'est un petit, tout petit cimetière situé rue Saint-Louis, n° 28, derrière et à côté de la place Picard, aux Chartrons, proche l'endroit où, dit-on, furent commencées, quelque temps avant la Révolution, les fondations tôt abandonnées d'une nouvelle église Saint-Louis.

Connu autrefois sous le nom de « Cimetière Irlandais M'Carthy », rien ne signale que derrière ce mur très quelconque se trouvent des tombes.

J'ai pu, un peu par surprise, pénétrer dans l'enclos dont l'accès est devenu fort difficile depuis, mais l'expédition ayant été tentée à l'improviste, je ne m'étais ni outillé, ni documenté. J'ai donc pris mes indications sommairement, à la hâte, comptant pouvoir

revenir un jour avec un photographe (je n'opère pas moi-même) et pensant pouvoir déblayer un peu les dalles pour mieux déchiffrer les parties d'inscriptions qui avaient pu rester obscures lors de cette première visite. De même que je n'avais pas d'appareil, je n'avais pas songé non plus à me documenter à l'avance, et mon attention n'étant pas éveillée sur tel ou tel point spécial, j'ai dû laisser échapper des observations intéressantes.

J'ai dû me borner, après coup, à me renseigner le mieux possible au milieu d'un concours de circonstances défavorables et à comparer ces renseignements avec les indications recueillies sur place par moi-même.

Si vous ouvrez le troisième volume de la *Statistique de la Gironde*, par Féret, livre classique s'il en fût, vous verrez à l'article Mac-Carthy que :

« Denis M'Carthy, Irlandais, né en 1719, époux de Fitz Gérard, fondateur de la maison de commerce qui porte son nom, appela en France, en 1765, se voyant sans postérité, ses neveux Daniel et John Mac-Carthy; Daniel resta à Bordeaux et épousa, en 1778, Éléonore Sutton, fille du comte de Clonard, à Paris.

» Daniel M'Carthy mourut en juillet 1795, après quelques jours de maladie; il avait le titre d'écuyer et était président du tribunal de commerce; il n'avait que 45 ans. Il fut inhumé le premier dans le cimetière irlandais M'Carthy (28, rue Saint-Louis aux Chartrons), dont il venait d'acquérir le terrain peu auparavant, au nom des siens, dans la seule pensée d'unir, même dans la mort, les dépouilles des vieilles familles d'Irlande émigrées à Bordeaux. Là sont encore six tombes de M'Carthy, de Clonard, Lawton, O'Connel. Près d'elles, un tombeau Coppinger. Depuis 1828, ce cimetière est interdit ».

Voilà donc ce que nous apprend Féret. Où s'est-il documenté? A-t-il pu consulter des archives de famille? C'est possible, mais peu probable. Il s'est peut-être tout simplement borné à une visite du cimetière, ce que je vous propose maintenant de faire également avec moi.

L'enclos a environ 75 mètres de profondeur sur 20 de largeur; c'est un terrain plat sur lequel est tracé un jardin rudimentaire avec quelques vestiges de massifs. A droite, en entrant, une modeste maisonnette; au fond, on confronte à l'école communale de la rue du Jardin-Public; au fond, sur la gauche, à une école libre rue Gouffrand; à droite et à gauche, des constructions sans servitude de vue. Personne donc ne peut voir les tombeaux, et comme de nos jours la population se renouvelle souvent dans un quartier, rien d'étonnant à ce que le souvenir du cimetière se soit effacé et que dans le gros public il soit très généralement ignoré.

Çà et là des arbustes, des bancs de pierre sur des fûts de colonnes brisés qui paraissent provenir d'un monument funéraire détruit.

Disséminés dans des massifs de laurier et de fusain, on remarque trois groupes de tombes :

Une tombe isolée au nom de Coppinger, deux au nom de Lawton, quatre au nom de Mac-Carthy; cela nous donne bien les sept tombeaux indiqués par Féret.

Voici maintenant les inscriptions relevées sur ces tombeaux, lesquelles confirment pleinement l'article précité : c'est bien Daniel M'Carthy qui a le premier inauguré son cimetière, lequel a bien servi jusqu'en 1828.

TOMBEAU COPPINGER.

Sur une dalle en marbre noir ou en ardoise en bien mauvais état se lit une épitaphe en langue anglaise disant que Louise-Antoinette Coppinger, épouse de John Dowling, fille de James Coppinger et de Louise-Antoinette Dessales, née à Londres, en 1800, le 27 avril, et décédée à Bordeaux, le 25 mai 1819, comme vous le voyez, à la fleur de l'âge.

TOMBEAUX LAWTON (deux pierres côte à côte).

I. — Ci-git la dépouille mortelle de Marie Lawton, née Raynaud, décédée le 13 juillet 1819, âgée de 48 ans. Bonne épouse, bonne mère.

II. — Ici repose Françoise-Georgette Mac-Carthy, née Lawton. Modèle de toutes les vertus, elle fut enlevée à son époux, à ses enfants, à sa famille désolée, le 13 novembre 1828, âgée de 31 ans. Priez pour elle.

Dans le groupe M'CARTHY, il y a quatre dalles rangées à la suite côte à côte.

I. — Denis Mac-Carthy, 10 avril 1719, 10 juin 1796. Dans ce même tombeau repose le corps de son neveu, Daniel O'Connel, ... 7 septembre 1742, décédé le 21 septembre 1806.

II. — Daniel Mac-Carthy, écuyer, président du tribunal de commerce de Bordeaux, 24 septembre 1749, 16 août 1795.

N. B. — Constatons qu'effectivement c'est le premier tombeau du cimetière. Féret place le décès en juillet 1796.

Puis vient :

III. — Phillis-Éléonore-Jeanne, fille de feu Daniel Mac-Carthy, née le 27 décembre 1781, décédée le 11 octobre 1805.

Et enfin :

IV. — Ci-git la dépouille mortelle de dame Éléonore Sutton, veuve de Daniel Mac-Carthy, née à Wexford, 1755, décédée à Bordeaux, 25 mai 1822.

Comme on peut le vérifier, la dernière inhumation, celle de M^{me} Mac-Carthy, née Lauton, est de 1828.

On peut se demander quel motif exact a pu pousser M. M'Carthy à avoir ce cimetière privé.

Peut-être craignait-il des difficultés à son décès; étranger, ne redoutait-il pas d'être inhumé au cimetière des Étrangers et de reposer au milieu de tombeaux protestants ?

Songait-il, dans son idée, à créer un cimetière pour tous les Irlandais, riches ou pauvres, mourant à Bordeaux. Et la mort seule ne mit-elle pas obstacle à son projet ?

Il est malaisé de retrouver l'origine de propriété de l'immeuble; il ne paraît pas qu'il y ait de titre authentique de propriété depuis la vente de 1795. Le détenteur actuel occupe, dit on, par droit de prescription trentenaire; vers 1850, le terrain était un « vacant » non clôturé. L'école libre de la rue Gouffrand, contiguë, bâtie en 1894, était prise également sur un vacant. Tous ces emplacements servaient, il y a une soixantaine d'années, à entreposer les bois de l'importante maison Haugk, aujourd'hui disparue et dont les dépôts, détruits vers 1857 par un formidable incendie, s'étendaient, m'a-t-on affirmé, jusqu'à la place Picard.

Est-ce qu'à l'origine le terrain du cimetière n'était pas plus étendu; y a-t-il eu jadis d'autres tombeaux ?

Toujours est-il que durant les travaux de construction de l'école rue Gouffrand, on aurait mis à découvert des

maçonneries et des dalles. Étaient ce des pierres tumulaires? des caveaux? simplement les piliers d'un des portails de l'entrepôt de bois? Il est difficile, pour le moment, de décider.

L'emplacement de l'ancien cimetière Mac Carthy devant être vendu à la barre du tribunal, les tombes vont être déplacées et les descendants des morts irlandais vont ériger près de leurs tombes de famille actuelles, en guise de cénotaphes, ces dalles funéraires. Il est à supposer qu'on retrouvera peu de restes.

Avant que disparaisse pour toujours de la vue du soleil, sous une bâtisse utilitaire, ce coin de terre arrosé jadis de nombreuses larmes, il était juste de lui adresser un dernier salut.

Mais ce cimetière privé n'est pas le seul lieu de sépulture « privé » qu'on trouve à Bordeaux. Dans de nombreuses maisons particulières doivent se trouver des sépultures. Je n'ai jamais fait de recherches à ce sujet et cependant je connais déjà deux tombes dans ces conditions : l'une pour l'avoir vue, l'autre pour en avoir entendu parler. Ce sont des tombeaux de familles protestantes qui préféraient conserver chez eux les corps de leurs défunts plutôt que de les confier aux lieux de sépulture officiels alors désignés pour les protestants et qui n'offraient pas grande garantie.

Quai des Chartrons, au n° 70, ancien n° 63, j'ai pu voir chez MM. Ferrière, courtiers maritimes, au fond de leur maison, l'une des plus vieilles sinon la plus vieille du quai, un tombeau ayant renfermé les restes de Jean Ferrière, né en 1704, décédé le 3 février 1779, et de Jeanne Ferrière, son épouse, décédée le 18 juin 1807.

Et, d'autre part, au cimetière protestant de la rue

Judaïque, on peut lire sur un tombeau Dⁿⁱel Guestier l'inscription suivante :

Ici reposent les restes mortels de :

Jeanne Conté, épouse Guestier (François), décédée à Bordeaux, en....., dans sa maison, rue du Cerf-Volant, n° 14, où le malheur des temps obligea son mari de l'inhumer dans sa cave de ladite maison. Ce n'est que cent ans après les jours de la persécution, pendant lesquels la tombe elle-même n'offrait pas un asile aux protestants poursuivis dans leur foi religieuse, qu'il a été possible à un de ses petits-fils, après avoir retrouvé ses restes, de les placer enfin dans le champ du repos.

François Guestier, décédé en 1789, après la promulgation de l'Édit de Louis XVI, a pu être publiquement porté dans sa propriété à Bègles, où, d'après les dispositions de son testament, il a été inhumé.

C'est un véritable drame de famille que nous révèle cette pierre ; cela nous prouve que l'ancien temps, tout en ignorant les soucis multiples de notre vie trépidante moderne, en avait d'autres qui les valaient bien.

Ces quelques notes rapides sont tout ce que, dans l'état actuel de mes connaissances, je puis vous présenter sur ce sujet.

J'appelle instamment, Messieurs et honorés Collègues, les rectifications et les compléments nécessaires.

LE CIMETIÈRE DE LA RUE SAINT-LOUIS

Par F. THOMAS

Au mois de mai 1913, il a été procédé à la vente d'un emplacement sis rue Saint-Louis, 28, d'une superficie de 18 ares et qui servit autrefois de cimetière.

La *Statistique de Féret* mentionne, par erreur, que Daniel Mac-Carthy, président du Tribunal de commerce de Bordeaux, fut inhumé le premier dans ce terrain dont il avait fait l'achat, afin « d'unir, même dans la mort, les dépouilles des vieilles familles d'Irlande émigrées à Bordeaux ».

Il importe de rétablir la vérité en prouvant, par des documents officiels, que ce terrain, acheté par la Jurade, selon une décision en date du 10 janvier 1754, servit aux inhumations bien avant le décès de Daniel Mac-Carthy.

Au commencement du xviii^e siècle, la paroisse Saint-Rémy se divisait en deux parties : l'une, urbaine, comprenait dans Bordeaux cent quatre-vingts maisons; l'autre, *extra muros*, formée par les faubourgs des Chartrons et de Bacalan, s'étendait au Nord, le long de la Garonne, jusqu'à la rivière de la Jalle, distante de l'église paroissiale, d'après un mémoire de Jacques Poitevin, curé de Saint-Rémy, « de deux grandes lieues de Gascoigne qui valent quatre lieues de France ».

Dans une requête adressée au roi en 1726, les Carmes Deschaux évaluaient la population *extra muros* de la paroisse à 30.000 âmes. Ce nombre était certainement exagéré, mais sur une si vaste étendue et au moment

où la prospérité du port se développait, il devait être d'une certaine importance.

Le service dominical était assuré à Bacalan par une chapelle dépendante de l'église Saint-Rémy, construite en 1690, au lieu de Migron (1), et aux Chartrons par deux chapelles conventuelles : 1^{re} celle des Chartreux, qui avait donné son nom au quartier, située vers les numéros 5 à 8 du quai actuel; 2^e celle des Carmes Deschaux, placée sous le vocable de Notre-Dame de la Visitation, située rue Notre-Dame (2).

Pour porter les secours spirituels aux malades, soit qu'ils fussent à bord des navires, soit qu'ils habitassent la palu de Bacalan, d'accès long et difficile par la voie terrestre, une embarcation, désignée sous le nom de « bateau du Saint-Sacrement », était montée par le clergé de Saint-Rémy (3).

Mais sur cette vaste étendue, un seul cimetière servait aux inhumations. Il était situé, selon le plan de Lattré, devant l'église Saint-Rémy, de l'autre côté de l'édifice, sur l'emplacement de la rue Jouannet et de la place Saint-Rémy.

A cause de l'éloignement de ce cimetière, beaucoup de paroissiens étaient inhumés dans la chapelle et le cloître du couvent des Petits-Carmes (4), dans les cours, jardins, et même dans les caves de propriétés privées (5).

Il était urgent de remédier aux inconvénients causés aux habitants des faubourgs des Chartrons et de Bacalan

(1) Actuellement rue Achard.

(2) Cette chapelle devint, en 1791, l'église paroissiale Saint-Louis.

(3) *Archives historiques de la Gironde*, t. XV, p. 504. L'abbé Despax, *Notes historiques et archéologiques*, p. 158.

(4) *Archives départementales*. Fonds des Petits Carmes non classé.

(5) Renseignements transmis par d'anciennes familles chartronnaises.

par l'attribution d'une seule église paroissiale et d'un seul cimetière sur cet immense territoire.

Le 10 janvier 1754, la Jurade ordonna la création, aux Chartrons, d'une église paroissiale, d'un cimetière, et la construction de plusieurs maisons, pour loger le curé, un vicaire, des sœurs de la Charité, à établir sur un terrain, en nature de pré, d'une contenance de cinq journaux et demi et dix-huit toises.

Après les formalités nécessaires, la dame Clark, les sieurs Pénicaud et de Geslin vendirent à la ville ce terrain au prix de 880 livres par journal.

Cet emplacement était compris sur partie de terrains actuellement bornés au Nord par la rue Barreyre, à l'Est par l'impasse Saint-Louis et la rue du Jardin-Public, au Sud par la rue Camille-Godard, à l'Ouest par la place Picard et le cours Saint-Louis. La rue Gouffran a été récemment prolongée sur ce fonds (1).

L'architecte Portier, chargé d'édifier l'église, prévoyant une durée de construction assez longue, éleva, dès 1758, dans la future maison presbytérale, une chapelle temporaire pour assurer le service religieux (2).

L'année suivante, les Frères de la Doctrine chrétienne, logés dans le futur presbytère, ouvrirent leur école. La première pierre de l'église Saint-Louis fut posée solennellement le 16 août 1759, mais les travaux abandonnés quelque temps après ne furent jamais repris.

Faute de documents, principalement de registre

(1) *L'histoire de l'église Saint-Louis*, par notre érudit collègue, M. Paul Fourché, a été publiée dans notre *Bulletin*, t. XXV, p. 25 à 72, année 1904.

(2) La chaire et l'abat-voix provenant de cette chapelle ont été acquis, il y a quelques années, par M. C. de Mensignac, pour le Musée de Carreire.

d'inscription, on ne peut affirmer que dès 1754 le cimetière ait servi aux inhumations de tous les habitants des Chartrons et de Bacalan, mais probablement il fut vite utilisé pour ce service public.

Cette hypothèse est confirmée par un procès-verbal dressé les 30 juillet et 2 août 1763 (1), mentionnant que depuis longtemps le cimetière *intra muros* de la paroisse Saint-Rémy, situé près de l'église, était insuffisant.

Une ordonnance de l'archevêque Mériadeck prince de Rohan, datée du 6 juillet 1774, reconnut comme unique cimetière paroissial le champ de repos primitivement réservé aux habitants des Chartrons et de Bacalan.

Voici la teneur de ce document :

Ferdinand-Maximilien Mériadec, etc.

Vu la requête à nous présentée par les curé, syndic et marguilliers de l'église paroissiale de Saint-Rémy de la présente ville, tendante à ce qu'il nous plut leur permettre de se servir de la chapelle qui est dans l'intérieur de la maison destinée à servir de presbytère à la nouvelle église commencée au lieu des Chartrons, susdite paroisse de Saint-Rémy, et actuellement occupée par les Frères des Écoles chrétiennes, les conclusions de notre promoteur sur ladite requête, l'ordonnance rendue au bas d'icelle par nos vicaires généraux que commet le sieur abbé Le Berthon, l'un d'entre eux, pour constater l'insuffisance de l'ancien cimetière de la paroisse Saint-Rémy, la nécessité d'inhumer dans le nouveau cimetière, de visiter la chapelle qui est dans l'intérieur de la maison destinée à servir de presbytère, audit lieu des Chartrons, prendre les dimensions de ladite chapelle, et du tout dresser état et procès-verbal, ladite ordonnance datée du 27 avril dernier, le procès-

(1) *Archives historiques de la Gironde*, vol. XLVII, p. 295 et s.

verbal fait desdits lieux par ledit sieur abbé Le Berthon, vicaire général, du 19 du mois de may dernier, vu pareillement l'arrêt du Parlement du 4 mars aussi dernier, rendu sur la requête desdits syndic et marguilliers portant qu'ils se retireront par devers nous ou nos vicaires généraux pour estre pourvu sur l'usage de la chapelle dont s'agit ainsi qu'il appartiendra et les conclusions de notre promoteur données sur ledit verbal. Ayant aucunement égard à la demande desdits curé, syndic et marguilliers de ladite paroisse Saint-Rémy leur permettons de transporter les corps des défunts, autres que ceux qui devront être inhumés dans l'église, dans la chapelle de la maison actuellement occupée par les Frères des Écoles chrétiennes, pour y faire les prières et service qui doivent précéder l'inhumation, et ce jusqu'au premier février prochain exclusivement, observant toutefois de choisir les heures où ledit service ne pourra interrompre les exercices ordinaires desdits Frères des Écoles chrétiennes, sans que, sous quelque prétexte que ce soit, ils puissent user de la permission au delà dudit terme.

Au surplus, faisant droit des conclusions de notre promoteur, *faisons très expresses inhibitions et deffences d'inhumer aucun corps, tant des adultes que des enfants, dans l'ancien cimetière de la paroisse de Saint-Rémy, jusqu'à ce que par nous il en soit autrement ordonné, lesquels corps seront inhumés dans ledit cimetière audit lieu des Chartrons*; ordonnons en outre que dans la première assemblée des habitants de ladite paroisse de Saint-Rémy, qui sera incessamment convoquée en exécution de notre présente ordonnance, on y avisera aux moyens les plus prompts et les plus efficaces pour faire édifier sans délai une chapelle ou oratoire dans le terrain le plus voisin dudit cimetière pour y faire le service et les prières qui doivent précéder l'inhumation, que le plan de ladite chapelle nous sera représenté pour estre par nous approuvé et estre procédé en conséquence.

A Bordeaux, en congrégation, le 6 juillet 1774 (1).

(1) *Archives départementales*, série G, n. 655.

L'ordonnance archiépiscopale fut mise à exécution. Le registre des décès de la paroisse Saint-Rémy mentionne à la date du 13 juillet 1774, sept jours après ladite ordonnance, l'inhumation d'Henry Tennevin dans le cimetière des Chartrons. Cette déclaration est signée de l'abbé Desbiey, vicaire, et d'un sieur Robert. Jusqu'au démembrement de la paroisse Saint-Rémy, en 1791, le registre paroissial indique les inhumations faites au cimetière des Chartrons. Conformément à l'ordonnance archiépiscopale, les curé, syndic et fabriciens s'adressèrent aux jurats pour faire construire la chapelle ou l'oratoire; mais une difficulté financière s'était élevée entre la Jurade et la fabrique pour le règlement d'une somme due à la paroisse Saint-Rémy par la ville et qui avait été employée à la formation du Jardin Public; c'est pour ce motif que, le 18 janvier 1775, les curé, syndic et fabriciens de Saint-Rémy demandèrent à l'archevêque de Rohan une prolongation de délai jusqu'au 1^{er} février 1776 pour édifier cette construction qui probablement ne fut jamais élevée; nous n'avons trouvé nulle mention d'une chapelle ou oratoire construit sur le terrain du cimetière ou aux environs. Il parait probable que la chapelle de l'École des Frères servit pour les cérémonies funèbres jusqu'à la Révolution.

En 1783, la population urbaine de la paroisse Saint-Rémy demanda, pour raisons d'hygiène, l'exhumation des restes qui se trouvaient dans le cimetière de la ville. Dans la supplique adressée à M^{gr} de Cicé, les syndic et grand ouvrier de la fabrique rappellent que, depuis près de huit ans, ils ont transporté le cimetière de leur paroisse, qui était auparavant renfermé d'un enclos de murs, au devant de l'église, dans le lieu des Chartrons, au derrière du chevet de la nouvelle église qui y a été commencée à bâtir.

Avant de faire droit à cette requête, l'archevêque Champion de Cicé ordonna, le 18 février 1784, la convocation d'une assemblée de notables et autres de la paroisse pour :

1° Constater le vœu général sur la suppression de l'ancien cimetière ;

2° Faire le relevé sur les registres paroissiaux du nombre des décédés depuis dix ans ;

3° Établir un toisé sincère et véritable par longueur et largeur du cimetière des Chartrons, afin de pouvoir juger s'il serait suffisant pour y inhumer les corps de ceux qui viendraient à décéder dans ladite paroisse. L'enquête n'était probablement pas terminée lorsque, suivant le décret du 3 mars 1791 qui divisait la ville de Bordeaux en dix paroisses, celle de Saint-Rémy fut démembrée et répartie entre celles de Saint-Dominique, Saint-Louis et Saint-Martial.

Les inhumations des paroissiens de Saint-Dominique furent effectuées dans l'église, dans les cloîtres et dans le cimetière Puy-Paulin, ainsi que l'indique le registre des décès pendant les années 1791 et 1792. Le cimetière de la rue Saint-Louis servit de champ de repos aux paroissiens de Saint-Louis et de Saint-Martial.

Sur le registre de la paroisse Saint-Louis, les premières déclarations faites par le curé constitutionnel Daguzan ne mentionnent pas le lieu de sépulture ; cette omission pourrait faire supposer que la nouvelle paroisse avait choisi un autre terrain, mais l'inscription, en date du 27 juillet 1791, faite par le premier vicaire Fonvielle, détruit cette hypothèse ; elle constate que le sieur Dubiant, mort d'une chute sur le bord de la rivière, a été enterré « dans le cimetière de l'école chrétienne, lequel est commun aux paroisses Saint-Louis et Saint-Martial ».

Sur le registre de la paroisse Saint-Martial, l'inhumation qui ouvre la série, à la date du 24 mai 1791, est celle de dame Françoise Marcillac, veuve du sieur André Cluchet, âgée de 76 ans, demeurant rue Poyenne, ensevelie « dans le cimetière de l'école chrétienne », et les inscriptions jusqu'à la fin du registre mentionnent un seul cimetière : celui de la rue Saint-Louis.

M. Batcave, curé constitutionnel de Saint-Martial, est parfois prolix dans ses déclarations; en bon patriote, il nous apprend que tel défunt a reçu les honneurs funèbres de sa compagnie « parce qu'il remplissait exactement ses devoirs de garde national ».

Les registres paroissiaux de Saint-Louis et de Saint-Martial se terminent à la date du 31 décembre 1792; on sait qu'à partir du 1^{er} janvier 1793 le service de l'état civil fut concentré à l'hôtel de ville.

Un autre document prouve l'usage commun de ce cimetière aux deux paroisses. Par mesure d'hygiène, la municipalité, désireuse d'établir les cimetières *extra muros*, chargea Bonfin et Lhôte de dresser un rapport sur cette question, on y lit ceci :

Quant au cimetière pour les paroisses Saint-Louis et Saint-Martial, dont la population est de 14.632 habitants, il convient d'attendre qu'on ait déterminé le lieu où se construira la paroisse Saint-Martial avant de fixer son emplacement; le cimetière actuel à l'église Saint-Louis qui étoit projetée et qui servoit à la ci-devant paroisse Saint-Rémy, qui à elle seule avoit la population des deux nouvelles paroisses, doit être suffisant encore pendant quelque temps.

Fait à Bordeaux le 27 avril 1791. *Signé* : BONFIN (1).

Le 6 mai 1792, M. Daguzan, curé, et les administra-

(1) *Archives municipales, Inv. Pér. Rév.*, t. 1, p. 225.

teurs de l'église et fabrique de Saint-Louis adressèrent une pétition aux autorités rappelant qu'ils avaient déjà présenté un mémoire à l'effet d'obtenir un nouveau cimetière. Ils priaient la municipalité de leur désigner un nouvel emplacement ou d'ordonner l'élargissement du cimetière paroissial dans le plus bref délai (1).

Le 17 messidor an II, la municipalité rendit l'arrêté suivant :

Tous les corps morts dans l'étendue des régions du Sud et du Centre seront transportés et inhumés dans le cimetière de la Chartreuse et, à l'égard du cimetière des Chartrons, servant pour la région du Nord, les inhumations continueront à y avoir lieu comme par le passé jusqu'à ce qu'il ait été statué à cet égard (2).

D'après une tradition, un événement se serait passé dans ce cimetière, le 27 thermidor an II, qui donnerait la solution de ce problème historique : « Qu'est devenue la tête de Lacombe ? »

On sait qu'après l'exécution la tête fut placée au bout d'une pique : le groupe qui s'en était emparé, suivi d'une foule de curieux, descendit les fossés Marat, passa devant le Château-Trompette, suivit la ligne des quais et, par une rue transversale, arriva au chemin de Lagrange, aujourd'hui rue Camille Godard.

Dans son *Histoire de la Terreur*, Aurélien Vivie a écrit :

Lorsque ces énergumènes furent arrivés au chemin de Lagrange, ils s'arrêtèrent quelques instants et organisèrent des danses autour de la tête de Lacombe. Des citoyens inconnus

(1) *Archives départementales*, L, 719 (Correspondance des représentants du peuple).

(2) *Archives municipales*, Inv. Pér. Rév., t. III, p. 188.

intervinrent alors et demandèrent la permission d'envelopper cette tête dans une serviette. On la leur accorda et les danses continuèrent, puis le jour baissa peu à peu, l'obscurité s'étendit sur la campagne et, saisis d'une sorte d'effroi par le silence et les ombres de la nuit, les auteurs de ces ignobles scènes se dispersèrent et rentrèrent cacher dans les cabarets de bas étage de la ville les fureurs assouvies de leur vengeance inexorable. On ne put ou on ne voulut pas les découvrir. Quant à la tête de Lacombe, elle disparut et on ignore ce qu'elle a pu devenir.

Après l'histoire, voici la tradition chartronnaise (1) :

A cause de leur origine étrangère et de leur fortune, les négociants des Chartrons souffrirent particulièrement de l'oppression de Lacombe, chef de la commission militaire. Son impopularité dans le faubourg motiva le parcours du sinistre cortège. Plusieurs dames, attirées à leur balcon par le bruit de la populace, s'évanouirent à la vue de ce sanglant trophée. La tourbe ne s'arrêta pas au commencement du chemin de Lagrange, à l'ancienne place Saint-Louis, appelée alors place du Bonnet-Rouge, aujourd'hui place Picard, mais au carrefour du Mersey, emplacement situé à la rencontre du chemin de Lagrange, des allées de Boutaut, de la rue du Jardin-Public, de la rue Plantey, où six voies aboutissaient. Il était 7 heures du soir; la chaleur était accablante; d'épais nuages couvraient le ciel et ce ne fut pas « l'effroi causé par le silence et les ombres de la nuit » qui dispersa le groupe, mais un violent orage qui éclata après cette chaude journée de thermidor.

Il n'est rien comme la pluie pour disperser les rassemblements, le feu des manifestations s'éteint dès qu'un nuage crève; aussi les forcenés embarrassés de ce

(1) Nos collègues MM. P. Fourché et Boubée connaissent cette tradition.

lugubre fardeau dont ils étaient las physiquement et peut-être moralement, l'abandonnèrent-ils sur la voie publique ; pourtant le cimetière des Chartrons est à une courte distance du carrefour du Mersey (exactement à trois cent deux pas), mais ils jugèrent inutile de continuer leur lugubre procession.

Quelques habitants se réunirent pour ramasser et envelopper la tête de Lacombe et la déposèrent, à la nuit tombante, au cimetière des Chartrons.

Tels sont les souvenirs locaux racontés par les ancêtres à leurs descendants, mais nous sommes si portés au scepticisme historique que nous admettons difficilement des récits non appuyés de textes ou de documents.

Le populaire désignait sous le sobriquet de « Mouillecul » le cimetière des Chartrons et celui de Sainte-Croix. Cette dénomination donna lieu à une méprise. Plusieurs personnes, trompées par cette appellation, ont supposé que le chef de Lacombe fut déposé au cimetière de Sainte-Croix. Pourquoi aurait-on transporté cette tête si loin du lieu où elle fut abandonnée, puisque le cimetière des Chartrons était si près de cette place ? Une pièce officielle fortifie la tradition chartronnaise qui, jusqu'à la découverte d'un document irréfutable, nous paraît vraisemblable puisqu'aucun texte n'affirme que ce sinistre trophée fut porté à Sainte-Croix. Voici la copie d'une délibération des officiers municipaux en date du 28 thermidor, le lendemain de l'exécution de Lacombe : « Le citoyen maire rappelle les excès qui se sont produits la veille et dit qu'en ayant été informé, il s'est rendu aux Chartrons où il a rencontré un détachement de la garde nationale, section des Sans-Culottes ; il les a invités à se réunir à lui pour faire cesser ce désordre ; il a exposé aux citoyens l'irrè-

gularité de cette conduite et ils ont eux-mêmes, à sa sollicitation, apporté la tête de Lacombe au lieu où ils l'avaient prise » (1).

Cette déclaration municipale fait supposer que le lendemain du drame, la tourbe a voulu recommencer sa lugubre promenade et que la tête de Lacombe, prise au cimetière de la rue Saint-Louis, fut, après l'allocution du maire, déposée au même lieu.

Il résulte des documents que nous avons signalés que jusqu'à cette époque de la Révolution, ce cimetière est dénommé : des Chartrons, Saint-Louis et des écoles chrétiennes; aucune désignation ne l'a encore mentionné : cimetière Mac-Carthy ou des Irlandais.

Le 30 thermidor an III, une foule nombreuse et recueillie partait de la maison située façade des Chartrons, n° 86, et accompagnait au cimetière de la rue Saint-Louis (2) Daniel Mac-Carthy, d'origine irlandaise, négociant et président du tribunal de commerce, décédé à l'âge de 41 ans. C'était un homme de bien, charitable, ayant souffert des excès révolutionnaires, très aimé des habitants du quartier. Il était propriétaire de maisons et terrains rue Gouffran et rue Saint-Louis, proches du cimetière. Il n'est pas surprenant que la population ait pris peu à peu l'habitude de désigner sous le nom de Mac-Carthy ou des Irlandais le lieu où lui et les siens reposaient en paix.

Le 9 messidor an VI, le Bureau central demanda « qu'il lui soit fourni, chaque décade, un état contenant les noms des personnes inhumées dans le cimetière

(1) *Archives municipales, Inv. Pér. Rév.*, t. II, p. 91.

(2) Sur un plan de la période révolutionnaire, la rue Saint-Louis est inscrite rue « Scevola » (*Archives municipales*).

vis-à-vis la rue Borie », qui est celui dont nous nous occupons (1).

Le 7 floréal an VII, un avis adressé au Bureau central prévint « que le local où l'on enterre les morts, près les fondements de l'église Saint-Louis, ne peut convenir, puisqu'en creusant à trois pieds l'on trouve l'eau, ce qui empêche de faire les fosses de la profondeur nécessaire » (2).

Le cimetière des Chartrons fut probablement désaffecté vers l'an XII (1804). Les registres des arrêtés municipaux de cette année et des années antérieure et postérieure ayant été en grande partie brûlés lors de l'incendie de 1862, il est difficile de trouver des renseignements précis sur la date de cette désaffectation. Mais il est certain que des inhumations y furent effectuées dans les concessions, prétendues perpétuelles, accordées à diverses familles.

Les dernières inscriptions relevées sur les pierres tombales attestaient que des inhumations y furent faites sous les règnes de Napoléon I^{er} et de Louis XVIII (3).

Ce cimetière fut oublié par les municipalités qui se succédèrent pendant le xix^e siècle. La prétendue propriétaire, décédée en 1913, ne possédait, paraît-il, aucun titre de propriété, les héritiers en revendiquèrent la possession par prescription trentenaire, l'impôt foncier ayant été payé depuis une date antérieure au délai légal.

Le 27 juin 1913, on procéda à l'exhumation des derniers corps qui y étaient conservés et qui furent déposés au cimetière de la Chartreuse.

(1) *Archives municipales, Inv. Pér. Révolut.*, t. III, p. 189.

(2) *Archives municipales, Inv. Pér. Révolut.*, t. III, p. 260.

(3) Notre collègue M. H. Boubée affirme que des membres de sa famille y furent ensevelis de 1820 à 1824.

De même que la primitive église paroissiale Saint-Rémy, de même que l'église Saint-Louis projetée, le cimetière des Chartrons ne compte plus dans le quartier.

Les Chartronnais qui peuvent reporter leurs souvenirs à près de soixante années voient, en pensée, cette nécropole, clôturée d'un mur bas tapissé de lierre que les gamins franchissaient pour attraper les papillons, les tombes cachées par les folles herbes, les inscriptions à demi effacées par le temps, les croix, les colonnettes, les chapiteaux brisés, épars sur le sol, et les cyprès sous lesquels les paroissiens de Saint Rémy, de Saint-Louis, de Saint-Martial dormaient leur dernier sommeil !

Mais les réflexions philosophiques ne doivent pas m'écarter de la preuve que j'avais à fournir : l'achat de ce cimetière dès 1754 et son affectation antérieurement à la période révolutionnaire. Les documents cités ne laissent, je crois, aucun doute sur ce qu'il fallait démontrer.

ÉTUDES D'ETHNOGRAPHIE

LES DÉSENHERRES, POLISSOIRS MODERNES
DES RÉSINIERS DU SUD-OUEST

Par François DALEAU,

A Bourg-sur-Gironde.

Les instruments qui font l'objet de cette note ont été confondus souvent, par des archéologues, avec les polissoirs de la période néolithique.

Pour la première fois, en septembre 1875, j'ai vu dans la collection de mon ami et collègue regretté, Armand Ménieux, à Talais (Gironde), une de ces pierres recueillies par lui dans le Bas-Médoc qui, à ce moment, sans nul doute, pour cet ami et pour moi, avait dû servir à polir des haches de pierre de l'époque robenhausienne.

Plus tard, au mois de septembre 1883, lors d'une excursion à l'étang de Cazeaux (Gironde) (voir Société Archéologique de Bordeaux, t. IX, p. 83), je me suis rendu compte de l'utilisation de ces polissoirs modernes (1). Du reste, la présence de polissoirs néolithiques s'expliquait difficilement dans cette région où les haches de pierre sont fort rares sinon introuvables.

(1) François Daleau, *L'Ethnographie française*, projet d'exposition pour 1889. Voir *l'Homme*, Paris, 1885, p. 396.

Visitant une cabane de résinier habitée par deux hommes durant la saison de la gemme, au lieu dit Courpeyres (1), sur la rive nord-ouest de l'étang de Cazeaux, nous avons remarqué, devant cette curieuse hutte, la pierre sur laquelle s'affûte l'*apchot*, hache en acier, au tranchant incurvé, destinée à faire les *carres*, à entailler les pins que l'on veut gemmer. Ce polissoir fixe, des plus primitifs, était un énorme galet de roche dure, pesant de 50 à 60 kilos, dont la partie plane présentait une large et longue cuvette ovale, au-dessus de laquelle était creusée une rainure transversale.

Je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer un pareil polissoir avec cuvette et rainure sur une même face. La cuvette servait à aiguiser la face convexe de la hache; la rainure destinée à arrondir et *décaper*, à l'aide de sable humide, l'affiloir en grès rouge micacé avec lequel on affûte la face concave du tranchant de l'*apchot*. Ce gros caillou, dont les résiniers ignoraient la provenance, était, comme je l'ai su plus tard, un galet de lest déposé par un caboteur sur la grève du bassin d'Arcachon.

Depuis la publication de ma note « Excursions aux étangs girondins (2), j'ai eu l'occasion d'étudier sur place et de recevoir d'obligeants renseignements sur ces polissoirs modernes : de Cabanac-Villagrains, de La Teste, de Lacanau, d'Hourtins, etc. Ces pierres à aiguiser *peyres à aguda et désenherres* ou *désenheyres*, c'est ainsi qu'on les nomme, sont de trois sortes.

Les plus grandes, polissoirs fixes ou à peu près, portent une cupule ou cuvette ovalaire; les autres, plus

(1) François Daleau, *Excursions aux étangs girondins*, Société Linéenne de Bordeaux, vol. LXI, 1906, p. 53.

(2) *Loc. cit.*

légères, présentent une ou plusieurs rainures parallèles, plus ou moins longues et profondes, et enfin l'affiloir, dit *ahile*, est une pierre rectangulaire que le résinier porte dans sa poche; *ahile* (A. privatif) veut dire enlever le fil, *désenherra* signifie déferrer.

Aiguillage. — Façon de procéder. Le résinier étant obligé de réaiguiser le tranchant de son apchot, racle d'abord les deux faces de cet instrument, en partie couvertes de résine, et, par un mouvement répété de va-et-vient, aiguise la face dorsale sur la cuvette du polissoir; puis repasse et donne le fil sur la partie concave avec l'affiloir qui à la longue se couvre de résine et de parcelles de fer, glisse et ne mord plus sur le tranchant de la hache; il faut alors le déferrer, le *désenherra* en le frottant dans la rainure avec du sable mouillé.

Les cuvettes et les rainures creusées, à la longue, par ce mode d'aiguillage présentent, à première vue, un grand air de famille avec celles laissées sur les polissoirs préhistoriques par les haches et les herminettes de pierre.

Comme je l'ai dit plus haut, les désenherras des environs d'Arcachon sont faits avec des cailloux de lest apportés par des caboteurs. Le transport par mer de ces matériaux remonte à plusieurs siècles.

M. E. Durègne, dans un travail plein d'intérêt : *La grande montagne de La Teste de-Buch* (1) dit, p. 29 : « En 1383, le capital de Buch, Archambaud de Grailly, » avait obtenu du roi d'Angleterre, Richard II, l'autorisation d'établir à La Teste un marché de résine, » de cette résine que la vieille langue française appelait arcançon, parce que la baie d'Arcachon était

(1) E. Durègne, *La grande montagne de La Teste-de-Buch*, in *Annuaire du Club Alpin Français*, 30^e vol., 1903.

» alors le seul point accessible de cette côte dange-
» reuse, le port d'approvisionnement pour toute l'Eu-
» rope en produit résineux.

» Les vieilles maisons de La Teste sont bâties avec le
» lest des navires de cette période; on y trouve des
» échantillons minéralogiques de toutes les côtes de
» l'Océan et plus particulièrement de l'Angleterre ».

Le transport de ce genre de lest par bateaux, dans les divers ports de la Gironde, a duré fort longtemps; nous avons vu de ces galets dans le mur d'enceinte de Bordeaux, à l'ancien Grand Séminaire. Les villes de Blaye, de Bourg et Libourne sont pavées, sur certains points, avec ces dits cailloux.

POLISSOIRS DÉSENHERRES ET AFFILOIRS (*ahiles*)
DE MA COLLECTION (Pl. V et VI).

N° 1.973 (de mon catalogue). — Ébauche de pierre à aiguiser, faite d'un morceau de pavé de grès, *emprunté* à la route nationale, porte, sur une face, un commencement de cuvette polie; ce spécimen a servi deux ans à des résiniers du Bas-Médoc qui, depuis peu de temps, sont venus exploiter les pins dans la commune de Peujard (Gironde).

N° 977. — Désenherre fixe, très gros galet ovale et plat, en roche dure brune; mesures : longueur, 0^m39; largeur, 0^m35; épaisseur, 0^m16; poids, 45 kilos. Une grande cuvette ovale, creusée au centre, mesure 0^m31 sur 0^m16 et 0^m02 de profondeur. Ce galet de lest, découvert par M. E. Durègne, était utilisé, depuis longtemps, à Batlougue, forêt usagère, paroisse de Cazeaux, commune de La Teste (Gironde) (fig. 1 et 1 *bis*).

N° 1944. — Superbe polissoir double, mi-portatif, bloc plat à contours peu réguliers, aux angles arrondis,

roche dure siliceuse à graines très fines, avec deux cuvettes de forme elliptique, longues, larges, profondes, creusées sur les deux faces opposées du bloc. Ce caillou de falaise mesure : longueur, 0^m37; largeur, 0^m29; épaisseur, 0^m115; poids, 14 kil. 250.

Mesures des cuvettes : Cuvette A : longueur, 0^m33; largeur, 0^m115; profondeur, 0^m038; cuvette B : longueur, 0^m33; largeur, 0^m115; profondeur, 0^m033.

Au dire du résinier qui l'a cédée, cette pierre a servi durant plus d'un siècle; son grand-père l'a toujours vue à la cabane du Braouet, où elle a été recueillie par M. Ed. Harlé, soit à 2 kilomètres et demi à l'ouest-sud-ouest de La Teste (Gironde). Voir dessin (fig. 2), coupe (fig. 3).

N° 1814. — Désenherre double, portatif, nodule de grès rouge, utilisé sur les deux méplats principaux; une gouttière peu concave occupe la face inférieure; la face supérieure porte trois sillons superposés, plus ou moins larges, creusés l'un sur l'autre avec des affiloirs de diamètres différents; cette roche doit provenir des environs de Saubusse-sur-Adour. Recueilli un peu au nord de l'étang de Soustons, au lieu dit Jean, commune de Soustons (Landes).

N° 842. — Pierre à aiguiser portative, à peu près hors d'usage, moellon de calcaire grossier, blanc, porte une large cuvette creusée au centre d'un sillon profond. Forêt usagère de La Teste-de-Buch (Gironde).

N° 2046. — Plaquette de calcaire lacustre du Blayais. La face inférieure présente une large rainure ébauchée, la face supérieure porte deux sillons creux latéraux à bords droits. Localité : La Fuer, commune de Peujard (Gironde).

N° 1756. — Galet de roche schisteuse noire, ovale, avec ébauche de rainure sur un bord. La table

supérieure porte deux rainures parallèles profondes, plus large l'une que l'autre, creusées dans une large cuvette; le sillon en relief qui les sépare et le bord droit étant très élevés, l'ouvrier a dû les abattre par petits éclats à l'aide d'un marteau. Provenance : Cabane de Peyroutas, Cazeaux-Étang (Gironde) (voir fig. 4 et 5).

N° 843. — Affiloir (ahile) en grès fin micacé rouge, bâtonnet rectangulaire à bords équarris, la face aiguisante mi-ronde, bombée. Localité : La Teste (Gironde). Je n'ai pu savoir la provenance de ces grès *exotiques* (fig. 6).

Dans les régions dépourvues de roches calcaires ou siliceuses éloignées du bassin d'Arcachon, les indigènes utilisent les briques, les carreaux, voire même les tuiles creuses en terre cuite, mais vu leur manque de dureté et leur fragilité, ces derniers *désenherres* sont considérés comme très inférieurs à ceux de pierres.

N° 1807. — Carreau désenheyre. Vulgaire carreau de terre cuite rougeâtre de 0^m22 sur 0^m22; porte sur la face supérieure une rainure profonde fusiforme, couverte d'une mince couche noire ferrugineuse laissée par l'affiloir, rainure traversant le carreau d'un angle à l'autre. Localité : Cabanac (Gironde).

N° 1988. — Polissoir fait d'une brique rectangulaire en terre cuite avec quatre sillons plus ou moins larges et profonds, creusés sur les quatre faces principales, rainures striées longitudinalement par des grains de sable interposés entre le polissoir et l'affiloir. Recueilli à 3 kilomètres au nord de Moutchic, à 2 kilomètres de toute habitation, commune de Lacanau, ce spécimen était accompagné d'un pot à résine contenant de l'eau (rare dans ce milieu durant la saison chaude) pour humecter le sable *désenherreur*.

N° 1760. — Tuile creuse présentant sur la face concave quatre rainures ou sillons creux, parallèles, de longueur différente ; ce curieux échantillon a été recueilli à la cabane Moutchita, commune de Lacanau (Gironde) (voir fig. 7).

Autres modes d'aiguaisages primitifs.

Lors d'une excursion en Périgord, en mai 1905, avec mon ami et confrère, M. Émile Maufras, visitant le moulin à eau (Meunerie et fabrique d'huile de noix) du Tréport, commune de Lachapelle-Faucher, canton de Campagnac (Dordogne), nous avons remarqué près de la porte de ce moulin un bloc de grès à peu près rectangulaire, mesurant 0^m40 sur 0^m60, adossé à la muraille, portant sur deux faces de nombreuses stries parallèles et quadrillées, larges d'environ 2 centimètres. C'est sur cette pierre, nous dit le meunier, que j'aiguise le marteau à grains d'orge qui sert à repiquer mes meules en silex. Cet affûtoir dormant, fort curieux, était encore un pseudo-polissoir.

En août 1880, près de Brimont, canton de Bourgogne (Marne), j'ai causé avec un moissonneur, porteur d'une faux à très long manche munie d'un râteau de bois à dents longues. Cet ouvrier avait suspendu à sa ceinture un récipient en laiton, contenant de l'eau, du sable fin et une sorte de pinceau grossier fait d'un petit morceau de bois, garni, d'un bout, d'un peu de linge ; un couteau de bois de chêne long de 30 à 40 centimètres, semblable à nos couteaux à papier, était retenu à l'extrémité inférieure du manche de la faux. Avec grande obligeance, cet autochtone me montra comment il procédait pour aiguïser sa faux ; prenant du sable mouillé avec son pinceau, il l'étendit sur le couteau de bois ; cette lame ainsi enduite lui servit d'affiloir.

Extraits de travaux relatifs aux polissoirs modernes.

M. Bonnemère (Les polissoirs modernes, *Bul. Soc. d'Anthropologie de Paris*, 1890, p. 970) s'exprime ainsi : « En Bretagne, il n'est pas rare, au moins dans » certaines portions du pays, de rencontrer des pierres » portant des raies qui pourraient quelquefois les faire » prendre pour des polissoirs antiques ; il n'en est » absolument rien ; ces blocs, assurément fort curieux, » sont bien cependant des polissoirs modernes dont les » paysans font encore un fréquent usage dans le temps » de la fenaison. Voici comment ils procèdent. Lors- » que leurs pierres à aiguiser ne peuvent plus servir » parce que leur surface est trop couverte de parcelles » d'acier, ils les frottent sur les blocs dont je viens de » parler afin de les décaper, s'il m'est permis de » m'exprimer de la sorte. De là proviennent les stries » souvent assez nombreuses que j'ai pu remarquer » bien des fois. On en trouve aussi fréquemment sur » des pierres de granit, des auges, par exemple, ser- » vant à abreuver les bestiaux. Lorsque les Bretons » n'ont à leur disposition que des pierres schisteuses, » ils emploient du sable, assez rare dans le pays, ou de » petits fragments de granit et de l'eau, si bien que les » roches ardoisières de cette façon peuvent servir éga- » lement et sont striées ».

M. le Dr Guellot (Réminiscences préhistoriques en Champagne, *A. F. A. S.*, Reims, 1907, p. 933. Polissoirs modernes) dit : « Au nord de Reims, à Her- » monville, on voit de gros blocs de grès plats qui ser- » vent aux ouvriers pour aiguiser leurs outils. A leur » surface sont creusées de larges dépressions en forme » de cuvette et de rainures plus ou moins profondes. » D'autres grès, extraits des terrains sablonneux, ser- » vent de bornes aux propriétés ; la plupart offrent des

» traces de polissage. Les femmes qui vont couper de
» l'herbe y aiguisent leur faucille ». Il est vraiment
curieux de voir ce mode d'aiguillage, employé pour des
outils différents, dans divers centres aussi éloignés les
uns des autres.

M. Desforges (Les polissoirs mobiles recueillis en
Nivernais, *Bul. S. P. F.*, 1915, p. 125) décrit une
dizaine « de polissoirs mobiles ou polissoirs à main.
» Ces outils, comme on le sait, étaient destinés à
» réparer les haches ébréchées, à donner le fil aux
» tranchants devenus mousses ». Ces curieux spéci-
mens remontent-ils à l'âge de la pierre polie ? Je crois
voir là une industrie relativement moderne voisine de
celle de nos résiniers du Sud-Ouest.

Conclusions. — L'utilisation de la pierre et du sable
par les primitifs modernes, système compliqué mais
pratique pour affûter leur hache en métal, nous mon-
tre en quelque sorte comment devaient procéder nos
lointains ancêtres, les néolithiques, pour polir et aigui-
ser leurs haches de pierre.

Certains détails nous ont permis de distinguer les
polissoirs préhistoriques des pseudo-polissoirs des
temps actuels. La coupe transversale des sillons néoli-
thiques est en forme de V, celle des rainures moder-
nes représente un U, et, la plupart du temps, les cuvettes
et les rainures modernes portent des traces d'oxyde de
fer qui empêchent de les confondre avec les instru-
ments anciens.

Encore une fois, l'ethnographie apporte un précieux
concours à la préhistoire.

Ici, la réminiscence d'une industrie disparue doit être
écartée, le besoin seul a créé l'outil.

Il m'est fort agréable d'adresser mes sincères remer-
ciements à M. Émile Durègne, à M. Édouard Harlé, à

M. Virolleau qui, avec la plus grande obligeance, m'ont procuré des *désenherres* et m'ont fourni des renseignements précieux, et à M. E. Passemard, à qui je dois les dessins qui complètent si bien ce travail.

Notes ajoutées pendant l'impression de cette publication *très retardée* par la guerre.

M. le Dr Jousset de Bellesme (Nouveaux polissoirs à la Pierrière (Oise), *Bull. S. P. F.*, 1916, p. 325) s'exprime ainsi : « La bordure du lavoir en question » est formée d'une série de trente-trois pierres, de » dimensions variables, recouvrant la murette très » basse. Leur largeur est de 0^m 40.

» La première de ces dalles de grès, en arrivant au » lavoir, mesure 1^m 20 de longueur et porte sur sa face » *huit rainures de polissage*.

» La deuxième, un peu moins longue, a seulement » 0^m 93 ; on y compte *neuf rainures*.

» La douzième et la quinzième dalles portent chacune » une *cuvette de polissage*, ainsi que la vingt-deuxième » et la vingt-troisième. Enfin la dernière dalle, la trente- » troisième, porte une *cuvette* très allongée et une autre » plus courte ».

Ces cuvettes et rainures de polissage, très probablement modernes, ont été creusées, sans doute, depuis la mise en place de ces dalles de recouvrement ; il serait fort intéressant d'avoir des renseignements précis sur leur mode d'utilisation.

M. le Dr Boismoreau : (Découverte d'un polissoir à cupule à la Veillerière de Saint-Mesmin-le-Vieux (Vendée), *Bull. S. P. F.*, 1917, p. 491) décrit « un » polissoir en granité situé à l'entrée de la cour de la » métairie de Veillerière et *constitue la base du pied-* » *droit gauche du porche* ; il est utilisé par les cultiva-

» teurs pour nettoyer et dégraisser leurs pierres destinées à affûter les faulx ». Cet engin est, sans nul doute pour moi, un polissoir moderne, comme l'indiquent la coupe de sa rainure en forme d'U et sa présence à la porte d'une habitation. Il ne faut pas être surpris de la profondeur de cette rainure quand on songe qu'il a fallu plus d'un siècle pour creuser les deux cuvettes de mon polissoir n° 1944 (fig. 3).

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Les origines de la civilisation en Europe; les précurseurs magdaléniens et le berceau égéen. Article de M. le Dr CAPITAN, à propos d'un livre récent de sir Arthur Evans sur le même sujet (*Journ. des Savants*, mars 1917).

GRÈCE, ORIENT

Les ruines de Delphes. Analyse, par M. Georges SEURE, du beau livre consacré par M. E. Bourguet à l'étude des monuments de cette ville si célèbre dans l'antiquité (*Journ. des Savants*, août 1914).

Pèlerinages aux temples jaïnas du Girnar (Inde). Description des monuments et du culte, étude savante, par M^{lle} D. MÉNANT (*Conf. du Musée Guimet*, vol. XXXIX).

Sanctuaire de l'ancien Empire égyptien. Comparaison des monuments et des statues, description du temple du soleil, par M. A. MORET (*Conf. du Musée Guimet*, vol. XXXIX).

La genèse des monstres dans l'art, par M. W. DEONNA. Analyse des idées et croyances qui ont enfanté les monstres (*Revue des Études grecques*, 1915, juill.-sept.).

La Terre mère. Analyse de son culte et de son influence sur le monde romain, par M. Georges RADET, d'après le livre de M. Henri Graillet (*Journ. des Savants*, 1915, n° 12).

Les fouilles de Porolissum (campagne 1913). Le docteur ARPAD BUDAY avait déjà fait, en 1911, des fouilles fructueuses sur l'emplacement de la ville de Porolissum (Hongrie), il vient de les reprendre récemment et a trouvé des substructions de nombreuses maisons romaines, des monnaies, des débris de bronze, etc. (*Trav. du Musée national de Kolozsvár*, 1914, 1).

PRÉHISTOIRE

Suppléments nouveaux au paléolithique de la Hongrie. Description de plusieurs outils intéressants trouvés à Korlath, par le docteur ROSKA MARTON (*Trav. du Musée national de Kolozsvár*, 1914, 1).

Relief sur pierre aurignacien à représentation humaine découvert au Terme Pialat, commune de Saint-Avit-le-Sénieur, par A. DÉLUGIN. Note sur une gravure analogue à celles de Laussel (*Bull. de la Soc. Arch. du Périgord*, t. XLI, 2^e livr.).

Les gravures rupestres de Tazsokteto (Hongrie). Étude, par le docteur KOVACS ISVAN, de 11 pierres portant des signes sculptés, des figures gravées et de simples graffiti (*Trav. du Musée national de Kolozsvár*, 1914, 1^{er}).

L'époque de la Tène. Note de M. Camille JULIAN sur les quatre volumes de Joseph Déchelette concernant le second âge du fer (*Journ. des Savants*, janv. 1915).

Une sépulture de la Tène I à Sarry (Marne). Note de M. Salomon REINACH sur cette tombe qui a donné une épée de 0-88, fragment de cotte de maille, armature de selle ? vase cinéraire noir et a été découverte par le commandant Hannezo (*Bull. arch. du Com. des trav. hist. et scient.*, 1917, 1^{er}).

Découverte d'une cachette de 5 saumons de cuivre à Soullans (Vendée). Cette note est consacrée à une trouvaille peu commune; il s'agit de plusieurs plaques de cuivre fondu destinées à faire des haches plates. M. le Dr M. BAUDOUIN les décrit longuement dans *Bull. et mém. de la Soc. d'anthrop. de Paris*, 1915, n° 6.

Cimetière de l'époque arpade à Varfalva (Hongrie). 57 sépultures ont donné un mobilier fort curieux, torques, bijoux divers, colliers, bracelets, ornements, etc., le tout décrit par le docteur ROSKA MARTON (*Trav. du Musée national de Kolozsvár*, 1914, n° 1).

La préhistoire des étoiles. « Les pléiades au Néolithique ». Étude de M. le Dr M. BAUDOUIN sur la disposition des trous à cupules sur certains monuments mégalithiques, inspirée probablement par les constellations célestes (*Bull. et mém. de la Soc. d'Anthrop. de Paris*, 1916, n° 1).

Tumulus et enceintes funéraires de la région d'Iraty. Note de M. R. GOMBAULT sur ces monuments de la région pyrénéenne (*Bull. de la Soc. des sciences, lettres et arts de Bayonne*, 1914, n° 2).

L'épée Hallstattienne de Juac (Charente), trouvée dans la Charente, commune de Saint-Simon. Description de cette arme fort rare, variété de l'épée à antennes (*Bull. de la Soc. Arch. de la Charente*, 1915).

La hydrie de Bene (Hongrie). Description d'une curieuse amphore en bronze avec appliques en relief que le docteur BÉLA POSTA compare avec un vase étrusque similaire, du Musée britannique (*Trav. du Musée national de Kolozsvár*, 1914, n° 1).

La forêt de Lancy et ses souvenirs. Description des dolmens, cromlechs, polissoirs, restes gallo-romains, bornes armoriées, qui se cachent sous les frondaisons de ses arbres. Note de M. Jos. PERRIN (*Bull. de la Soc. Arch. de Sens*, 1915).

L'atelier néolithique de Rullen et découvertes faites sur le territoire de Fourou-Saint-Pierre. Description du gisement par M. DE PUYDT (*Bull. de l'Inst. arch. Liégeois*, 1913).

Une pierre gravée découverte dans les landes de Kermorvan près du Conquet (Finistère), par le capitaine DU PLESSIX. Description de cette pierre portant une gravure représentant un poignard de l'époque du bronze (*Bull. de la Soc. Arch. de Nantes*, 1916).

ÉPOQUE GALLO-ROMAINE

Habitats et sépultures de l'époque gauloise et puits funéraire gallo-romain trouvés à Amiens, par M. V. COMMONT. Étude détaillée des objets retirés des fouilles (*Bull. de la Soc. des Ant. de Picardie*, 1915, nos 3, 4).

Les sigles de potiers gaulois et gallo-romains trouvés à Amiens depuis vingt-cinq ans. Catalogue détaillé avec les renseignements sur les trouvailles, par M. A. DEMAILLY (*Mém. de la Soc. des Ant. de Picardie*, 1914).

Le Dieu à la roue. Note de M. G. CHAUVET à propos de la découverte faite à Poitiers d'un fragment de statuette portant cet indice (*Bull. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1916, 1^{er} trim.).

Statuette découverte à Nérès, décrite par M. PROU (*Bull. de la Soc. des Ant. de France*, 1915, p. 101).

Les ., solaires dans la décoration antique. Curieuse étude de M. DEONNA commentant l'usage de ces figures sur les objets d'art ou usuels de l'antiquité (*Revue des Études grecques*, 1916, 1^{er}).

Verre peint trouvé à Kertsch (Russie). Note de M. MICHON qui rappelle en même temps les trouvailles de Khainissa et des Musées de Turin et de Nîmes (V. plus loin) (*Bull. de la Soc. des Ant. de France*, 1913).

Deux autres vases en verre peint découverts à Fraillécourt (Ardennes), décrits par M. HÉRON DE VILLEFOSSE (Ces pièces ont été détruites par le bombardement de Reims en 1914) (*Bull. de la Soc. des Ant. de France*, 1914).

La basilique primitive et le plus ancien culte de sainte Reine à Alésia. Note de M. J. TOUTAIN (*Revue de l'hist. des religions*, t. LIX, 2^e).

Un rhinocéros gallo-romain au Mans. Curieux petit bronze décrit par M. Robert TRIGER (*Revue hist. et arch. du Maine*, 1914, 1^{er} sem.).

Un peson de fuseau avec inscription latine, par M. HÉRON DE VILLEFOSSE. Note sur un de ces curieux petits objets trouvé à Sens (*Bull. de la Soc. Arch. de Sens*, 1915).

Recherches sur l'emploi des tombeaux romains en tuiles, par M. H. DE GÉRIN-RICARD (*Bull. de la Soc. Arch. de Provence*, 1916).

Inscription votive trouvée à Saint-Martin-du-Tertre (Yonne). Note de MM. HÉRON DE VILLEFOSSE et JULIAN sur un curieux monument de pierre calcaire en forme de pyramidion quadrangulaire. Longueur 70 centimètres (*Bull. de la Soc. Arch. de Sens*, 1915).

ÉPOQUE ROMAINE

Deux divinités romaines peu connues : Arentius et Revelanganitæcus. Notes sur deux monuments qui leur sont consacrés en Lusitanie, par M. ALVES PEREIRA (*Bol. da Associação dos Arch. portug.*, t. XIII, 1^{er} fasc.).

Les cultes de Sérapis et de Mithra en Ibérie. Étude fort documentée sur les statues élevées aux dieux étrangers rencontrées en Espagne, par D.-J.-RAMON MÉLIDA. Nombreuses planches (*Bol. de la Real. Acad. de la Historia*, avril 1914).

Antiquités romaines et ibériques de Château de Locubin et de Fuensanta (province de Jaen), par M. ROMERO DE TORRES (restes de villa, poids et mesures curieuses, coupe apode, etc.) (*Bol. de la Real. Acad. de la Historia*, juin 1915).

Les grands champs de fouille de l'Espagne antique, nécropoles puniques de l'île d'Ibiza, cimetières ibériques de Soria, ruines d'Ampurias, de Numance, d'Osuna, de Mérida, etc., par M. R. LANTIER (*Journ. des Savants*, mars-avril 1916).

Découvertes archéologiques faites dans les grottes de Castellar de Santesteban (province de Jaen). Topographie et description du mobilier qui comprend, outre de nombreux outils, une grande quantité de statuettes volives et fétiches des lampes romaines, etc., par MM. MARIANO SANJUAN MORENO et DIEGO JIMENEZ DE CISNEROS HERVAS (*Bol. de la Real. Acad. de la Historia*, 1916, fév.).

Les nouvelles peintures rupestres de Velez Blanco, par le marquis DE CERRALBO et FEDERICO DE MOTOS (têtes de cerfs et animaux divers) (*Bol. de la Real. Acad. de la Historia*, avril 1915).

Les peintures rupestres de Barranco de Valltorta (Castille). Étude et description par M. LUIS DEL ARCO. Nombreuses figures de cervidés, d'animaux divers, sangliers et chasseurs à l'arc (*Bol. de la Real. Acad. de la Historia*, 1917, juill.-sept.).

Inscriptions romaines découvertes à Jimena y Menjibar (province de Jaen), par M. ENRIQUE ROMERO DE TORRES (*Bol. de la Real. Acad. de la Historia*, janv. 1915).

Deux hipposandales découvertes à Saint-Marcel (Indre), par M. J. PIERRE (*Mém. de la Soc. des Ant. du Centre*, 1914-1916).

Les fouilles de Volubilis (Ksar, Farsoun, Maroc). Description des restes de monuments et des inscriptions découvertes, par M. LOUIS CHATELAIN (*Bull. arch. du Com. des trav. hist. et scient.*, 1916).

Quelques villes africaines récemment fouillées, Dougga, Khamissa, Djémila, que M. René CAGNAT montre avant et depuis les fouilles et les dégagements entrepris par le service des monuments historiques (*Conf. du Musée Guimet*, vol. XXXIX).

Quelques voies romaines sur la rive gauche de la Garonne entre Agen et Bordeaux. Résumé des connaissances actuelles sur ce sujet important par M. L. DUCLOS (*Revue de l'Agenais*, 1917, 1^{er} et suiv.).

La sculpture antique au Musée de Constantinople. Récit de la fondation dudit Musée, par M. V. CHAPOT (*Journ. des Savants*, juill. 1917).

Les vases céramiques ornés de la Gaule romaine au Musée de Lyon. Histoire et description des diverses techniques, étude très sérieuse de M. Philippe FABIA (*Journ. des Savants*, avril 1915).

Les origines du culte des saints. Analyse des hypothèses diverses et les traditions sacrées. Commentaire par M. P. MONCEAUX des études de M. H. Delehayé (*Journ. des Savants*, mars, mai et juin 1915).

Le cimetière barbare de Lezeville (Haute-Marne), par M. Ed. SALIN. Description du mobilier des tombes qui comprend en particulier les ornements métalliques d'une couverture de livre (*Bull. arch. du Com. des trav. hist. et scient.*, 1915, 1^{re}).

Nouvelles fouilles à La Gayole (Var), par M. l'abbé CHAILLOU. Découverte de substructions romaines, de tombes en briques et de débris mérovingiens (*Bull. de la Soc. d'ét. arch. de Draguignan*, 1916-1917).

ÉPOQUE ROMANE

Une curieuse sculpture romane représentant la Cène, 2^m × 0^m 55, découverte à l'église de Meuvaines (Calvados), par M. l'abbé LE MALE, sous une couche de mortier le long d'un mur (*Bull. de la Soc. des Ant. de Normandie*, 1916, p. 365).

Ancien four céramique à Saint-Thibault près Sancerre, par MM. AMAGAT et Dr NOLLET. Description de ce monument qui offre d'intéressants détails de construction (*Mém. de la Soc. des Ant. du Centre*, 1914-1916).

La croix de Feuguerolles-sur-Orne. Curieuse croix romane qui vient d'être réédifiée et classée comme monument historique. Note par M. CAREL (*Bull. de la Soc. des Ant. de Normandie*, 1916, p. 358 et 424).

Une vieille église romane peinte à fresque. Note sur l'église de Cazeaux près Luchon et ses peintures polychromes, par M. le comte DE GIRONDE (*Bull. arch. et hist. du Tarn-et-Garonne*, 1916).

L'église de Bostens (Landes). Note de M. J. BRUTAILS sur cette petite église fortifiée (*Bull. de la Soc. de Borda*, 1915, 4^e trim.).

L'église de Semelay. Monographie d'une succursale de Cluny dans le pays d'Autun, contenant de curieux chapiteaux historiés, par le colonel DU MARTRAY (*Mém. de la Soc. éduenne*, t. XLII).

MOYEN AGE

Les bornes seigneuriales. Description de quelques-uns de ces monuments, par M. DE FRANQUEVILLE (*Bull. trim. de la Soc. des Ant. de Picardie*, 1914, 1^{er} trim.).

Les mottes féodales de la Bretagne et les mottes du pays de Morlaix. Deux notes très détaillées, par M. le chanoine ABGRALL et M. Louis LE GUEUNEC (*Bull. de la Soc. Arch. du Finistère*, t. XLII, 1915).

Armes découvertes dans les dragages de la Seine à Oissel entre Elbeuf et Rouen, par M. LÉON DE VESLY. Lances, épées, perleuisane, couteaux, etc., quelques-uns semblables à ceux trouvés à Bordeaux (*Bull. arch. du Com. des trav. hist. et scient.*, 1915, 2).

Les armoiries familiales dans la décoration des sceaux des évêques français au XIII^e siècle, par M. Max PRINET (*Bull. arch. du Com. des trav. hist. et scient.*, 1916, 2^e).

Le sacre et le couronnement des rois de France. Analyse critique de l'ouvrage de M. Schreuer de Bonn qui veut absolument voir dans la cérémonie du couronnement des rois de France et d'Angleterre une survivance des fêtes germaniques d'avènement. L'article est de M. P. FOURNIER (*Journ. des Savants*, mars 1913).

Histoire de l'église et de la paroisse de Saint-Michel-des-Lions, à Limoges. Note détaillée de M. A. LECLER (*Bull. de la Soc. arch. et hist. du Limousin*, t. LXV).

Les chansons des pèlerins de Saint-Jacques. Textes et commentaires, avec de nombreuses notes, par M. J.-B. DARANATZ (*Bull. de la Soc. des sciences, lettres et arts de Bayonne*, 1916, 3 et 4).

Le coutumier de l'île d'Oléron. Publication et étude sur cet important manuscrit de la bibliothèque bodléienne d'Oxford, par M. Ch. BÉMONT (*Bull. phil. et hist. du Com. des trav. hist. et scient.*, 1917).

La seigneurie de Montpon en Périgord (1344-1789), par M. Daniel DE LAGE. Relation détaillée des possesseurs et seigneurs de ce fief (*Bull. hist. et arch. du Périgord*, 1916).

Charles le Téméraire à Dijon en janvier 1474. Relations officielles avec introduction, par M. H. CHABEUF (portrait de Charles) (*Mém. de la Soc. bourguignonne de géographie et d'histoire*, t. XVIII).

Les monuments du sanctuaire dans les églises anglaises. Analyse, par M. R. DE LASTEYRIE, de l'ouvrage de M. Bond sur ce sujet (*Journ. des Savants*, déc. 1916).

Les châteaux de Loudun, d'après les notes de M. Moreau de la Ronde, par M. CHARBONNEAU-LASSAY. Étude copieuse et documentée des forteresses qui se sont succédé sur le tertre loudunois. La station préhistorique, les camps gaulois et gallo-romains, les forteresses du moyen âge, la cité militaire, les églises et les monastères (*Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1915).

Landiers de Picardie des XV^e et XVI^e siècles. Description et étude, par M. HACKSPILL, d'une trentaine de landiers divers, avec figures (*Bull. de la Soc. des Ant. de Picardie*, 1915, 1^{er} trim.).

Notice sur deux statuettes en plomb du Musée de Bourges, par le lieutenant-colonel DERVIEU. Cette note a trait à de petits objets dont le plus grand

nombre est suspect, sinon complètement faux (*Mém. de la Soc. des Ant. du Centre*, 1914-1916).

Un saint Fort du Loudunois. Analyse de ce saint, par M. CHARBONNEAU-LASSAY. Ce culte est plus récent que celui de Bordeaux (*Bull. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1915, 4^e trim., p. 400, 403, 409).

Saint Fort et son culte dans le nord du Poitou. Étude de M. CHARBONNEAU-LASSAY sur un saint local distinct de celui de Bordeaux (*Soc. des Ant. de l'Ouest*, 3^e et 4^e trim., 1917).

Le sépulcre de l'église Saint-Jean de Joigny. Étude très documentée de M. le chanoine CHARTRAIRE sur un beau monument de la Renaissance autrefois édifié dans l'église de Folleville (*Bull. de la Soc. Arch. de Sens*, 1914).

Tapisseries anciennes d'Aubusson et de Felletin (XVIII^e siècle). Note de M. L. LACROCQ sur les pièces entrées récemment au Musée du Louvre et celles qui ont été vendues en 1912-1913 (*Bull. de la Soc. arch. et hist. du Limousin*, t. LXV).

Une taque artistique du XVIII^e siècle. Groupe de marchands réunis près d'une statue de Mercure; dans le fond, un navire de commerce. Cette pièce était conservée dans le Couvent de la Miséricorde de Caen (*Bull. de la Soc. des Ant. de Normandie*, 1916, p. 412).

Histoire de deux fanions du régiment de la Marine royale, par M. R[aymond] P[OUVREAU]. Deux reliques de l'expédition de Quiberon, 1795, si tristement terminée (*Bull. de la Soc. Arch. de Nantes*, 1915 (t. LVII).

Fragment d'un voyage en Saintonge effectué au XVIII^e siècle, par Louis de Chancel de Lagrange, officier de marine à l'île de Ré, Soubise, Brouage, île d'Oléron, Cognac et Blanzac, par M. l'abbé LEMONNIER (*Revue de Saintonge et d'Aunis*, déc. 1914, fév. 1915).

La vigne dans l'antiquité. Commentaire de M. V. CHAPOT du livre de M. Raymond Billiard sur ce sujet. Ce livre est le travail le plus complet paru jusqu'à ce jour (*Journ. des Savants*, fév. 1915).

La cathédrale de Reims. Critique, par M. DE LASTEYRIE, du livre récent de M. Bréhier paru sous ce titre (*Journ. des Savants*, mars 1917).

L'ancienne bibliothèque de Clairvaux, par D.-A. WILMART. Étude rétrospective et comparaison d'après un inventaire de 1472 (*Mém. de la Soc. acad. de l'Aube*, 1917).

HISTOIRE LOCALE

Les fiefs du roi et les alleux en Guienne. Analyse du « *Recognitiones feodorum in Aquitania* » de M. Ch. Bémont, par M. A. BRUTAILS (*Journ. des Savants*, mai 1916).

Un rôle gascon de lettres closes du prince Édouard (1254-1255), publié par M. Ch. BÉMONT. Ces lettres contiennent les noms de nombreux seigneurs gascons et bordelais (*Bull. phil. et hist. du Com. des trav. hist.*, 1915).

Gautier d'Aquitaine (Revendication contre l'Allemagne du poème de), Waltharius, par M. FLACH, de l'Institut (*Revue des Études hist.*, 1916, n° 3).

Les factions et les troubles à Bordeaux de 1300 à 1330 environ, par M. Ch. BÉMONT. Critique des documents et relation des faits se rapportant aux Monader, du Soley, et la dictature des Colomb et des Caillau (*Bull. phil. et hist. du Com. des trav. hist. et scient.*, 1916).

Blaise de Monluc. Courte note biographique accompagnant une belle gravure ancienne représentant le portrait du redoutable guerrier, par M. Ph. LAUZUN (*Revue de l'Agenais*, 1916, 6).

Le duc d'Épernon et l'archevêque de Bordeaux, par M. Léo MOUTON. Narration alerte, basée sur des documents sérieux, de la grande querelle entre le gouverneur de Guyenne et M^{sr} de Sourdis (*Revue des Études hist.*, 1914, 2^e; 1915, 1^{er}).

Les fouilles de l'hôtel de ville de Libourne. Note de M. CORBINEAU donnant quelques renseignements généraux (*Bull. arch. du Com. des trav. hist.*, 1915, 1^{er}).

Un artiste bordelais pendant la Révolution, d'après les mémoires de Lacour à la Bibliothèque municipale de Bordeaux, par M. Léonard CHALAGNAC (*Rev. philom.*, nov.-déc. 1915 et janv. 1916).

Un notaire girondin sous la Terreur : Gabriel Séjourné, par M. L. GOYETCHE, qui a su présenter avec attrait un des procès les plus poignants de la période révolutionnaire (*Rev. philom.*, 1916, 5).

L'Académie de peinture de Bordeaux et le rôle de P. Lacour. Article de M. Léonard CHALAGNAC (*Rev. philom.*, juill.-août 1916).

Un faux portrait de « Montaigne » à Chantilly. Note de M. PRÉVOST sur un tableau qui est en réalité le portrait d'Olivier de Launay (*Bull. de la Soc. des Ant. de France*, 1916).

Un céramiste agenais à Bordeaux : P.-H. Boudon de Saint-Amans, par M. E. LABADIE (*Revue de l'Agenais*, mai-juin-juillet-août 1915).

Le rôle du port dans l'histoire de Bordeaux. Article rétrospectif de M. P. COURTEAULT (*Rev. philom.*, 1913, n° 1).

L'aménagement de la place des Quinconces, par M. P. COURTEAULT. Histoire des projets de transformation depuis 1780 (*Rev. philom.*, 1914, 2^e).

Les parades charivariques de la vallée de la Nive, par M. Georges HÉRELLE. Contribution au folklore basque (*Bull. de la Soc. des sciences, lettres et arts de Bayonne*, 1917, 3 et 4).

NOTA. — Dans les notes bibliographiques du XXXV^e volume du Bulletin, à l'article sur l'équivalence des anciennes mesures, par M. P. Guilhermoz, paru dans la *Revue de l'École des Chartes*, 1913, il a été omis de signaler les rectifications faites par M. Brutails.

TABLES

DES

COMPTES RENDUS, RAPPORTS, MÉMOIRES, NOTICES

ET PLANCHES

du XXXVII^e volume du Bulletin de la Société Archéologique de Bordeaux.

	Pages
Décret de M. le Président de la République reconnaissant la Société Archéologique de Bordeaux comme établissement d'utilité publique	V
Statuts de la Société	VI
Membres du bureau pour 1915 et 1916	XIII
Membres du bureau pour 1917	XIV
Liste des membres de la Société au 15 décembre 1917... ..	XV
Liste des Sociétés correspondantes.....	XXI
Comptes rendus des séances de la Société :	
Séance du 15 janvier 1915	XXV
Séance du 12 mars 1915	XXVII
Séance du 14 mai 1915	XXIX
Séance du 11 juin 1915	XXXIII
Séance du 12 novembre 1915.....	XXXV
Séance du 14 janvier 1916.....	XXXVII
Séance du 18 février 1916.....	XL
Séance du 14 avril 1916.....	XLII
Séance du 9 juin 1916	XLV
Séance du 21 juillet 1916	XLVII
Séance du 13 octobre 1916.....	L
Séance du 10 novembre 1916	LIII

	Pages
Séance du 8 décembre 1916	LV
Séance du 12 janvier 1917.....	LVII
Séance du 9 mars 1917.....	LX
Séance du 13 avril 1917.....	LXII
Séance du 20 juillet 1917.....	LXIV
Séance du 11 octobre 1917.....	LXVII
Séance du 9 novembre 1917	LXIX
Séance du 14 décembre 1917.....	LXXI
Nécrologie :	
Gustave Dagrant, trésorier honoraire de la Société	LXXV
Georges Lajus.....	~~LXXV~~ LXXVII
Communications diverses :	
Le Musée d'Art ancien et d'Art industriel, par Georges BOUCHON	1
Un Musée d'Art ancien à Bordeaux, par P. FOURCHÉ.....	17
Saint Fort et la crypte de Saint-Seurin, par E. DARLEY	27
La « Porte Royale » de la Cathédrale de Bordeaux, par S. LÉGLISE	47
Le Musée Mestreau à Saintes, par A. DUBREUILH	51
Présentation d'une hallebarde, par F. DALEAU	55
Une bague ancienne en argent, par E. CORBINEAU.....	56
La première pierre de la chapelle funéraire du Maréchal de France, Alphonse d'Ornano, à l'église des Feuillants de Bordeaux et rétable de ladite chapelle, par Camille de MENSIGNAC	57
Les anciennes fontaines bordelaises (<i>suite</i>). — II. Les fontaines de Saint-Projet, par Th. RICAUD.....	65
Note sur l'église de Francs, par A. BONTEMPS	90
Le cimetière irlandais M'Carthy aux Chartrons et autres sépultures privées, par Ch. KLIPSCH.....	100
Le cimetière de la rue Saint-Louis, par F. THOMAS	107
Études d'ethnographie : Les deseuherres, polissoirs modernes des résiniers du Sud-Ouest, par F. DALEAU	121
Bibliographie :	
Travaux de M. l'abbé Breuil	LXXIX
Notes bibliographiques.....	133
Tables générales du XXXVII ^e volume.....	141
Table des planches et figures	143

Table des planches

- Pl. I. — Pierre de fondation de la chapelle du Maréchal d'Ornano (cliché M. Charrol).
Pl. II. — Fontaine de Saint Projet.
Pl. III. — Plan de l'Église de Francs.
Pl. IV. — Plan du bourg de Francs (dessins de A. Bontemps).
Pl. V et VI. — Desenherres, polissoirs modernes en pierre et terre cuite (dessins de A. Fillatreau).



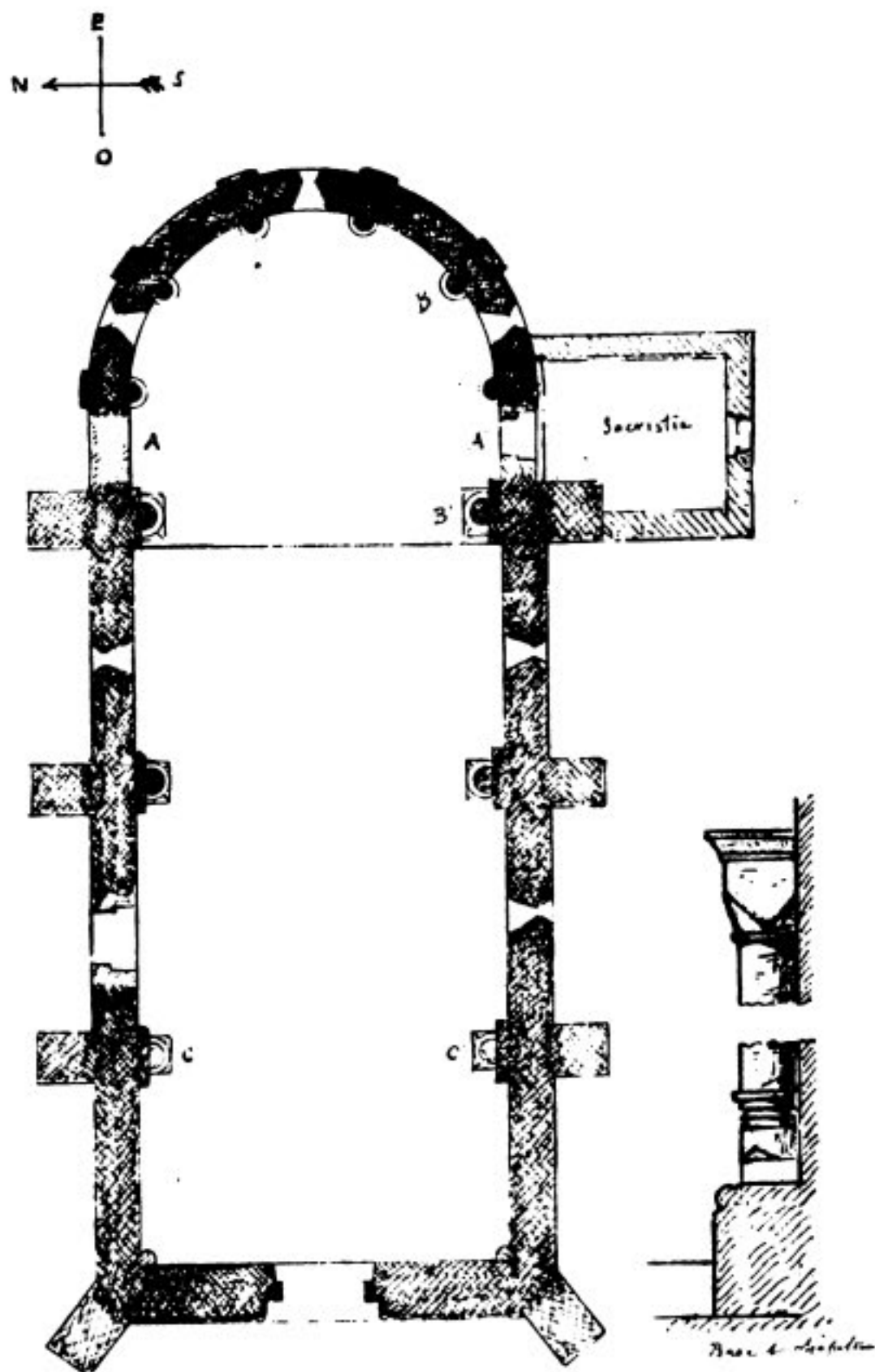
Pierre de fondation de la chapelle du maréchal d'Ornano.

Cl. M. Cherrol.



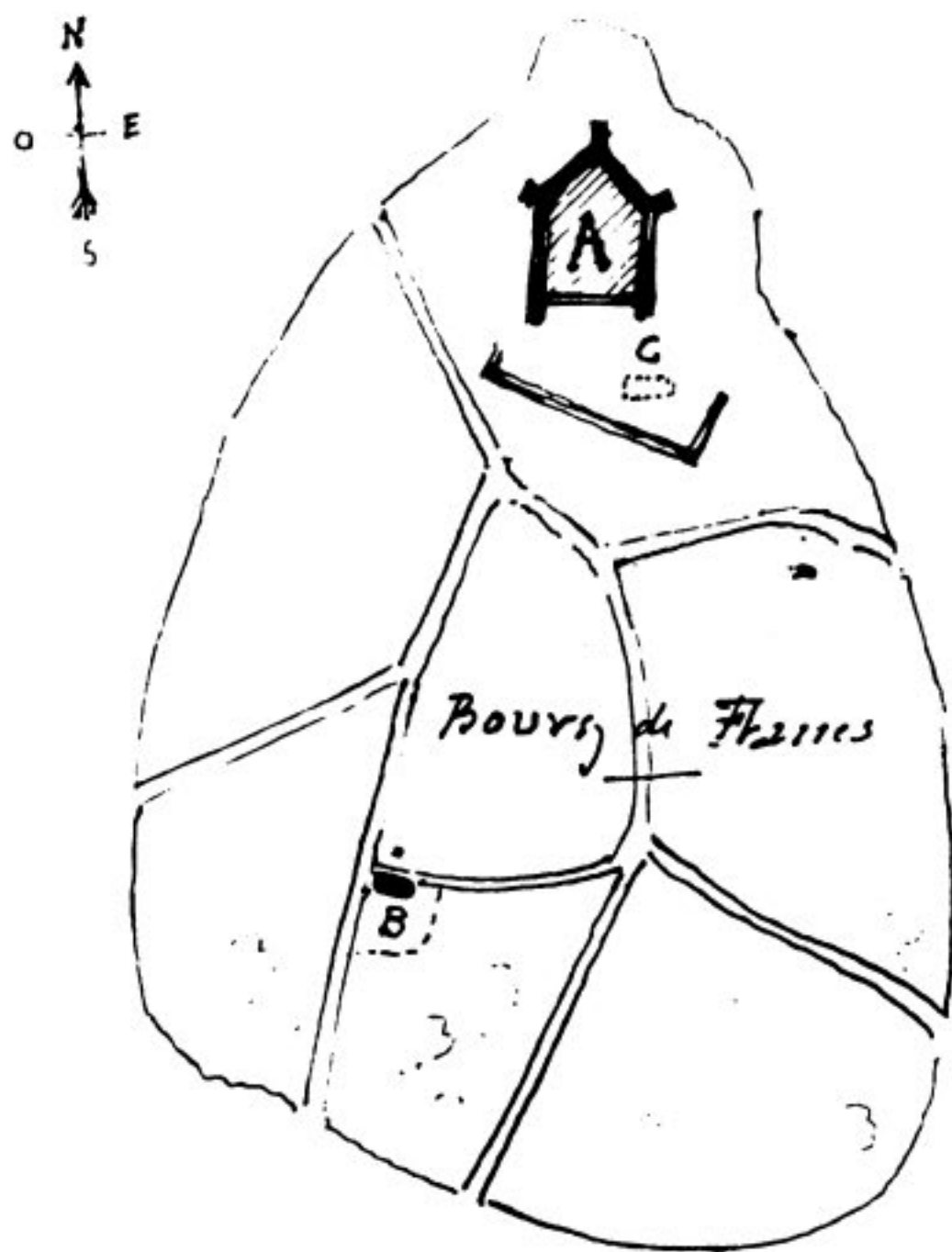
CL. M. CHABROL

Fontaine de Saint-Projet



PLAN DE L'ÉGLISE DE FRANCS

Etat actuel, éch. de 0,01 p. 1^{re}00



ÉGLISE DE FRANCS

Plan d'Ensemble du Plateau d'après LÉO DROUYN

(A) Château - (B) Eglise

L'Eglise (B) devait être en (C). Elle fut démolie en 1605 et portée en (B)

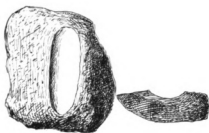


FIG. 1. — *Desenherre*. FIG. 1 bis. — *Coupe transversale* (N° 977)



FIG. 2. — *Polissoir double*. FIG. 3. — *Coupe transversale* (N° 1944)



FIG. 4 ET 5. — A. *Polissoir à deux rainures*. B. *Coupe transversale* (N° 1756)



FIG. 6. — *Affloir* (N° 843)

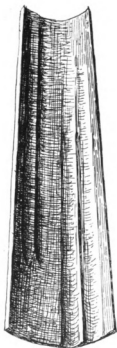


FIG. 7. — *Tuile creuse-polissoir* (N° 760)

SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
DE BORDEAUX

